

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA PUBLICITÉ

DES

DÉCISIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 24 Juin 1899

PAR

François DUPORT

Juge suppléant au Tribunal civil de Villefranche-sur-Saône



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSEURS

3, RUE STELLA, 3

—
1899

LA PUBLICITÉ

DES

DÉCISIONS PÉNALES

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA PUBLICITÉ

DES

DÉCISIONS PÉNALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 24 Juin 1899

PAR

François DUPORT

Juge suppléant au Tribunal civil de Villefranche-sur-Saône



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSIONS

3, RUE STELLA, 3

—
1899

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ☉, professeur d'Économie politique.

AUDIBERT, I. ☉, professeur de Droit romain.

COHENDY, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, A. ☉, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ☉, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

GUERNIER, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BECQ, A. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GARRAUD, professeur, *président* ;

APPLETON (Jean), professeur }
JOSSERAND, agrégé..... } *suffragants.*

INTRODUCTION

Les principes de la publicité et les libertés qui en découlent ont trop occupé les esprits depuis deux siècles; de nos jours encore, ils passionnent trop nos discussions pour qu'il nous soit permis d'en parler, après tant d'autres, plus compétents.

Le sujet de cette étude est plus restreint : c'est une question spéciale de la publicité judiciaire, en dehors des grandes théories qui ont donné naissance à la littérature de tout un siècle.

« De la publicité des décisions pénales », tel en est le titre.

Dès que le jugement est né des délibérations du Tribunal, il appartient à la publicité : par quelles voies parvient-il à la connaissance de la foule ? Voilà la question.

Une première publicité découle des principes constitutionnels : l'audience doit être ouverte à tous, le jugement doit être prononcé publiquement; elle résulte surtout des droits dérivés de ces principes : droit de

rendre compte des débats de justice, droit de publier les jugements. Cette publicité, qui est donnée aux décisions pénales, par les faits eux-mêmes, par les particuliers et par la Presse, fera l'objet de notre première partie.

Dans une seconde partie, de beaucoup plus considérable, nous aborderons la publicité, pour ainsi dire officielle, donnée aux jugements par les Tribunaux : dans trois sections, nous étudierons le droit qui appartient au juge d'ordonner la publicité de ses décisions, à titre de peine, comme réparation civile ou à titre de mesure d'ordre public.

Enfin, la publicité des décisions pénales, qui résulte de leur inscription au casier judiciaire du condamné, fera l'objet d'une troisième partie et nous permettra de commenter, brièvement, le projet de réforme voté par le Sénat.

PREMIÈRE PARTIE

Publicité donnée aux Décisions pénales par les Faits, les Particuliers et la Presse

SOMMAIRE

1. La publicité judiciaire. 2. Le huis clos. — 3. La publicité des débats et le droit de compte rendu. — 4. La lecture publique des jugements et le droit de publication.

I. — La Publicité judiciaire

La publicité judiciaire est une sauvegarde dont le principe a été admis dès la plus haute antiquité : l'agora et le forum servaient de prétoire, le peuple y puisait son instruction, les orateurs leur éloquence.

La tradition gauloise a conservé ces règles, conformes aux coutumes de la Germanie. Sous les deux premières races de nos rois, tous les actes de procédure se faisaient *coram populo* (1), ils rendaient la jus-

(1) BABRUGE, t. I, p. 133.

tice à la porte de leurs palais : saint Louis la rendait sous un chêne (1). La publicité des audiences était, d'ailleurs, à cette époque, commandée par la nécessité de fixer, dans la mémoire de tous, les décisions judiciaires qui n'étaient pas, alors, constatées par écrit.

Avec l'usage de l'écriture, s'établit la procédure secrète : elle remonte à l'édit de Villers-Cotterets (1539), peut-être même à une ordonnance rendue sous Charles VII (1418). Pendant trois siècles, la publicité de l'instruction et des débats fit place au secret impénétrable de la procédure d'inquisition (2).

C'est à la Révolution que revient l'honneur d'avoir rendu à la Justice sa grandeur et sa majesté, en consacrant la publicité des débats, pour les matières criminelles comme pour les matières civiles (3). Depuis, ce principe absolu a été reproduit dans toutes nos constitutions (4).

(1) JOINVILLE, Ch. XII. On trouve même une ordonnance de saint Louis exigeant la publicité des audiences de justice et la réglementant.

(2) Sur la publicité de la procédure et les phases par lesquelles elle a passé, v. FAUSTIN-HÉLIE, t. I, p. 22 et suivantes.

(3) Assemblée constituante, 9 octobre 1789 (art. 21) : « Un des principaux droits de l'homme, est celui de jouir, quand il est soumis à l'épreuve d'une poursuite judiciaire, de toute l'étendue possible de liberté pour sa sûreté et pour sa défense. »

(4) Le principe est écrit dans l'art. 14, titre II, loi du 24 août 1790; lois des 14-26 octobre 1790; 28 février 1791, 3 brumaire an IV; 18 pluviôse an IX (art. 28); décret du 30 mars 1808; art. 7 de la loi du 20 avril 1810; décrets du 6 juillet et du 18 août 1810; article 63 de la charte de 1814; article 55 de la charte de 1830, et enfin, article 81 de la Constitution de 1848. La règle se trouve consacrée par les articles 153 et 190 du Code d'instr. crim.

La publicité judiciaire présente de nombreux avantages. Elle retient le juge dans les bornes de l'équité, le sollicite fortement à mettre, dans l'accomplissement de son devoir, tout le soin et toute l'attention qu'exige l'importance de ses fonctions; elle démontre, à tous les citoyens, que les jugements prononcés sont si essentiellement bons et justes, qu'ils peuvent être entendus de la multitude sans avoir rien à craindre de sa censure (1). A ce point de vue, la publicité accroît singulièrement le prestige de la Justice et l'autorité morale de ses jugements; elle attire la confiance et le respect aux magistrats qui rendent la justice au grand jour et président avec dignité ses audiences. »

« Une justice rendue secrètement pourrait être fort bien rendue, mais elle manquerait un but important, dit Colmet-Daage : prévenir les mauvais procès, en imposant, aux justiciables, la conviction de la sagesse et de l'impartialité de leurs juges (2). »

D'un autre côté, la publicité de l'instruction et des débats est une sauvegarde pour la liberté individuelle; le juge jugé par la foule, c'est la meilleure garantie donnée aux prévenus contre la partialité du Tribunal et la mauvaise foi de l'accusateur. Aujourd'hui, tout le monde admet que, pour l'instruction définitive et les débats, la publicité et la liberté de la discussion constituent des garanties indispensables à la liberté individuelle.

(1) Cf. FUZIER-HERMANN, v^o Jugement, n^o 369. — BENTHAM, *Des preuves judiciaires*, p. 146. — GARSONNET, t. II, p. 93.

(2) COLMET-DAAGE, *Leçons de procédure civile*, t. I, p. 180.

En ce qui concerne la publicité de l'instruction préparatoire, l'intérêt de l'accusé se trouve en opposition avec l'intérêt général de la Société, qui réclame la découverte et la punition des coupables. Jusqu'à ces derniers temps, l'instruction préparatoire était absolument secrète. La loi du 8 décembre 1897 (1) a concilié les intérêts opposés en admettant, dans le cabinet du juge, la présence du défenseur de l'accusé et la communication du dossier de la procédure, la veille de chaque mesure d'instruction.

Enfin, la publicité des audiences et des débats est un puissant moralisateur du peuple; elle lui apprend à connaître ses droits et ses devoirs; elle l'habitue au respect des lois et des constitutions; elle agit, surtout, par l'intimidation et par l'exemple remplissant ainsi le but de toute justice pénale. Nous reviendrons, par la suite, sur cette idée; nous n'avons pas à y insister pour le moment.

La publicité n'est pas sans entraîner certains inconvénients.

Admettre la publicité des débats, disaient, au ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles, les partisans de la procédure secrète, c'est exposer au mépris de tous un homme qui a peut-être été injustement accusé. En vain sortirait-il absous de l'épreuve, l'impression produite par sa seule comparution sur les bancs criminels, laissera, dans l'esprit du public, des traces que le temps par-

(1) Sur la loi du 8 décembre 1897, v. MILHAUD et MONTEUX : *La loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable* et CH. MARCY. *Manuel du magistrat en transport criminel*,

viendra difficilement à effacer ; la marque d'infamie persistera.

Nous retrouverons cette idée quand nous aurons à traiter de la publicité, considérée comme moyen de réparation du préjudice moral causé par les erreurs judiciaires. Constatons simplement, ici, que ce sont des cas exceptionnels tout à fait rares et que, le plus souvent, les Tribunaux n'acquittent qu'à raison du doute qui doit profiter à l'accusé. Il serait étrange que, pour sauvegarder l'honneur plus ou moins terni de quelques individus qui ont bénéficié d'un non-lieu ou d'un acquittement, par suite du défaut de preuves, on privât tous les citoyens d'une sauvegarde indispensable à la liberté individuelle. C'est là une nécessité, nous verrons s'il n'appartient pas à l'Etat de réparer le préjudice causé par ces erreurs ; mais posons bien la règle absolue que la publicité, si elle augmente sensiblement le préjudice, si elle est la cause principale de l'élément moral de ce préjudice, n'en est pas moins un principe nécessaire et indispensable.

II. — Le huis clos

Le but et la raison d'être principale de la publicité judiciaire, c'est de moraliser le peuple ; aussi dans les cas où cette publicité est de nature à révéler des faits scandaleux, à provoquer des désordres et à faire naître, dans les esprits, des idées malsaines et contraires aux bonnes mœurs, le législateur a permis aux Tribunaux

de supprimer la publicité et de prononcer le huis clos (1).

L'article 87 du Code de procédure civile permet de déroger aux principes de la publicité dans les cas où la discussion publique doit entraîner du scandale ou de graves inconvénients. Cet article ne s'applique qu'aux matières civiles et aucun texte semblable ne se trouve au Code d'instruction criminelle, mais il n'y avait pas de raison pour ne pas l'étendre aux juridictions de répression : la charte de 1814 a formellement reconnu ce droit aux Tribunaux criminels; l'article 55 de la charte de 1830 a maintenu la disposition et l'article 81 de la constitution de 1848 est ainsi conçu : « Les débats sont publics, à moins que la publicité en soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, et, dans ce cas, le Tribunal le déclare par un jugement. »

Le huis clos ne peut être prononcé que par jugement motivé (2), il ne peut s'étendre qu'aux débats (2) et le jugement doit porter mention qu'il a été rendu publiquement à l'audience.

La raison d'être de cette exception en fixe les limites : le huis clos peut être prononcé pour les débats ; la publicité reprend son application pour tout ce qui reste en dehors. Les inconvénients qui, dans certains

(1) V. BERTIN, *Chambre du Conseil*, nos 31 et suivants. Garsonnet, t. II, § 216. — Cass., 11 janvier 1867 : D., 67, 1, 83. — Cass., 3 juin 1852 : D., 52, 5, 460. — Cass. : D., 83, 1, 91.

(2) V. Cass., 3 janvier 1880 : D. 80, 1, 140. — Cass. 17 avril 1890 : D., 90, 1, 491 et LE POITEVIN, *Dictionnaire des Parquets*, t. II, n° 697.

cas, pouvaient faire interdire la présence du public aux débats et aux plaidoiries, ne peuvent pas se présenter pour le prononcé du jugement; ses motifs et ses considérants ne peuvent pas présenter de danger pour l'ordre public ou les bonnes mœurs; il n'a pas reproduit ce que les débats et les plaidoiries pouvaient parfois présenter de scandaleux.

III. — La publicité des débats et le droit de compte rendu

Le principe de la publicité judiciaire se manifeste dès le début de l'instruction.

A l'audience, la publicité des débats est obligatoire et absolue. Ecrit dans l'article 81 de la constitution de 1848, le principe est reproduit par l'article 153 du Code d'instruction criminelle pour les Tribunaux de simple police, les articles 190 et 309, C. inst. crim. pour les Tribunaux correctionnels et par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 pour les Cours d'assises.

La publicité, telle qu'elle a été réglée par les lois constitutionnelles, consiste dans le libre accès du prétoire, ouvert à tous les citoyens et la faculté, pour chacun, d'assister aux audiences. Elle résulte de cette double circonstance que les portes étaient ouvertes et la salle accessible au public. Peu importe, d'ailleurs, qu'il n'y ait eu personne dans le prétoire, la seule possibilité suffit.

(1) Cass., 1^{er} octobre 1857 : D., 58, 1, 523. — Cass., 29 septembre 1859 : P., 60, 1215.

Une publicité, autrement plus étendue, dans l'état actuel de nos mœurs, est celle donnée aux débats par la voie de la Presse : de la publicité de l'audience dérive pour chacun le droit de rendre compte de ce qu'il y a vu et entendu. Ce droit découle, par *a contrario*, des dispositions de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 (1) : « Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. » Par cela même que la loi défend, dans certains cas, de rendre compte des débats, elle le permet dans tous les autres.

Rendre compte c'est raconter : peu importe l'étendue de l'article et la place qu'il occupe dans la publication ; peu importe la forme sous laquelle se présente le récit ; dès que l'auteur se livre à une étude de l'affaire, parle des débats, de la procédure ou des incidents d'audience, fait des réflexions (2) sur les plaidoiries ou sur le réquisitoire (3), c'est un compte rendu.

« Le droit de publication, dit un arrêt de la Cour de cassation du 15 mai 1884 (4), admis par la loi comme un corollaire de la publicité des débats judiciaires, et comme un élément de contrôle admis par l'opinion publique, n'existe qu'autant que cette publication a le caractère d'un compte rendu et, par conséquent, pour résultat de mettre, en regard, les prétentions contraires

(1) V. BARBIER, t. II, n° 736.

(2) Cour de Toulouse, 20 février 1869 : D., 69, 1, 434.

(3) Plusieurs jugements de Tribunaux rapportés : D. 69, 3, 68 et la note.

(4) Cass., 15 mai 1884 : D. 85, 1, 328.

de l'attaque et de la défense qui constituent l'ensemble d'un débat; sans doute, il n'est pas nécessaire, pour qu'elle doive être impunie, que la reproduction des débats soit intégrale. Elle peut n'être que partielle; mais il est inadmissible qu'elle puisse choisir, exclusivement, l'attaque ou la défense. Elle doit, par son contenu, permettre d'apprécier l'ensemble de l'affaire: un extrait, même exact et fidèle, comprenant uniquement des faits ou imputations portant atteinte à l'honneur ou à la considération d'une seule partie, sans aucune de ses exceptions ou justifications, ne peut être considéré comme un compte rendu dans les termes de la loi et pouvant justifier le bénéfice de l'immunité qu'elle a établi en dérogation aux règles du droit commun. »

Le principe, c'est la liberté absolue du compte rendu; la seule condition exigée c'est qu'il soit un véritable compte rendu, c'est-à-dire, écrit fidèlement et de bonne foi, dans le seul but de satisfaire la curiosité des lecteurs.

L'article 41 de la loi du 20 juillet 1881, lui accorde une immunité particulière. « Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage (1), ni le compte rendu fidèle, fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcées ou les écrits produits devant les Tribunaux. »

Quand il est fidèle et de bonne foi, le compte rendu

(1) Sur la signification du mot outrage, voir la discussion qui s'est élevée à ce sujet à la Chambre des Députés, lors du vote de la loi de 1881.

ne peut donner lieu à aucune action, soit publique, pour injure, diffamation ou outrage, soit civile en dommages-intérêts. L'auteur ne fait qu'user du droit qui lui est librement accordé par le législateur: l'abus seul de ce droit peut engager sa responsabilité.

Il n'y a pas à rechercher si la publication a été spontanée de la part du journaliste ou du gérant, ou si elle a été faite à la demande de l'un des plaideurs, dans son intérêt et à ses frais: l'immunité, dont il s'agit, dépend uniquement du sujet et de la contexture de l'article et non de la qualité de l'auteur. Chacun est libre de pénétrer dans la salle d'audience et d'assister aux débats, les parties plus que tous autres, chacun est libre de rendre compte de ces débats (1).

C'est là le principe : chacun est libre, les parties comme tous autres, de rendre compte des débats de justice. Mais, en fait, cette circonstance, que l'article est l'œuvre d'une partie en cause, aura une grande importance. Quand on apportera aux Tribunaux la preuve que tel article incriminé et qu'on veut placer sous l'immunité de la loi de 1881, est l'œuvre d'un des plaideurs, on ne sera pas loin de leur prouver l'absence de bonne foi et l'intention de nuire, de même, quand la place occupée par l'article indiquera que c'est bien plus une réclame qu'un compte rendu: de même encore, quand un long espace de temps se sera écoulé entre les débats et la publication du compte rendu.

Ce seront là toutes circonstances de fait qui ne pri-

(1) Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole*, t. II, p. 476.

veront pas *a priori* l'article des immunités de la loi de 1881, mais qui, le plus souvent, arriveront à ce résultat par le poids qu'elles auront dans l'appréciation souveraine du juge appelé à statuer sur l'*abus de droit*.

Le droit de rendre compte des débats découle de la publicité de l'audience : est-il défendu de rendre compte des audiences de huis clos ? La liberté du compte rendu cesse-t-elle quand disparaît la publicité (1) ?

L'article 16, § 2, de la loi du 18 juillet 1828 interdisait le compte rendu des débats qui s'étaient déroulés à huis clos. Mais aujourd'hui, la loi du 29 juillet 1881 a abrogé la loi de 1828 ; aucune disposition n'a remplacé l'art. 16, et rien ne semble autoriser des poursuites contre le journal qui rendrait compte de ces débats.

C'est l'opinion généralement admise. Cependant on peut soutenir que la liberté du compte rendu, n'ayant pas d'autre base et d'autre raison d'être que la publicité des débats, cesse dès que le huis clos est prononcé.

M. Lisbonne, le rapporteur de la loi de 1881, s'exprime ainsi : « Voilà pourquoi l'article 42 n'autorise pas les Tribunaux à interdire le compte rendu des procès en matière criminelle ou correctionnelle, *sauf bien entendu le cas où le huis clos est requis et ordonné* (2). »

1) V. sur la question. BARBIER, t. II, p. 249, n° 751, et FABREGUETTES, *Traité des infractions de la parole*, t. II, n° 1676 et suiv.

2) Dans ce sens, GARRAUD, *Précis de Droit criminel*, p. 627.

Les seules exceptions apportées à la liberté du compte rendu sont formulées par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881. « Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile les Cours et Tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès. Ces interdictions ne s'appliquent pas aux jugements qui pourront toujours être publiés. »

Les motifs de cette interdiction sont faciles à comprendre. M. Lisbonne le rapporteur s'exprime ainsi : « C'est la pensée de protéger tout autant, sinon davantage, le plaignant que le prévenu contre les atteintes d'une bruyante et funeste publicité qui a fait introduire dans notre législation l'interdiction de rendre compte des procès en diffamation dans lesquels la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée.

« Le plaignant a voulu l'ombre et le silence : il faut que sa volonté soit respectée et qu'on ne fasse pas entendre au dehors et au loin, le bruit du scandale qu'on aura pas évité dans l'enceinte du Tribunal. »

En matière civile, les Tribunaux peuvent interdire le compte rendu des débats mais en matière criminelle et correctionnelle ils n'ont pas cette faculté (1).

(1) Une seule exception est apportée à cette règle par la loi du 28 juillet 1894 sur l'anarchie. V. la loi et la circulaire du 6 août 1894.

IV. — La Lecture publique des Jugements et le Droit de Publication.

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810 (1) frappe de nullité tous jugements qui n'auraient pas été prononcés publiquement à l'audience; c'est la conséquence nécessaire des principes constitutionnels de la publicité judiciaire. Quelles instructions la foule pourrait-elle tirer des débats si elle n'entendait pas le jugement? Quels exemples d'intimidation produirait sur elle l'instruction orale des crimes ou des délits, si elle ne connaissait la condamnation qui frappe le coupable?

La lecture publique du jugement est obligatoire, même pour les cas où les débats ont eu lieu à huis clos (2). Les débats ou les plaidoiries étaient-ils de nature à porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs? Le prétoire a-t-il retenti de faits diffamatoires injurieux ou outrageants? Le jugement n'en porte que des traces effacées; les expressions y sont adoucies et discutées; les faits diffamatoires et injurieux y sont flétris et condamnés. La foule ne peut tirer du jugement que de saines leçons.

(1) Le principe était déjà posé par l'article 12, titre II de la loi des 16 et 24 août 1790.

(2) Cf. GARSONNET, t. II, § 213, t. III, p. 436. — BIOCHE, V^o Jugement, n^o 154. — CARRÉ et CHAUVEAU, quest. n^o 487 *bis*. — RODIÈRE, t. I, p. 260. — COLMET-DAAGE, t. I, p. 181. — Voyez *Contra*, PONCET, t. I, p. 246 et 276.

Le principe de la prononciation publique du jugement est absolu ; il reçoit cependant quelques exceptions.

La juridiction gracieuse ne comporte pas de publicité, même pour le prononcé du jugement (1) les ordonnances et jugements sur requête, les jugements en matière de discipline des officiers ministériels sont, de même, rendus en la chambre du Conseil, sauf pour les notaires (2).

(1) *Juridiction gracieuse* : La règle, c'est que les décisions de la juridiction gracieuse ne sont pas soumises au principe de la publicité. Il y a cependant des exceptions : 1^o l'art. 358 du Code civil ordonne la prononciation à l'audience et même l'affiche de l'arrêt qui admet l'adoption ; 2^o l'art. 858 du Code proc. civ. exige la prononciation à l'audience des jugements rectificatifs des actes de l'état civil ; 3^o l'art. 997 du C. pr. civile applique la même règle à l'autorisation accordée par les Tribunaux, de vendre les immeubles dotaux dans les cas prévus par l'art. 1558 C. civ. Quand la demande est formée par la femme, au *refus* du mari, c'est nécessairement de la juridiction contentieuse ; mais quand elle est formée à raison de l'absence ou de l'incapacité du mari, c'est de la juridiction gracieuse ; il y a controverse sur le point de savoir si le jugement accordant l'autorisation dans ce cas doit être rendu publiquement. Les Tribunaux agiront toujours prudemment, en prononçant à l'audience leurs décisions.

(2) *Poursuites disciplinaires* : Le principe, c'est que les poursuites disciplinaires sont exercées en Chambre du Conseil par le Tribunal statuant en assemblée générale, art. 102 et 104 du décret du 30 mars 1808, 74 et 75 du décret du 14 juin 1813. Le jugement doit toujours être rendu en audience publique, et les débats avoir lieu publiquement à l'audience, en ce qui concerne les notaires. C'est qu'en effet, les notaires sont régis par la loi du 25 ventôse an IX, dans laquelle nous trouvons une disposition contraire à celle du décret de 1808, art. 53 de la loi.

De la lecture publique des décisions de justice, découle pour chacun le droit de publier ces jugements. « Ce sont choses bonnes et morales », il y a intérêt à ce que la publicité la plus étendue leur soit donnée.

Laborde (1) prévoit une objection :

« On pourrait objecter que la publicité des jugements est parfois ordonnée par les Tribunaux, à titre de peine ou autrement, que, dès lors, ce droit n'a pu être laissé à la portée de tout le monde. Mais ce n'est là qu'une raison de douter ; la raison de décider s'induit *a contrario* des textes qui prohibent ces publications dans certains cas. »

Il y a d'ailleurs un texte : l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881 : « Ces interdictions ne s'appliquent pas aux jugements qui pourront toujours être publiés. »

La règle est générale : elle comprend tous les jugements, ordinaires, préparatoires, par défaut, sur incidents, de toutes les juridictions, et édicte le droit absolu de publier *toujours*.

Les restrictions apportées par la loi, dans certains cas, à la liberté de rendre compte des débats, ne se retrouvent pas ici ; le principe ne comporte pas d'exception (2).

Que faut-il entendre par Jugement ?

Est-ce le jugement tel qu'il est défini par l'art. 141 du C. proc. civ. ? Est-ce le jugement tel qu'il est prononcé

(1) LABORDE, *Cours élém.*, V^{es} Président Conseil, n° 338.

(2) V. BARBIER, t. II, n° 745.

à l'audience, c'est-à-dire les motifs et le dispositif seulement ?

Le droit de publication découle de la lecture publique du jugement, à l'audience ; cette lecture ne comprend que les motifs et le dispositif : le droit de publication qui en dérive ne saurait avoir une plus grande étendue. C'est l'opinion de Barbier et de Fabreguettes (1).

Des auteurs ont admis une opinion contraire fondée sur les termes de l'art. 141 : « *La rédaction des jugements contiendra les noms des juges, du procureur impérial, s'il a été entendu, ainsi que des avoués, les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif des jugements.* » Le législateur, disent les partisans de cette opinion, s'est donné la peine de définir le jugement, de déterminer toutes les parties et énonciations qu'il doit contenir : il a formellement exigé la reproduction des qualités ; c'est, sans doute, qu'il a attaché une certaine importance aux énonciations qu'elles contiennent et qu'il les a estimées nécessaires pour la juste appréciation des faits de la cause.

Cette opinion n'est pas dénuée de fondement.

Nous l'admettrons dans une autre partie de ce travail, mais, ici, exiger la publication du jugement tel qu'il est défini par le Code de procédure civile, c'est-à-dire tel qu'il est délivré par le greffier, ce serait, nous semble-t-il, refuser, à tout autre qu'aux parties, le droit de le publier.

(1) FABREGUETTES, n° 1686, p. 185.

D'ailleurs, la question ne présente pas un bien grand intérêt pratique. Admettons l'opinion de ceux qui veulent donner au mot jugement la signification qu'il a dans l'art. 141, et supposons que la publication n'ait été faite que des motifs et des dispositifs : cette publication devra être considérée comme un compte rendu, reproduisant textuellement ce qui a été prononcé à l'audience, il sera nécessairement fidèle et de bonne foi, et alors, il jouira des immunités de l'art. 41 de la loi de 1881 (1).

La liberté de publication est accordée *pour les jugements* seulement : il est interdit de publier les actes judiciaires ou extra-judiciaires des parties, tels que factums, consultations, mémoires, requêtes; il est interdit de publier les exordes ou péroraisons de plaidoiries; on ne peut faire suivre de commentaires ou de réflexions la publication du jugement.

Droit de Publication

Peut-on publier les jugements, chaque partie peut-elle livrer à la publicité les décisions de juridiction de repression intervenues en sa faveur? La question est vivement controversée.

L'article 39 de la loi de 1881, est général, dit une première opinion ; si, dans la pensée du législateur, il n'a

(1) Il n'en sera plus de même lorsque la publication aura été volontairement tronquée, lorsqu'on y aura, à dessein de nuire, glissé des omissions ou des erreurs; ce serait un compte rendu infidèle et de mauvaise foi.

été écrit qu'en vue des publications faites par les journalistes, il n'en couvre pas moins, sous sa généralité, tous ceux qui font ces publications. « L'impression des jugements et arrêts est le droit non seulement des parties, mais aussi de tous les citoyens ; ils constatent des vérités et proclament des doctrines qui sont la garantie et l'enseignement du public. Où en seraient les droits et les leçons de la publicité, s'il était interdit au journaux, aux recueils, à la science, à nous tous, de transcrire, publier, discuter les arrêts et les faits sur lesquels ils sont rendus. Cette faculté, qui appartient manifestement à tout le monde, ne peut raisonnablement être interdite à ceux-là même qui sont dans le procès (1). »

La publicité par la voie des journaux est censée émaner, dans ce cas, non de la partie elle-même, mais des rédacteurs qui tiennent, des lois constitutionnelles, le droit de publier les jugements (2).

L'opinion adverse présente de sérieux arguments :

Si le législateur a cru devoir, dans certains cas, déterminés, investir le juge du droit d'accorder ou de refuser l'insertion dans les journaux, c'est, apparemment, qu'il n'a pas voulu laisser cette publicité au bon plaisir du gagnant.

Autre argument : la publicité, dans nos mœurs, est une peine (souvent une peine très lourde ainsi que nous

(1) ALLART, *De la Contrefaçon*, n° 719. Cf. PELLETIER et LEFERT, n° 341. RENOARD, n° 262.

(2) CHAUVEAU SUR CARRÉ, *Lois de procédure*, n° 3421 bis.

le verrons par la suite); comment la loi aurait-elle pu laisser, à chaque particulier, le droit d'infliger à son adversaire une peine aussi grave, alors que les Tribunaux, eux-mêmes, n'ont ce droit que dans les cas peu nombreux où ils y sont autorisés par un texte formel ?

Voici les conséquences auxquelles devrait conduire cette doctrine : toute publication faite par une partie, ou par un tiers, autre qu'un journaliste, constituerait soit un délit, soit un quasi-délit civil : toutes les fois que la publication aurait été faite de mauvaise foi, avec intention de nuire, elle donnerait, alors, ouverture à une action en diffamation ou injure ; quand la publication, fait illicite, aurait, par la faute de son auteur, causé un dommage au plaignant, et il y aurait responsabilité, en vertu de l'art. 1382 du Code civil : « *Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.* »

Mais cette théorie absolue se heurte au texte de l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881, qui accorde, d'une façon générale, le droit de publier les jugements ; elle se heurte surtout à une impossibilité matérielle (1).

(1) Des arrêts ont admis cette doctrine. Mais les espèces, dans lesquelles ils ont été rendus, en justifient amplement la rigueur. Des porteurs de brevets d'invention, qui se plaignaient des préjudices que la contrefaçon leur avait occasionnés, non contents de la condamnation obtenue contre leurs adversaires, avaient jugé à propos de la signaler au public par des affiches, dont le nombre et la dimension constituaient un préjudice,

En admettant que le texte de cet article, n'ayant été écrit qu'en vue des publications faites par les journalistes, ne couvre pas les publications faites par les parties ou les tiers, en fait, on est amené à assimiler les unes aux autres. La profession de journaliste n'est-elle pas entièrement libre ? A-t-elle reçu une définition et des limites telles que l'on puisse refuser ce titre à la partie qui, ayant gagné son procès, porte, au journal, le jugement intervenu dans l'affaire ? Comment saura-t-on de qui émane la publication ? Ne sera-t-elle pas couverte par la responsabilité du gérant ?

Retenons les arguments de cette théorie comme une critique des libertés et des immunités accordées par la loi de 1881 et servons-nous, en pratique, des principes émis par cette doctrine, comme d'une sage barrière pour endiguer ces libertés. Si, en effet, le législateur a donné à chacun le droit de publier les jugements, il a attribué aux Tribunaux la mission de réprimer les abus : dans l'appréciation qu'ils auront à faire de ces abus, les juges devront se souvenir de ces principes et restreindre les libertés et immunités dans de sages limites, en harmonie avec l'esprit de la loi.

« Si l'art. 39, dit Fuzier-Hermann(1), permet à toute

d'un autre genre, mais tout aussi réel. Dans ces conditions, la Cour a décidé, avec raison, qu'une telle publicité n'était rien moins qu'une pénalité nouvelle et arbitraire ; par conséquent, un fait illégal, entraînant suppression des affiches et dommages-intérêts. (V. Chauveau sur Carré. *Lois de la procédure*, n° 3421 *bis*.)

(1) FUZIER-HERMANN, sur l'art. 1382, n° 2400 et suiv. V. cass., 13 juillet 1885 : D., 88, 4, 65.

personne de publier le jugement sans se rendre passible des peines de la diffamation, cet article n'a pas pour effet de soustraire à l'application de l'article 1382 du Code civil, celui qui fait cette publication (1). »

Le fait de la publication en lui-même est licite et ne saurait donner lieu à aucune action ni publique pour injuré ou diffamation, ni civile en dommages-intérêts; mais dès qu'il y a abus de ce droit de publication, le fait devient illicite et peut constituer soit un délit, s'il y a eu mauvaise foi, et intention de nuire et motiver des poursuites pour injure, diffamation ou outrage; soit simplement un quasi-délit donnant ouverture à réparation en vertu de la responsabilité édictée par l'article 1382 du Code civil.

Quand y aura-t-il abus du Droit de Publication

Ce sera une question de fait que les Tribunaux apprécieront souverainement. Au demandeur, qui se prétend lésé par la publication, il appartiendra d'administrer la preuve de la mauvaise foi et de l'intention de nuire de son adversaire ainsi que de l'abus du droit de publication. En dehors des circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi la publication, les juges trouveront, dans la qualité de celui qui a fait la publication, le temps et le lieu où elle a été effectuée, la place qu'elle occupait dans le journal, des éléments pour asseoir leur conviction.

(1) Cf. FABREGUETTES, t. II, n° 4681. BARBIER, I, n° 135, II, n° 750.

a) LA QUALITÉ DE CELUI QUI A PUBLIÉ LE JUGEMENT. — Quand les Tribunaux auront acquis la certitude que l'auteur de la publication n'est pas un journaliste ou un tiers désintéressé, écrivant pour les besoins de la science ou pour satisfaire la curiosité du public, quand on leur aura démontré que l'auteur de cette publication est une des parties entre lesquelles le jugement est intervenu, ou bien que c'est un concurrent, ils seront facilement amenés à voir la mauvaise foi et *l'animus nocendi* et à condamner, quand on aura prouvé le préjudice. « En tous cas, dit Fuzier-Hermann (1), il appartient aux juges du fond de déclarer, par appréciation souveraine des faits de la cause, que la publication de la part d'un tiers n'a été qu'un moyen de défense contre une concurrence déloyale et ne peut servir de base à une action en dommages-intérêts. »

b) LE TEMPS DE LA PUBLICATION. — L'article 39 de la loi de 1881 régleme les comptes rendus judiciaires; il n'entend donc parler que des publications qui suivent immédiatement, ou de fort près, l'audience. La publication d'un jugement ancien ne saurait évidemment jouir d'une immunité particulière. Combien de temps après la prononciation la publication du jugement sera-t-elle possible? L'appréciation en sera livrée à la sagesse du juge; mais, en tout cas, l'époque à laquelle aura été publié le jugement ne saurait, à elle seule, donner ouverture à l'action en dommages-intérêts; ce sera une circonstance qui, jointe à d'autres, entraînera la

(1) FUZIER-HERMANN, sur l'art. 1382, n° 2106 et suivants.

décision (1). « L'insertion dans les journaux, faite avec intention de nuire, et la nocuité réelle, répétée et produite, sans nécessité, longtemps après sa dette, alors que les circonstances, dans lesquelles elle a eu lieu, traduisent un esprit de vengeance et de rancune (2). » Voilà l'abus que réprimeront les Tribunaux.

Cette latitude d'appréciation, laissée aux Tribunaux, est la sauvegarde des revues et publications de droit et de jurisprudence. Leur bonne foi, l'absence d'intention nuisible les met à l'abri de toute action : ils citent, rapportent, commentent et publient en toute sécurité, des jugements et arrêts souvent fort anciens.

Cependant, des rédacteurs prudents, craignant les surprises et les ennuis des actions en justice, prennent la précaution de désigner les parties seulement par leurs initiales ou par une lettre quelconque de l'alphabet.

c) LA PLACE OCCUPÉE DANS LE JOURNAL PAR LA PUBLICATION. — Faudra-t-il distinguer entre la publication faite dans le corps du journal et celle qui se trouve dans une page destinée aux annonces ou réclames ? Nous estimons qu'il n'y a pas lieu de faire *a priori* cette distinction, « étant donné, dit Chauveau (3), qu'elle n'est nulle part indiquée par la loi et, étant

(1) Cass. 30 janvier 1890 : D., 91, 2, 270 et la note. Voyez en sens contraire à cause des circonstances de fait : Cass. 13 juillet 1885 : D. 87, 1, 226.

(2) LE PELLETIER, *De la Contrefaçon*, n° 342 et D., 39, 2, 85.

(3) CHAUVEAU SUR CARRÉ, *Lois de procédure*, n° 1324 bis.

donnée la responsabilité qui pèse sur le gérant à raison de tout le contenu de la feuille ». Il est bien certain en effet que cette circonstance que le rédacteur aura fait paraître à la quatrième page du journal l'insertion du jugement, ne le privera pas de l'immunité de l'article 39. Mais cette circonstance aura cependant un grand poids sur la décision du Tribunal, il y aura de fortes présomptions pour que cette publication, insérée parmi les annonces et les réclames, soit l'œuvre d'une partie ou d'un tiers intéressé et qu'elle ait été de mauvaise foi. La tâche du demandeur se trouvera singulièrement simplifiée.

d) DISTINCTION ENTRE L'INSERTION ET L'AFFICHAGE. — Les diverses circonstances que nous avons énumérées jusque-là sont appelées à influencer sur la détermination des Tribunaux : elles ne peuvent, à elles seules, faire refuser le bénéfice de la loi de 1881. En sera-t-il de même de la publicité donnée au jugement par la voie de l'affiche ?

« Toutes les fois, dit M. Garraud(1) que les Tribunaux peuvent ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements, ils peuvent remplacer l'affichage par l'insertion dans les journaux *et réciproquement*. »

Cependant, l'art. 39 de la loi de 1881 n'a certainement été écrit qu'en vue de la publication par la voie de la presse ; un chapitre précédent, le chapitre III (articles 15, 16 et 17), s'est occupé des affiches et placards ; les immunités édictées par cet article ne couvrent donc

(1) GARRAUD, n° 369.

que les publications. En matière civile, comme en matière pénale, l'affiche constitue toujours une aggravation de peine, la jurisprudence considère cette mesure comme infiniment plus grave que l'insertion dans les journaux (1). L'affiche a conservé un caractère infamant. Aucun texte n'autorise ce mode de publicité : afficher ou placarder le jugement, quand cette mesure n'a pas été ordonnée, c'est infliger une aggravation illégale de la condamnation (2), s'exposer à des poursuites pour injure ou diffamation et à une action en dommages et intérêts ; telle est notre opinion.

Quant aux *prospectus et circulaires*, il est bien difficile de leur attribuer *a priori* une place déterminée parmi les affiches ou les journaux. Le juge appréciera : s'il estime que le prospectus constitue une véritable affiche, il condamnera ; (un arrêt de la Cour de Bordeaux a jugé qu'il y a diffamation de la part de celui qui a fait imprimer et répandre, à un très grand nombre d'exemplaires deux jugements rendus en sa faveur) (3) ; si, au contraire, la circulaire (4) lui semble participer plutôt des publications périodiques, le seul abus de droit pourra donner ouverture à l'action en justice.

(1) BARBIER, t. I, p. 156 et CHAUVEAU SUR CARRÉ, *loco citato*.

(2) FABREGUETTES, t. II, p. 185.

(3) Bordeaux, 44 novembre 1890 : D. 91 2, 6.

(4) La reproduction d'un jugement dans un mémoire judiciaire jouirait en plus des immunités accordées au droit de défense.

Le fait d'avoir publié, par une de ces voies illégales, le jugement intervenu en sa faveur, rendra celui qui l'a effectué passible d'une action en diffamation et injure ou simplement en dommages-intérêts. Toutes les conditions exigées par l'art. 1382, faute, fait dommageable et illicite, se trouveront réunies pour constituer soit le délit, soit le quasi-délit civil et donner lieu à réparation du préjudice causé.

Il a été décidé que, quand la loi permet d'ordonner l'affiche d'un jugement, elle est censée autoriser le juge à prononcer qu'il en sera fait publiquement lecture ; la Cour, pour juger ainsi, s'est particulièrement fondée sur ce que la lecture n'est point une aggravation de peine ; elle n'est que la conséquence de la publicité que la loi, en ordonnant l'affiche, a voulu donner au jugement de condamnation (1).

Les auteurs n'ont pas généralement accepté cette solution ; ils ont considéré que la publicité qui résulte d'une lecture publique est d'une toute autre nature que celle qui résulte de l'insertion, et qu'en définitive, la publication donnée à des jugements par des moyens combinés au lieu de n'en employer qu'un seul, présente manifestement le caractère d'une aggravation de peine.

Ce caractère, dit-on, est mis en relief par l'art. 102 du règlement du 30 mars 1808, qui considère la lecture publique comme une peine(2) ; et Legraverend(3) estime

(1) V. DALLOZ, Rép. V^o affiche, n^o 95. C. f. rejet 25 mars 1813.

(2) Cass. 14 juin 1854. D. 54, 1, 389.

3) LEGRAVEREND, t. II, ch. II, p. 275.

que les décisions rendues en sens contraire ont été mal rendues. « Je crois qu'une pareille disposition est irrégulière, d'abord parce qu'il me paraît contraire à la loi de prononcer une peine quelconque par induction et sans s'appuyer sur une disposition précise, ensuite parce que la publicité qui en résulte est d'une toute autre nature que celle qui résulte d'une affiche. »

Merlin est d'un avis contraire (1) :

Nous pensons que la lecture publique du jugement est en effet une peine et qu'elle ne saurait être infligée sans que le jugement l'ait formellement ordonnée. Quant à savoir si l'affichage est une peine plus grave que la lecture publique, la question semble difficile à résoudre, mais, en tout cas, le doute doit faire prononcer en faveur du condamné, et la partie ne saurait aucunement infliger cette aggravation illégale de condamnation sans s'exposer à l'action en injure, diffamation ou dommages-intérêts.

(1) MERLIN. *Quest. de droit* et Rép. V^o Injures, p. 457.
Cf. CARNOT, *Inst. crim.*, t. I, p. 447.

DEUXIÈME PARTIE

PUBLICITÉ ORDONNÉE PAR LES TRIBUNAUX

DEUXIÈME PARTIE

Publicité des Jugements ordonnés par les Tribunaux

Nous avons, dans notre première partie, étudié la publicité qui est donnée aux décisions pénales par les particuliers, usant des droits qui découlent des principes de la publicité des audiences et des débats : nous allons, dans cette seconde partie, aborder la publicité « officielle » qui est donnée aux jugements par les Tribunaux eux-mêmes.

Le juge peut ordonner la publicité de ses jugements dans trois cas (1) :

Soit à titre de peine ;

(1) V. GARRAUD, *Droit pénal*, t. I, n° 367 et suivants. — BLANCHE, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, t. I, p. 298 et suivantes. — DALLOZ, supplément, V° peine, n° 818 et suivants. — LE POITEVIN, *Dictionnaire des Parquets*, t. I, p. 97.

Soit à titre de dommages-intérêts comme réparation civile.

Soit comme mesure d'ordre public.

SECTION PREMIÈRE

De la publicité ordonnée à titre de peine

SOMMAIRE

1. La publicité, mesure pénale. — 2. Les peines infamantes. — 3. Les peines de la sanction morale ou peines qui frappent le condamné dans sa considération et son honneur. — 4. L'intimidation et l'exemple.
5. Cas où la publicité est obligatoire pour le juge : arrêts de condamnations à certaines peines criminelles (art. 36, C. P.). — Arrêts de condamnations par contumace. — Contraventions en matières d'or et d'argent. — Art. 396 du Code d'instruction criminelle.
6. Cas où la publicité est facultative pour les Tribunaux : tromperies sur la qualité et la nature de la chose vendue. — Contrefaçon, marques de fabrique et brevets d'invention. — Usure. — Ivresse. — Port illégal de costumes, de décorations ou de titres nobiliaires. — Contraventions à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail dans les ateliers et manufactures. — Lois sur l'enseignement. — Actions disciplinaires. — Banqueroute et délits de faillite.
7. La publicité, considérée comme moyen de réparation du préjudice moral causé par les erreurs judiciaires. — Révision, non-lieu, acquittement.

I. — La publicité, mesure pénale

Bien que ne figurant pas dans l'énumération donnée des peines, par l'article 7 du Code pénal, la publicité n'en est pas moins une peine : elle en a tous les éléments (1) :

(1) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 203. Voyez aussi ORTOLAN, *Droit pénal*, n° 1546. — BARBIER, t. I, p. 155.

- 1^o C'est un mal, un châtement,
- 2^o C'est un mal infligé par le pouvoir,
- 3^o Un mal qui atteint les individus déclarés, par jugement, coupables d'une infraction.

L'article 36 du Code pénal qui ordonne la publicité est écrit sous la rubrique « des peines criminelles » et il suffit de se reporter à la classification des peines donnée par les criminalistes pour voir qu'ils font figurer cette mesure parmi les peines accessoires :

Les peines accessoires sont, dit M. Garraud (1) :

- 1^o La dégradation civique dans la plupart des cas,
- 2^o La double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit, par donation et testament,
- 3^o L'assignation de résidence,
- 4^o Quelques incapacités particulières comme celle d'être juré,
- 5^o L'interdiction légale,
- 6^o Enfin la publicité du jugement de condamnation.

« La peine en soi, dit M. Léveillé (2), est une souffrance que la société inflige au délinquant, à raison de l'infraction qu'il a commise. Il y a des peines qui atteignent le coupable, dans sa liberté, comme l'emprisonnement; d'autres qui l'atteignent dans sa fortune, comme l'amende; d'autres qui l'atteignent dans sa considération, comme la publication du juge-

(1) GARRAUD, *Précis de Droit criminel*, p. 203. V. aussi ORTOLAN, *Droit pénal*, n° 1546. — BARBIER, t. I, p. 155.

(2) Articles parus dans *Le Temps*, le 1^{er} avril 1891 et le 27 mai 1891.—V. APPLETON, thèse pour le doctorat : *La réforme des casiers judiciaires*, Paris, 1892.

ment de condamnation. Le Code pénal, dans son article 36, avait prescrit l'affichage des arrêts de la Cour d'assises et les commentateurs du Code ont qualifié très exactement de peine cette divulgation pénible des sentences rendues contre les accusés..... Aussi dans la Commission de révision du Code pénal, avons-nous, sans hésiter, porté sur la liste des peines proprement dites, la publication des jugements répressifs sans nous préoccuper des variétés possibles de la publication: »

II. — Les peines infamantes

La publicité est une peine accessoire infamante :
« Aux peines frappant le condamné dans son moral, dit Ortolan (1), se rattachent les mesures particulières pour assurer la publicité. »

C'est une de ces peines qui atteignent le coupable dans son honneur et dans sa considération.

En regardant au fond des choses, toutes les peines entraînent avec elles un degré plus ou moins grand d'ignominie.

Anciennement, toutes les peines corporelles étaient infamantes — excepté, peut-être, quand elles avaient un caractère politique. — Le degré d'infamie ne se proportionnait pas à leur intensité: celles qui produisaient le moins de souffrances physiques étaient souvent

(1) ORTOLAN, *Droit pénal*, n° 1546.

réputées les plus ignominieuses ; par exemple le carcan, le pilori et la marque ; elles n'étaient, d'ailleurs, que rarement appliquées comme peines principales : elles étaient purement infamantes : ôtez-leur l'effet fiétrissant, vous les réduisez à rien.

C'est à ce genre de peines que se rattache la publicité considérée comme mesure pénale. Il nous semble à ce titre intéressant de retracer en quelques mots les caractères des principales de ces peines de l'ancien régime.

LE PILORI. — *Le pilori* était un poteau, ou pilier, où l'on attachait les criminels, en signe d'infamie, pour les exposer aux regards de la foule : chaque seigneur haut justicier avait un pilori à ses armes et son blason ; c'était un signe de droit et de pouvoir (1).

L'exposition au pilori était, en général, de deux heures, par trois jours de marché consécutifs : un écriteau placé au-dessus du condamné, relatait ses noms, prénoms et qualités, le crime qu'il avait commis, et la condamnation qu'il lui était infligée.

Le pilori fut aboli, en France, en 1789 : on lui substitua le carcan, à titre de peine accessoire.

LE CARCAN. — Le mode d'exécution de cette peine était la dégradation la plus avilissante du condamné

(1) On se souvient du célèbre pilori des Halles, construit en deux étages ; au milieu, une roue en fer tournait sur pivot et présentait des quatre côtés, au public, la tête et les bras du condamné. V. LAROUSSE, V^o Pilori.

qui la subissait (1) : il était conduit à pieds, au lieu désigné pour l'exposition, sur une place publique, les deux mains liées derrière le dos. Il était attaché, au poteau du carcan, par un collier, retenu avec une longue chaîne en fer ; il y demeurerait exposé aux regards et aux mépris de la foule pendant une heure. On plaçait au-dessus de sa tête un écriteau qui portait, en gros caractères, ses noms, professions, demeure, la condamnation, ses causes et sa durée.

Lors de la révision du Code pénal, en 1832, la peine du carcan n'a plus figuré, ni dans l'article 8 au rang des peines infamantes, ni dans l'article 22 réglementant l'exposition publique.

L'EXPOSITION PUBLIQUE. — L'exposition publique différait du carcan en ce que le condamné n'était pas attaché au poteau. L'ancien article 22 portait : « Qui-
« conque aura été condamné à l'une des peines des
« travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à
« temps, ou de la réclusion, avant de subir sa peine,
« demeurera durant une heure exposé aux regards du
« peuple, sur la place publique (2) ».

Cet article a été abrogé par le décret du 12 avril 1848

LA MARQUE. — La marque était une peine complémentaire et infamante qui consistait à apposer, sur les chairs du condamné, au fer rouge, le signe indé-

(1) BLANCHE, t. I, p. 64.

(2) L'art. 165 punissait le faussaire à la peine accessoire de l'exposition publique.

lébile de sa culpabilité : elle était alors un moyen de constater la récidive : M. Berthillon n'avait pas encore organisé le service des sommiers judiciaires.

A côté de ces peines infamantes accessoires, il y en avait de principales.

L'amende honorable était une sorte de réparation publique infligée à certains criminels : elle consistait dans un aveu public, que faisait le coupable, du crime qui l'avait fait condamner (1). Il était conduit par le bourreau, sur la place publique, tête et pieds nus, la corde au cou, portant un cierge de cire jaune à la main, et un double écriteau fixé sur la poitrine et aux épaules, sur lequel se trouvait mentionné le crime à expier (2). Louis le Débonnaire en 833 et Raymond VII, comte de Toulouse, en 1209, furent soumis à cette humiliation.

La peine de l'amende honorable fut abolie par l'Assemblée constituante, en 1790. Rétablie sous la Restauration, en 1825, par la loi des sacrilèges, elle fut de nouveau effacée de nos Codes en 1830.

A côté de l'amende honorable il existait une autre peine infamante : la *réparation d'honneur*, qui n'était ordonnée qu'en cas d'offense faite à des particuliers, et n'avait lieu qu'en présence d'un certain nombre de

(1) L'amende honorable était *simple ou sèche* c'est-à-dire à l'audience ou en chambre du conseil, nu tête et à genoux, ou *en figures*, c'est-à-dire en place publique, à haute et intelligible voix, en présence de la foule assemblée.

(2) LAROUSSE. *Dictionnaire*, V^o Amende honorable et BLANCHE, t. I, n^o 61. LABORDE, n^{os} 23 et suivants, p. 188.

personnes choisies (1) : son principal but était d'éviter les duels trop fréquents.

Cette peine a laissé des traces dans notre Code; l'article 226 du Code pénal. Dans les cas des art. 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit, et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.

On ne trouve guère trace d'applications de cet article; les juges estiment, avec raison, que c'est là un reste de l'ancien droit peu en harmonie avec l'idée que nous avons de la peine (2).

L'ancienne jurisprudence nous présentait encore, parmi la longue suite des peines alors connues : le *blâme par jugement* qui était une note d'infamie laissée à l'arbitraire du juge (3).

On pourrait rapprocher de ces diverses peines infamantes, la dégradation qui s'applique aujourd'hui devant les Tribunaux militaires et les diverses mesures de publicité données, encore aujourd'hui, à l'exécution des peines capitales.

Le Code de 1810 voulait que le parricide, avant de subir la peine capitale, eut le poignet coupé : la loi de 1832 a supprimé cette mutilation cruelle, mais elle a

(1) V. LAROUSSE, LABORDE, *loc. cit.*

(2) V. GARRAUD, *Précis de Droit criminel*, p. 288.

(3) Le blâme par jugement a été aboli par les articles 35 et suivants de la loi de 1791. V. BLANCHE, t. I, n° 54.

laissé subsister une mise en scène et un appareil de publicité spécial, réglé par l'art. 13 du Code pénal. Le condamné est conduit, au lieu du supplice, en chemise, pieds nus, la tête couverte d'un voile noir; il est exposé, sur l'échafaud, aux regards du public pendant que l'huissier fait lecture de l'arrêt de condamnation. « On veut inspirer l'horreur, on inspire la pitié (1). »

On a souvent demandé la suppression de cet appareil spécial, mais la réforme est toujours attendue (2); elle touche de trop près à la question de la publicité de la peine de mort.

Aux termes de l'art. 26, C. p., l'exécution capitale se fera sur une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation. « Il existe depuis plusieurs années un mouvement très accentué (3) contre la publicité des exécutions capitales, dit M. Garraud. Ce mouvement a eu un double résultat. En fait, on applique la loi dans sa lettre, plutôt que dans son esprit, en rendant la publicité aussi peu effective que possible (4). En droit, plusieurs pays, notamment

(1) CHAUMEAU et HÉLIE, t. I, p. 90, n° 67.

(2) GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 811. La réforme a été faite par le Code pénal belge de 1867. Cf. BERTAULD, p. 237.

(3) Projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 20 mars 1879, *Journal Officiel* du 3 avril 1879. Projet analogue déposé devant le Sénat le 10 juin 1884.

(4) Comp. ORTOLAN, t. II, n° 3295.

l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, une partie des Etats-Unis d'Amérique ont substitué à l'exécution sur une place publique, l'exécution dans l'enceinte de la prison.

Les nombreuses peines infamantes de l'ancienne législation ont disparu de nos Codes : les avantages qu'elles présentaient, au point de vue de l'effet préventif et de l'intimidation, étaient trop minces en comparaison de leurs inconvénients :

« Les peines d'ordre moral sont celles qui, frappant le condamné dans son honneur et sa réputation, ont pour but et pour résultat de l'humilier. Le législateur ne doit pas abuser de ces peines, parce qu'elles ont deux défauts essentiels : d'être inégalement ressenties et d'être destructives de la dignité humaine (1). »

Le décret du 12 avril 1848, qui supprime l'exposition publique, s'exprime en ces termes :

« Considérant que la peine de l'exposition publique dégrade la dignité humaine, flétrit à jamais le condamné, lui ôte, par le sentiment de son infamie, la possibilité de sa réhabilitation.

« Considérant que cette peine est empreinte d'une odieuse inégalité (2), en ce qu'elle touche à peine le criminel endurci, tandis qu'elle frappe d'une atteinte irréparable le condamné repentant.

(1) GARRAUD *op. cit.*, p. 287 et t. I, n^{os} 367 et suiv.

(2) A propos de la façon inégale dont étaient ressenties ces peines infamantes, on a fait remarquer que l'objection est vraie pour la plupart des peines et qu'elle est inévitable. Il n'existe pas, dit Larousse, une unité de douleurs et une arithmétique de répression.

« Considérant enfin que le spectacle des expositions publiques éteint le sentiment de pitié et familiarise avec la vue du crime... »

Quel repentir et quel amendement peut-on attendre de l'individu qui, attaché au carcan, a subi l'exposition publique. En Angleterre, où le supplice du pilori existe encore, le condamné est placé si près du peuple qu'il peut être atteint cruellement ; il est arrivé de sortir des condamnés du pilori, véritables victimes, la face tout en sang. On a même fait plaisamment remarquer que les Anglais ne laisseraient pas, assurément, maltraiter ainsi le plus mauvais cheval de flacre.

Le condamné, qui a ainsi essuyé, pendant des heures, le mépris, les huées, les insultes et les coups de la foule, ne peut, à l'expiration de sa peine, que nourrir des idées de vengeance et de crime.

On a dit encore que les peines infamantes doivent être rejetées parce qu'elles ne sont pas uniquement ressenties par la personne du condamné. C'est, sans doute, un reproche qu'on peut leur adresser, mais on ne peut s'empêcher de remarquer que les peines pécuniaires aussi ne sont pas complètement personnelles ; en frappant le père on privera souvent la famille. En emprisonnant le chef de famille on privera souvent de soutien et de pain la mère et les enfants (1).

Ces peines infamantes sont les ancêtres de la publicité : nous retrouvons, en l'affiche apposée, le fidèle miroir de l'écriteau fixé au poteau du pilori ou du carcan ; elle contient les mêmes indications : elle pour-

(1) V. GARRAUD, t. I, n^{os} 367 et suiv.

suit le même but. La peine s'est adoucie, modernisée, mise en rapport avec les idées nouvelles, mais l'aperçu historique que nous avons tracé nous en indique suffisamment le caractère.

Son but est double :

Attirer au condamné les peines de la sanction morale par la divulgation de la faute.

Prévenir les faits semblables par l'exemple et l'intimidation.

III. — Peines de la sanction morale

Les anciens criminalistes distinguaient deux espèces d'infamie : l'infamie de fait, qu'inflige l'opinion publique, et l'infamie de droit qui dérive d'un jugement la prononçant(1). « C'est le fait criminel qui doit, par lui-même, enlever au condamné ce qu'il avait de considération, d'honneur, de position, d'estime sociale : ce n'est pas la peine qui rend infâme, mais bien le fait lui-même, attesté par l'application de la peine : elle engendre la flétrissure par la certitude(2) de la réalité d'un fait que tous réprouvent d'avance. »

La publicité du jugement étendra au loin la connaissance du fait et de la peine en même temps : infamie de fait et infamie de droit seront, grâce à la publicité, considérablement accrues dans le temps et dans l'espace.

(1) V. GARRAUD, *op. cit.*, p. 205.

(2) BOITARD et DE LINAGE, *Leçons de procédure*, n° 38.

Comment l'infamie est-elle une peine ? Quels maux apporte-t-elle au condamné ? C'est l'étude de ce que Bentham (1) appelle les peines de la sanction morale.

La peine caractéristique de la sanction morale est *la honte*. Peu importe la décision des juges, peu importe le fait condamné : la déclaration d'infamie, elle-même, serait sans force pour l'infliger si le public ne suivait pas cette idée, et continuait à ne pas considérer le fait comme une mauvaise action.

Ce sentiment est très variable ; il s'éveille, chez les uns, au moment même où la faute a été commise, chez les autres, au moment où la faute est connue, chez d'autres, quand elle est punie et chez d'autres aussi, il faut bien le reconnaître, il ne s'éveille pas du tout.

En dehors de ce sentiment, la sanction morale frappe de maux plus casuels, que la publicité augmente sensiblement, en répandant, dans la foule, la connaissance de la faute et de la condamnation.

Qui pourrait en calculer ou prévoir tous les maux ? la malveillance se manifeste par une infinité d'effets. La dépendance, dans la société, de chaque individu, par rapport aux autres hommes, est telle que leurs dispositions, à son égard, influent sur toutes les sources de ses plaisirs ou de ses peines : la privation des services mutuels qu'on se rend ; la privation des plaisirs et du bien-être qui découlent de ces services réciproques ; la malveillance, qui agit sourdement ou à découvert. — Voilà les peines de la sanction morale.

(1) BENTHAM, *Théorie des peines et des récompenses*, p. 295.

L'homme dans cet état de disgrâce, se sent aux prises avec un ennemi invisible qui le précède ou l'accompagne partout : ses amis et ses protecteurs s'éloignent ; ses connaissances le délaissent ; sa famille, même, rougit de porter son nom. Tous ces maux pour être, peut-être purement négatifs, n'en sont pas moins certains et, dans bien des cas, fort appréciables. Nous verrons, dans une autre partie de cette étude, qu'ils ont amené ou sont sur le point d'amener la réforme d'une institution qui, depuis 50 ans, fonctionne en France : le casier judiciaire.

La sanction morale a, parfois des manifestations plus positives et plus violentes ; les châtimens que la foule inflige aux criminels sont cruels et inhumains. C'est au Gouvernement de les empêcher et prévenir. Les actions violentes sont punies par les lois, quand elles s'adressent aux criminels aussi bien que lorsqu'elles s'adressent aux innocents ; les discours injurieux sont punis. Mais l'action publique est, bien souvent, impuissante et mal armée pour arrêter et punir les colères de la foule.

Ces peines de la sanction morale sont antérieures à la formation des Gouvernemens. Avant de s'être unies par une association politique, avant de s'être donné des magistrats et des lois, les hommes, vivant entre eux, en tribus et en familles, avaient déjà des notions du bien et du mal et des règles morales de conduite. Sur ces lois naturelles, les législateurs ont moulé leurs édits.

Leur devoir est de s'appliquer à ne punir que des infractions réprimées par la morale publique et de

leur appliquer un châtiment en rapport avec cette réprobation : une peine trop sévère deviendrait odieuse.

Nous avons, chez nous, certaines infractions qui n'excitent pas l'animadversion du public, ou qui ne l'excitent qu'à un faible degré : certains délits contre le revenu et en particulier, les contrebandes et fraudes envers les administrations. Ce sont des points sur lesquels les sentiments populaires sont en opposition avec ceux du législateur ; il en est d'autres sur lesquels les sentiments de la foule sont flottants, indécis ou trop faibles, pour soutenir et accorder l'action publique. Faut-il pour cela céder à l'opinion ? Le législateur ou le magistrat doivent-ils abandonner la répression de ces infractions ? Non. Ce serait abandonner le gouvernail lorsque le vaisseau est au milieu des écueils.

Il faudra, par tous les moyens, ramener et corriger l'opinion publique ; détruire les préjugés, faire connaître au peuple le véritable aspect délictueux, le côté nuisible de l'infraction. Le devoir de chacun est de prêcher et d'enseigner... surtout par l'exemple.

IV. — L'intimidation et l'exemplarité

L'intimidation, l'exemple, moyens puissants de prévention, constituent, en même temps que l'objet, le fondement même du droit de punir.

« A ne considérer le délit passé que comme un fait

isolé, qui ne peut plus revenir, la peine serait une pure perte : elle ne ferait qu'ajouter un mal à un autre. Mais, quand on considère qu'un crime impuni laisserait la carrière libre, non seulement au même délinquant, mais encore à tous ceux qui auraient semblable occasion de le commettre, la peine, moyen vil en lui-même, s'élève au premier rang des services publics, quand on l'envisage, non comme un acte de colère ou de vengeance contre un coupable, mais comme un sacrifice indispensable pour le salut commun. » (1)

Après l'événement d'un acte nuisible, deux pensées doivent se présenter à l'esprit du législateur et du magistrat : prévenir la répétition de faits semblables, réparer autant que possible le mal du délit passé.

Le danger le plus immédiat vient du délinquant lui-même, mais il existe aussi de la part de tout individu qui peut avoir les mêmes motifs et les mêmes facilités à commettre un délit pareil.

La prévention particulière s'appliquera au premier, c'est le but direct de la peine. La loi prévient la récidive, soit en ôtant le pouvoir physique de commettre le délit, soit en en faisant perdre le désir ou l'audace.

La prévention générale doit être le véritable objet des peines : elle s'opère par la dénonciation de la peine qui servira d'exemple. La peine, soufferte par le délinquant, donne à chacun l'idée de ce qu'il aurait à souffrir s'il commettait la même infraction.

L'effet exemplaire de la peine était autrefois atteint

(1) BENTHAM, *op. cit.*, p. 15.

par la publicité et l'horreur des supplices, des mutilations et des tortures, par la funèbre mise en scène des diverses peines infamantes que nous avons étudiées, par des processions, des amendes honorables.

De cette barbarie, il n'est plus resté que des souvenirs et quelques mesures particulières, telles que la publicité des exécutions capitales. Mais le même résultat est obtenu par la publicité qui, par ses mille moyens, produit un effet autrement plus considérable et ne mérite pas, en tous cas, les reproches que l'on a formulés contre l'ancienne législation.

La publicité satisfait le sentiment de justice du peuple ; elle lui inspire la confiance et le respect pour les lois et les magistrats qui l'appliquent. elle répand dans le monde entier, la connaissance de la faute et de la condamnation, livre le coupable aux peines de la sanction morale et met en même temps le reste de la société en garde contre lui ; elle combat, enfin, l'effet mauvais de l'exemple par l'exemple même : elle agit par intimidation et constitue la meilleure prévention, remplissant ainsi l'objet de la législation pénale.

La publicité étant une peine, elle ne peut être ordonnée par le juge que lorsqu'il y est autorisé par un texte formel. « Nulle contravention, nul délit, nul crime, ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis, » dit l'art. 4 du Code pénal.

Le principe est universellement admis (1) et la jurisprudence en a fait de nombreuses applications :

(1) BARBIER, I, p. 155 ; FABREGUETTES, n° 578.

Il a été jugé que les Tribunaux ne peuvent pas, légalement, ordonner l'insertion ou l'affichage de leurs jugements, en matière de dénonciation calomnieuse (1) et d'injures (2), quand la partie civile n'y a pas conclu.

Ils ne le peuvent davantage quand ils prononcent des condamnations pour délits forestiers (3) ou pour contravention à la police des chemins de fer (4) même en récidive.

En recherchant dans le Code et les lois pénales les textes qui autorisent la prononciation de cette peine accessoire, on voit que cette mesure est, tantôt obligatoire pour le juge, tantôt facultative.

V. — Cas où la publicité est obligatoire pour les Tribunaux

1^o *L'article 36, C. P.* « Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la dégradation, la déportation civique et le bannissement seront imprimés par extrait.

« Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune de lieu où le délit aura été commis, dans

(1) Cass., 7 février 1857 : D., 57, 1, 134.

(2) Cass., 16 mars 1809.

(3) Nancy, 27 avril 1875 : D., 76, 2, 20.

(4) Cass., 28 février 1839 : D., 39, 1, 298.

celle où se fera l'exécution et dans celle du domicile du condamné. »

Nous n'avons pas à revenir sur le caractère des mesures édictées par cet article ; la publicité dégradante et restreinte du carcan et de l'écriteau, qui y était fixé, est remplacée par la publicité de l'affiche : le but et le résultat est le même ; le moyen a perdu ce qu'il avait d'avilissant et d'inhumain.

Nous retiendrons seulement de l'aperçu historique que nous avons donné, que cette mesure présente le caractère d'une lourde peine accessoire et infamante, et nous en tirerons cette conséquence, que nous retrouverons dans le cours de toute cette étude, à savoir : que la publicité des décisions pénales est une peine, une mesure d'une exceptionnelle gravité, que, par conséquent, les Tribunaux ne sauraient la prononcer sans y être expressément autorisés par un texte de loi, et que les textes, autorisant cette mesure exceptionnelle, doivent toujours recevoir l'interprétation restrictive et être enfermés dans les circonstances et les limites exactes pour lesquelles ils ont été écrits.

Ici, l'art. 36 ordonne l'affichage des arrêts de condamnation à certaines peines ; en dehors des cas prévus par le texte, la Cour d'assises ne saurait légalement ordonner la publicité. Ainsi, ne peut légalement ordonner l'affiche de l'arrêt, une Cour d'assises qui, faisant application de l'article, 463 sur les circonstances atténuantes, prononce une peine correctionnelle, une peine d'emprisonnement par exemple.

En pratique, après chaque session d'assises, tous les extraits des arrêts dont l'impression doit avoir lieu

sont réunis en un seul placard, toutes les fois qu'il y aura plus de trois arrêts à publier (Décision ministérielle du 30 décembre 1811 et instructions générales du 30 septembre 1826).

Ordinairement le placard est apposé, chaque trimestre, par les soins du maire, aux lieux accoutumés (1).

2° *Arrêts de condamnation par contumace.* — L'article 466 du Code d'instruction criminelle organise la procédure contre le contumax; il prescrit la publicité de cette procédure et plus spécialement de l'ordonnance du Président : « cette ordonnance sera prononcée à sons de trompe et de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du maire et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises. » L'objet de cette publicité, c'est de porter à la connaissance du contumax la procédure suivie contre lui et de provoquer sa présence.

Le jugement de condamnation sera publié de la même façon : « Extrait du jugement de condamnation sera publié dans les huit jours, dit l'art. 472, de la prononciation, il sera, à la diligence du Procureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des journaux

(1) Anciennement l'impression devait être faite en entier : l'arrêté du 2 pluviôse an V disposa qu'on se bornerait à un état sommaire et mensuel. Le Code pénal, lui, n'exige que l'impression par extraits. (Voir les dispositions réglementaires des articles 104, 105, 106 du décret du 18 juin 1811).

C f. VALLET et MONTAGNON, *Manuel des magistrats du Parquet*, n^s 590 et 591. Le POITEVIN, *Dictionnaire des Parquets*, I, p. 99, et DALMAS, p. 294.

du département du dernier domicile du condamné. — Il sera affiché : 1^o à la porte de ce dernier domicile ; 2^o de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis ; 3^o du prétoire de la Cour d'assises.

« Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur de l'administration de l'enregistrement et des domaines du domicile du contumax.

« Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie, seront produits à partir de la date du dernier procès-verbal constatant l'accomplissement de la formalité de l'affiche, prescrite par le présent article. »

La disposition finale de cet article nous indique à la fois la source et la raison d'être de cette mesure (1).

Sous l'ancienne législation, les condamnations à mort ou à une peine infamante s'exécutaient, lorsque le condamné était contumax, par effigie ; c'est-à-dire ordinairement par l'exposition sur la place publique d'un écriteau portant les noms, prénoms, qualité et demeure du condamné, la nature du crime et les peines prononcées.

L'article 8 de la loi des 16 et 20 septembre 1791, s'exprimait ainsi : « Les condamnations par contumace sont exécutées en les inscrivant sur un tableau qui est ensuite suspendu au milieu de la place publique », et l'art. 12 du décret du 4 thermidor an II : « Les condamnations sont, dans les cinq jours de leur prononciation,

(1) V. BERRIAT-SAINT-PRIX, n^o 65045.

affichées au poteau de la place publique (1) ». L'ancien article 472 (2) portait que « l'extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours, affiché, *par l'exécuteur du jugement criminel*, à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville du chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis (3) ». Le Code civil exigeait une exécution par effigie pour toute condamnation emportant mort civile, afin que cet effet fût produit (art. 26 à 28).

Quel est le véritable caractère de cette mesure de publicité organisée par l'art. 472 du Code d'instruction criminelle? Elle participe à la fois du caractère pénal d'intimidation et d'exemplarité de toute publicité, elle participe surtout des exécutions par effigie.

L'ancien article exigeait le poteau et la main de l'exécuteur des arrêts criminels, rigueur excessive, qui frappait d'infamie des condamnés absents qui pouvaient ne l'avoir pas méritée. L'article 472 a été abrogé par la loi du 3 janvier 1850 (4); des exécutions

(1) Voir : Ordonnance de 1670, titres 16 et 17. — Déclaration du 14 juillet 1749 et les articles 1 et 2 du titre III du Code pénal de 1791.

(2) Aboli par la loi du 2 janvier 1850.

(3) LEGRAVEREND, t. II, p. 372.

(4) L'art. 472 et le mode d'exécution qu'il organisait était-il aboli par cela seul que le Gouvernement provisoire avait effacé de nos lois la disposition ordonnant, en certains cas, l'exposition publique (décret du 12 avril 1848). On l'a soutenu lorsqu'il s'est agi d'exécuter les condamnations prononcées par la Haute-Cour contre des accusés contumaces pour crimes politiques. L'assemblée législative (3 janvier 1850) a modifié l'article 472. Voyez MORIN, V^o Contumace, n^{os} 5 et suivants.

par effigie il ne reste qu'un souvenir lointain et le texte nouveau édicte plutôt une formalité de procédure qu'une véritable peine accessoire. Cependant la mesure de publicité ordonnée dans ce cas ne saurait, au point de vue pénal, avoir un moindre effet que lorsqu'elle est ordonnée contre les condamnés contradictoirement. C'est pourquoi nous attribuons à cette mesure un double caractère.

De la banqueroute et certains délits commis par le failli ou autres. — Le jugement qui déclare la faillite et celui qui fixe, ou change, la date de la cessation des paiements sont affichés et insérés, par extrait, dans les journaux, tant dans les lieux où la faillite est déclarée, que dans les lieux où le failli avait des établissements de commerce, suivant le mode établi par l'article 42 (1) — (art. 442 Code commerce). La publicité est, ici, à la fois une mesure pénale et une mesure de procédure : elle fixe le point de départ des délais dans lesquels les jugements publiés peuvent être frappés d'opposition par les intéressés.

La publicité ordonnée par l'article 600 a, au contraire, le caractère exclusivement pénal : « Tous arrêts et jugements de condamnation, rendus tant en vertu du présent chapitre que des deux chapitres précédents, seront affichés et publiés, suivant les formes établies par l'art. 42 du Code de Commerce, aux frais du condamné.

(1) L'art. 42 a été aboli par la loi 19 déc. 1866, 3 janv. 1867 sur les Sociétés ; ses dispositions restent néanmoins applicable dans notre cas (V. D. P., 67, 4, 20).

C'est une obligation, le texte dit *seront* affichés et publiés.

En dehors de ces cas, on ne trouve pas d'autres textes actuellement en vigueur et qui exigent la publicité des décisions pénales.

Cependant, les articles 80 et 89, de la loi du 19 brumaire an VI relative aux contraventions, en matière d'or et d'argent, pour le cas de récidive, imposent aux Tribunaux l'obligation de prononcer l'affiche du jugement de condamnation.

Nous trouvons encore un exemple de publicité obligatoire dans l'article 396 du Code d'Instruction criminelle.

« Tout juré régulièrement cité qui ne se présentera pas, sera condamné à une amende... de quinze cents francs pour la troisième fois... l'arrêt SERA imprimé et affiché à ses frais. »

La législation sur la presse antérieure à celle qui nous régit depuis 1881, contenait deux dispositions analogues : l'art. 11 de la loi du 9 juin 1819 et l'art. 26 de la loi du 26 mai 1819. Nous les retrouverons dans la suite de cette étude (1).

(1) La loi correctionnelle des 19-22 juillet 1791, titre 1^{er}, art. 27 et 35 prescrivait l'affichage, aux dépens du condamné, de tous jugements rendus en *cas de récidive* et en *matière d'escroquerie* ; le Code pénal a abrogé ces dispositions (Cass., 1^{er} février 1833 ; Cass., 21 avril 1837 et 12 juillet 1838).

VI. — Cas où la publicité est facultative pour le Juge

En autorisant les Tribunaux à prononcer la publicité de leurs décisions, le législateur leur a, le plus souvent, laissé le soin d'apprécier l'utilité qu'il peut y avoir à ordonner cette mesure.

Les cas, dans lesquels la loi a autorisé cette peine accessoire, sont assez nombreux : toutes les infractions qu'ils répriment sont de celles qui blessent plus particulièrement l'intérêt général, que l'opinion publique réprouve hautement et qu'il y a tout spécialement besoin de signaler à son tribunal.

La publicité, ici encore, remplira le double but que nous lui avons assigné : elle attirera au condamné les peines de la sanction morale ; elle sera un moyen puissant de prévention par l'exemple et l'intimidation.

1^o Tromperies sur la nature et la qualité de la chose vendue

L'article 423 du C. p. réprime les tromperies sur la nature de la chose vendue, dans tous les cas, excepté quand il s'agit de substances alimentaires et médicamenteuses, et quand la tromperie a lieu à l'aide de substances nuisibles à la santé. Cet article décide, dans son alinéa final, que : « Le Tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement de condamnation, dans les

lieux qu'il désignera et son insertion, intégrale ou par extrait, dans tous les journaux qu'il indiquera : le tout aux frais du condamné.

Toutes les lois qui ont été publiées, tendant à la répression de délits de ce genre, ont édicté des dispositions semblables : toutes ont donné, aux Tribunaux, le pouvoir facultatif d'ordonner, à titre de peine accessoire, l'insertion ou l'affiche de leurs jugements.

Nous pouvons citer, dans cet ordre d'idées : l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1851 (1) sur les fraudes commerciales, la loi du 27 mars 1851, et la loi du 5 mai 1855 sur les boissons ; la loi du 14 mars 1887, pour les beurres, édicte une semblable mesure, dans ses articles 4 et 5. Elle a été maintenue par la loi du 16 avril 1897, sur la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (2).

L'article 6 de la loi du 15 août 1889, dite loi Griffe, contient, dans son paragraphe 4, une disposition de même nature : nous la retrouvons dans les lois du 12 juillet 1891 et du 25 juillet 1894 (3) pour la fraude dans le commerce des vins.

La publicité est encore facultative pour le juge en cas de contravention à la loi du 7 février 1888, sur les engrais (4).

(1) V. D., 63, 4, 79. — D., 51, 4, 59.

(2) Comme documents complémentaires de cette loi, voir le règlement d'administration publique paru dans l'*Officiel*, le 11 novembre 1897 et la circulaire du 13 février 1898.

(3) D., 89, 4, 110. — D. 91, 4, 65. — D., 94, 4, 105.

(4) V. D., 67, 4, 137 et 160. — Note et rapport : D., 88, 4, 9.

Les falsifications et tromperies étaient classées par la législation romaine, parmi les infractions les plus sévèrement punies.

Nos anciens jurisconsultes les faisaient entrer dans la classe des faux; ils les frappaient avec une excessive sévérité: on trouve trace de condamnations à mort ou au bannissement infligées pour des infractions, tombées aujourd'hui au rang des contraventions de simple police. Les statuts des corporations prononçaient encore, contre les fraudeurs, le bannissement, l'amende et la confiscation; ils ajoutaient, pour que le châtimement fût plus exemplaire, la punition corporelle. On rapporte qu'un homme et une femme convaincus d'avoir falsifié du vin par des mixtures qui avaient causé des indispositions graves furent condamnés, en 1717, le mari à un mois de prison et la femme à une amende, et, de plus, à être, tous deux, promenés par les rues de la ville avec un écriteau portant l'indication de la filouterie (1).

Il ne faut pas voir, dans les fraudes commerciales, uniquement le préjudice qu'elles causent aux consommateurs, il faut y voir une question d'intérêt général pour le commerce. Avec les falsifications, les tromperies sur la nature ou sur la qualité des marchandises certains industriels s'efforcent de créer un bon marché factice pour attirer à eux la clientèle, au grand détriment du commerce loyal et honnête. La loi doit protéger ces commerçants pour empêcher qu'ils ne soient,

(1) DALLOZ, *Répertoire*, V^o Vente de substances falsifiées, n^{os} 88 et suivants.

eux aussi, amenés par la force des choses, à admettre au nombre de leurs marchandises, des produits falsifiés et à employer, dans leur industrie, les mêmes procédés malhonnêtes, leur permettant seuls de soutenir la concurrence créée par les falsificateurs.

Cet intérêt général explique les pénalités sévères édictées par notre ancienne législation; elle explique surtout ces mesures de publicité, ces peines corporelles, ces expositions publiques et les mesures qui sont aujourd'hui édictées par les lois de la matière.

Les punitions corporelles, les promenades, les écritaux, ont été remplacés, en 1791, par l'insertion et l'affiche du jugement : peine plus en harmonie avec nos mœurs et qui remplit le même but (1).

Dans la pratique, les Tribunaux font un usage fréquent de la faculté qui leur est accordée, surtout quand ils sont en présence de récidivistes. Ils en font un usage d'autant plus fréquent que les fraudes deviennent de plus en plus nombreuses et les falsificateurs de plus en plus incorrigibles.

Ici, la publicité des condamnations n'a pas seulement un grand effet d'exemplarité; elle est une peine accessoire, souvent fort sensible, et la seule efficace. Elle dénonce à l'attention du public les habitudes déloyales et les procédés malhonnêtes. Elle frappe le condamné souvent plus durement que l'amende ou la prison.

C'est dans son commerce que le condamné a commis la faute, c'est dans ce commerce qu'il est frappé; il

(1) V. DALLOZ, *loc. cit.*

n'a pas craint de sacrifier l'intérêt et la santé publiques à ses intérêts particuliers, il est atteint dans ces intérêts mêmes [qui lui étaient si chers.

La prison, à laquelle il a été condamné, il l'a purgée; l'amende il l'a payée, elle était minime et quelques jours de commerce l'ont bien vite dédommagé de ce retard et de ces pertes: il rentre à sa boutique, plus âpre que jamais au gain. Mais la loi a déjoué son calcul; son magasin est à jamais fermé; l'affiche que le juge a fait apposer à la porte, en a, pour toujours, détourné le public, en lui montrant la tromperie et la fraude.

Par sa circulaire du 4 juin 1857, le Garde des Sceaux fait connaître qu' « il lui paraît désirable que la publicité de la condamnation soit, en règle générale, ordonnée par le jugement; ainsi, sauf le cas où il existerait, dans l'affaire, des circonstances exceptionnellement atténuantes, le Ministère public devra requérir la publicité du jugement par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux, et il devra interjeter appel de tout jugement qui n'aura pas fait droit à ses réquisitions. » Le Poitevin ajoute (1): Le jugement doit s'expliquer sur les frais d'impression et d'apposition des affiches qui doivent être mis à la charge du condamné, encore bien que cette apposition soit faite par les soins de l'autorité municipale si les frais n'ont pas été compris dans la liquidation des dépens, il est délivré un exécutoire supplémentaire.

1) LE POITEVIN, II, p. 572.

2° Contrefaçon et Propriété industrielle

La contrefaçon industrielle est-toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la falsification de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet.

L'action en contrefaçon ne peut être exercée, par le Ministère public, que sur la plainte de la partie lésée (art. 45, loi du 5 juillet 1844). Mais le fait n'en est pas moins un délit et le Tribunal, une fois saisi, soit par le Ministère public, soit directement par la citation de la partie intéressée, doit statuer sur l'application des peines édictées par la loi.

Parmi les peines prononcées, nous voyons figurer l'impression et l'affichage du jugement. La question ne peut faire de doute en ce qui concerne les marques de fabrique : Le texte est formel : « Les délinquants peuvent, en outre être privés... de certains droits. Le Tribunal peut ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il détermine et son insertion intégrale, ou par extrait, dans les journeaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné » (art. 13 de la loi du 23 juin 1857).

La question peut paraître plus délicate, en ce qui concerne les brevets d'invention. En effet, la loi du 5 juillet 1844, si elle parle de l'affichage du jugement, dans l'article 49, qui prononce des peines accessoires, en parle de telle façon qu'elle semble présenter cette mesure plutôt comme un complément de dommages-intérêts que comme une peine. Voici le texte :

« La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication, seront, même en cas d'acquiescement, prononcées contre le contrefacteur, le receleur, l'introducteur, le débitant. — Les objets confisqués seront remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus ample dommages-intérêts *et de l'affiche du jugement, s'il y a lieu.* »

On voit les deux théories : l'affirmative dit : les Tribunaux sont autorisés à ordonner l'affiche du jugement à titre de peine ; la loi de 1857 le permet pour les marques de fabrique, il n'y a pas raison de le refuser pour les brevets d'invention, au contraire. D'ailleurs, dit-on, le texte de l'art. 49, dans la partie qui traite de la publicité, n'aurait aucune raison d'être, aucune utilité, si on refusait de lui donner cette interprétation ; les Tribunaux ont toujours le droit (1) d'ordonner, sur les conclusions de la partie civile, l'affichage du jugement, ils n'ont pas besoin d'y être spécialement autorisés par un texte.

La négative répond (2) qu'il est difficile de tirer de la loi de 1857 un argument pour donner l'interprétation d'une loi de 1844 ; que l'affichage est une peine, qu'il est illégal de prononcer une peine par induction, qu'en tous cas, il subsiste un doute sérieux sur l'interpréta-

(1) Par application des articles 1382, C. C. 189, 244, 461. C. inst. crim. V. *infra*.

(2) POUILLET, *Brevets d'Invention*, n° 1007 et suiv. — PICARD et BLIN. *Contrefaçon*, n° 735. — RENOARD, n° 262. — PELLÉTIER et DEFERT, n° 329.

tion de cet article 49 et que ce doute doit profiter à l'accusé.

Pour nous, les arguments de cette seconde opinion nous semblent devoir être pris en considération, et quel intérêt que nous puissions trouver à donner une solution contraire, nous croyons que les Tribunaux feront sagement, en ne prononçant pas l'inertion ou l'affichage de leurs jugements, en matière de contrefaçons, de brevets d'invention, en dehors des cas où une partie civile y aura formellement conclu (1).

Dans le cas de l'article 13 de la loi de 1857, au contraire, les juges pourront prononcer cette peine accessoire, soit d'office, soit sur les réquisitions du Ministère public : ils pourront aussi ordonner la publicité de leur jugement, à titre de réparation civile, sur les conclusions de la partie intéressée et il arrivera même souvent que les Tribunaux ordonneront l'insertion et l'affichage en cette double qualité.

3° Port illégal de costume, de décoration ou de titre nobiliaire

Toute personne, qui a porté publiquement un costume, ou un uniforme (2), qui ne lui appartient pas,

(1) *Contra*, LE POITEVIN, t. III, p. 508 et t. I, p. 97.

(2) Le costume dont le port est puni est celui qui a été établi par un acte du pouvoir exécutif. Ainsi n'est pas compris, dans la prohibition, le costume des capucins. (Cass., 9 décembre 1876. D., 77, 4, 463.)

est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans : en outre, l'insertion du jugement peut être ordonnée (259, C. P., modifié par loi 28 mai 1858).

Le même article édicte les mêmes peines pour le port illégal de décoration (1).

Une amende de 500 à 10.000 francs est encourue par toute personne qui, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, prend, publiquement, un titre, change, altère ou modifie le nom que lui assignent les actes de l'état civil.

Le Tribunal doit ordonner la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre a été pris indûment et le nom altéré. De plus, il peut ordonner l'insertion intégrale, ou par extrait, du jugement, dans les journaux qu'il désigne (art. 259). (V. Circulaire ministérielle du 19 juin 1858, et 22 juillet 1874 (2) et Décret du 10 janvier 1872.)

La publicité du jugement de condamnation est ici une mesure fort sage : le délit pour exister a dû être commis publiquement, la condamnation doit être connue de tous.

A un autre point de vue, l'insertion et l'affichage du jugement ont un grand intérêt pratique : l'usurpation de titres ou de fonctions n'a pour but, le plus souvent, que de préparer et rendre plus facile un

(1) Douai, 11 mars 1861 : D., 61, 5, 333.

(2) LE POITEVIN, t. III, p. 753, et Cass., 1^{er} juin 1863 : D., 63, 1, 216, — 27 mai 1864 : S., 64, 1, 243.

autre délit : l'escroquerie, ordinairement ; la publicité de la condamnation dévoile la manœuvre et met en garde les personnes qui pourraient encore, par la suite, en être les victimes.

4° Usure

La publicité du jugement est autorisée à titre de peine accessoire et facultative par l'article 5 de la loi du 19 décembre 1850 (1) : « Dans tous les cas, et, suivant la gravité des circonstances, les Tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait, dans un ou plusieurs journaux du département. »

La publicité de la condamnation livrera l'usurier à la réprobation publique.

Cependant, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette publicité sera, le plus souvent, une réclame qui amènera à l'usurier les fils de famille qui ne connaissent pas, peut-être, son nom et son adresse.

5° Ivresse

L'insertion et l'affichage du jugement sont permis par l'article 8 de la loi du 23 janvier 1873, en cas de

(1) D., 51, 4, 11. Voyez aussi loi du 3 septembre 1807 et loi du 12 janvier 1886. : Cass., 23 mai 1868. : S., 69, 1, 144. — Cass., 4 novembre 1839 : D., 39, 1, 372. — Cass., 14 novembre 1862 : D., 63, 5, 395. — Cass., 18 août. 1854 : D., 54, 5, 772.

« nouvelle récidive »; c'est-à-dire quand le même individu aura été condamné deux fois, dans l'année, pour ivresse.

L'ivresse a été publique, la publicité de la condamnation combattrait le mauvais effet produit par l'exemple.

L'article 8 s'applique, d'ailleurs, aussi aux condamnations prononcées contre les cabaretiers, dans les divers cas prévus par la loi : « Quand ils auront, en cas de récidive, donné à boire à des gens manifestement ivres, à des mineurs de seize ans... »

6° Travail des Enfants et des Femmes dans les Ateliers et Manufactures

L'art. 27 de la loi du 19 mai 1874, portait : « l'affiche du jugement pourra, selon les circonstances, en cas de récidive seulement, être ordonnée par le Tribunal correctionnel. » L'art. 28, de la loi du 2 novembre 1892 (1), a reproduit cette disposition en ajoutant : « Le Tribunal peut également ordonner, dans le même cas l'insertion du jugement, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département (2). »

La réglementation du travail des mineurs de 18 ans, et des femmes, est une mesure de sécurité publique et d'intérêt général; en autorisant la publicité des juge-

(1) D. 1893, 4, 25.

(2) V. circulaire de la Chancellerie du 23 décembre 1891 dont les instructions trouvent encore aujourd'hui leur application.

ments de condamnation, le législateur, n'a pas seulement voulu intimider par l'exemple, il a voulu, surtout, rendre l'infraction odieuse en la livrant à la reprobation publique.

7^e Enseignement

Dans le même but, et pour les mêmes raisons, le législateur a autorisé la publicité des condamnations prononcées pour contravention aux lois sur l'enseignement.

En vertu d'un décret du 15 mars 1844, la juridiction universitaire connaît disciplinairement des injures, diffamations et calomnies, entre les membres de l'Université. Parmi les peines édictées par l'art. 75, du décret, nous relevons la suspension, la privation de traitement, la radiation du tableau, avec affiche de l'ordonnance suivant la gravité des cas.

L'art. 34 de la loi du 30 octobre 1886, maintient la la publicité parmi les mesures disciplinaires : « La censure peut être prononcée avec mention, au bulletin des actes administratifs. »

Dans un ordre d'idées différent, la loi du 28 mars 1882 prescrit l'affichage dans divers cas :

L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes, depuis l'âge de 6 ans jusqu'à l'âge de 13 ans révolus : le père, le tuteur, le patron, doivent faire savoir au maire de la commune le genre d'éducation qu'ils entendent donner à l'enfant (art. 7).

indiquer l'école qu'il fréquentera, et, enfin, en cas d'absence, porter les motifs à la connaissance de l'instituteur (art. 10) (1).

Il y a contravention, lorsqu'il n'y a pas eu de déclaration, lorsqu'un enfant s'est absenté sans justification : les peines sont édictées par les articles 12, 13 et 14.

« Si une première contravention (2) est commise, le père est appelé devant la Commission municipale scolaire, qui lui rappelle ses devoirs; en cas de récidive, dans les douze mois, l'affichage est ordonné. »

8° Poursuites disciplinaires.

Le droit de surveillance des Tribunaux sur les officiers ministériels se traduit par une action disciplinaire.

En vertu de l'art. 102 du décret du 30 mars 1808, les juges sont autorisés à ordonner, comme pénalité, l'impression et l'affichage du jugement.

Nous avons vu que, sauf pour les notaires, les débats ont lieu et les jugements sont rendus en Chambre du Conseil : ces poursuites ont pour but de réprimer des infractions professionnelles et non des manquements à des devoirs généraux : l'enseignement et l'exemple, avantages principaux de la publicité, feraient ici défaut (3). Les collègues ou confrères de la

(1) V. cass., 20 décembre 1883. : D. 84, 1, 257.

(2) Le POITEVIN, II, p. 125 et les arrêts rapportés.

(3) V. PANDECTES, V^e Audience, n^o 427.

compagnie ou corporation, n'ont aucun enseignement à tirer de la poursuite : ils connaissent leurs devoirs. Ces raisons ont fait apporter ici une exception au principe de la publicité des débats.

Mais, quand les Tribunaux le jugeront nécessaire, ils pourront ordonner l'impression et l'affichage de leurs jugements. N'est-ce pas une contradiction ? La décision des Tribunaux ne pourrait-elle être portée à la connaissance des confrères, afin qu'eux aussi *timorem habeant*, par un moyen quelconque, par exemple, la transcription sur le registre de la Chambre, sans avoir recours au procédé de l'affichage (1) ?

Il est nécessaire que le peuple ait foi en ses institutions ; il faut qu'il puisse placer sa confiance dans les officiers publics, dont le ministère lui est nécessaire, comme dans les magistrats, dont il attend la justice. S'il est appelé à entendre les accusations portées contre les officiers ministériels, s'il est appelé, surtout, à voir leurs fautes réprimées publiquement, et leur considération ternie par l'affiche, il aura un sentiment de défiance, d'autant plus fort, qu'il comprendra moins la portée de l'action, il s'exagérera la faute ; et, comme dans les corporations et les corps constitués, il existe une espèce de solidarité, qui naît de la conformité des positions entre tous les membres qui la composent, il fera rejaillir, sur la corporation entière, les soupçons qu'il conçoit à l'égard d'un seul membre inculpé.

Ces considérations, qui ont amené le législateur à ordonner que les débats aient lieu en la Chambre du

(1) V. MORIN, *Discipline des Cours et Tribunaux*, II, p. 417.

Conseil, doivent retenir les juges dans l'application de l'art. 102 du décret, en ce qui concerne la publicité de leurs jugements : l'appréciation et l'utilité de cette mesure est laissée à leur sagesse : ils agiront prudemment en l'ordonnant rarement.

Il se présentera cependant des cas où la publicité de la décision ne pourra avoir que de bons effets. Les condamnations à la suspension ou à la destitution pourront être publiées sans grand inconvénient, le scandale devant être produit par la peine infligée. L'affiche indiquera les motifs exacts et la durée de la peine ; elle rassurera l'opinion publique et séparera, pour ainsi dire, ce membre gangrené du corps sain de la confrérie.

Nous avons vu, à propos de la publicité des audiences que, contrairement à la règle générale en matière de discipline, les poursuites contre les notaires doivent être exercées en audience publique (1). Par une bizarrerie des textes, il se trouve que les Tribunaux ne sont justement pas autorisés à ordonner la publicité des jugements rendus contre les officiers ministériels pas plus que la transcription sur les registres de la Chambre. La loi du notariat a, limitativement, fixé les peines disciplinaires applicables : la publicité n'y figure pas ; ce serait appliquer, illégalement, une peine non autorisée par la loi.

L'art. 102 du décret de 1808, ne régit, ainsi que nous

(1) Douai, 13 février 1813 : S., 43, 2, 401. — Cass., 28 août 1854 : D., 54, 1, 321. — Cass., 22 mai 1855 : D., 55, 1, 214. *Contra*, Paris, 26 mars 1839 ; D., 39, 1, 417.

l'avons déjà constaté, que les officiers ministériels dépendant du Tribunal : il en est autrement des notaires, fonctionnaires publics, dont la discipline est réglée par la loi du 25 ventôse de l'an XI, art. 1 et 53.

Il y aurait donc excès de pouvoir de la part d'un Tribunal qui ordonnerait l'impression et l'affiche du jugement de condamnation contre un notaire (1).

VII. — La publicité, réparation du préjudice moral causé par les erreurs judiciaires

Si la publicité est, ici, ordonnée par la loi à titre de réparation, elle se rattache, cependant, à la publicité ordonnée à titre de peine, en ce qu'elle est la réparation du préjudice moral causé par une décision pénale et qu'elle doit être effectuée suivant les formes édictées par l'art. 36.

La publicité est une mesure à la fois obligatoire et facultative pour les Tribunaux : obligatoire en ce qu'ils doivent, toutes les fois que la révision est ordonnée et le condamné reconnu innocent, faire imprimer et afficher le jugement ; facultative, en ce sens qu'ils peuvent, lorsque le condamné est reconnu innocent, ordonner comme mesure complémentaire et à titre de réparation l'insertion de l'arrêt à un certain nom-

(1) La décision, prise en Chambre du Conseil et prononçant la destitution d'un notaire, n'est susceptible d'aucun effet. (Décis. Chancellerie, 16 décembre 1834). V. MASSABIAU, t. III, p. 420 et suiv. — MONIN, *loc. citat.*

ber d'exemplaires, dans tels journaux qu'ils jugeront convenable.

Révision

La loi du 8 juin de 1895 sur la réparation des erreurs judiciaires, pose le principe d'un droit à l'indemnité. La victime, si aucune faute ne lui est imputable, a droit à la réparation de tout le dommage qu'elle a souffert. C'est une exception législative à la thèse de l'irresponsabilité de l'Etat qui demeure encore, à l'heure actuelle, le fondement de notre droit public.

La source de cette exception doit être recherchée dans un principe supérieur d'équité, dans une idée de charité et d'humanité et non dans une faute de la Société, faute qu'elle aurait commise par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, des magistrats qui ont commis l'erreur (1).

M. Larnaude (2) a émis, à ce sujet, une théorie originale : « Lorsque cette grande machine, qui s'appelle l'Etat, cent fois plus puissante et cent fois plus dangereuse que les machines de l'industrie privée, a blessé quelqu'un, il faut que tous ceux, dans l'intérêt de qui elle fonctionnait en causant un préjudice, viennent le réparer. Ainsi, l'exigent les principes de solidarité et

(1) V. La discussion de la loi au Sénat. — Discours de M. Béranger, — 13 février, Débats, p. 106 (*Journal Officiel*) et SELIGMANN: *Des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires*, *Revue pratique et parlementaire*, t. V, p. 91.

(2) *Revue pénitentiaire*, 8 octobre 1895. Observations de M. Larnaude.

mutualité qui sont le fondement même de nos institutions et dont aucune conséquence n'est certes plus intéressante. Il faut d'autant mieux introduire ici cette idée que la législation, qui s'en inspire, ne risque, en rien, de troubler le mécanisme de la répression et qu'elle n'exposera pas, non plus, l'Etat à des responsabilités pécuniaires trop lourdes. »

Placée entre deux théories opposées; l'une créant, en vertu de l'article 1382 du Code civil, une *obligation* juridique à la charge de l'Etat et l'autre posant le principe absolu de son *irresponsabilité*, la loi de 1895, n'a fait que reconnaître un devoir moral d'assistance à la victime de l'erreur, laissant, aux représentants de l'Etat, le soin d'apprécier le préjudice supporté et le cas où les conditions seront remplies pour avoir droit à la réparation.

La réparation doit comprendre non seulement le préjudice matériel, appréciable en argent, mais aussi, et surtout, le préjudice moral : le dédommagement moral est, en principe, une proclamation d'innocence. Sur la légitimité, on est d'accord ; on l'est aussi aujourd'hui, sur le mode d'exécution, mais on ne l'a pas toujours été.

On avait proposé entre autres choses : « L'allocation d'une médaille, ou pièce d'argent d'une certaine valeur, et portant la légende : Innocence reconnue par la loi. »

Le législateur a été mieux inspiré. « L'arrêt ou jugement de révision, d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la ville où a été prononcé la condamnation, dans celle où siège la juridiction de

révision, dans la commune du lieu où le crime ou délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en révision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée.

« Il sera inséré d'office au *Journal officiel*, et les juges pourront ordonner sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, s'il le requiert.

« Les frais de la publicité, ci-dessus prévue, seront à la charge du Trésor » (art. 446, alinéa 9) (1).

La loi impose l'obligation de prononcer des dommages-intérêts en faveur du condamné innocent, toutes les fois qu'il n'a pas, par une faute personnelle, donné lieu à la condamnation dont il souffre : elle ordonne aussi une publicité obligatoire, dans les mêmes conditions que la publicité organisée par l'art. 36 du C. P.

La loi n'a pas fixé de maximum pour les dommages-intérêts, pas plus qu'elle n'a fixé de minimum. Pour la publicité elle a, au contraire, enfermé le juge dans d'étroites limites : minimum de publicité : « l'arrêt devra toujours être affiché dans un certain nombre de communes » indiquées dans le texte : maximum : « l'arrêt sera inséré d'office au *Journal officiel* et les juges pourront ordonner sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur s'il le requiert ».

Cependant, cette deuxième proposition pourrait soulever une difficulté : les Tribunaux sont-ils vraiment limités à ce nombre d'insertions et à ce genre de publication ?

(1) V. La note sur le nouvel art. 446 : D., 1867, 4, 69, et Cass., 11 juin 1869 : D., 1869, 1, 284.

Avant la loi de 1895, les Cours et Tribunaux ordonnaient déjà la publicité de leurs arrêts de révision : ils se basaient sur le texte de l'article 1036 du Code de procédure civile (1).

Nous retrouverons la question dans une autre partie de cette étude ; mais, nous pouvons, dès à présent, repousser cette interprétation extensive de l'art. 1036 : la Cour de cassation l'a, d'ailleurs, abandonnée dans un arrêt récent qui semble devoir fixer sa jurisprudence.

Aucun texte, aujourd'hui, ne saurait donc autoriser le juge à dépasser le maximum d'insertions fixé par la loi du 8 juin 1895.

Lors de discussion de la loi du 29 juin 1867, sur la Révision (2), un amendement avait été proposé, tendant à l'insertion de dispositions corrélatives à celles de l'art. 36 du Code pénal. Le rapporteur, M. Nogent de Saint-Laurens, a répondu « qu'il existe, dans la législation générale, une disposition qui permet l'affiche des arrêts de révision. C'est l'article 1036 du Code de Procédure civile. Il est vrai que c'est une publicité facultative et qu'on la veut obligatoire, mais les Cours et les Tribunaux se montrent toujours assez larges dans l'application de ces principes ».

Ce sont là les raisons qui ont fait, rejeter l'amendement.

(1) V. Cass., 27 novembre 1868 : D., 69, 1, 386. — Cass., 11 juin 1869 : D., 70, 1, 284. — Cass., 16 mai 1874 : D., 75, 1, 186. V. LELOIR, *C. Inst. crim.*, p. 492.

(2) D., 67, 4, 69. Cf. FUZIER-HERMANN, *V° Affiche*, n° 345.

dement (1) ; la réponse du rapporteur se trouvait en harmonie avec l'interprétation, généralement donnée de l'art. 1036, par les auteurs, mais elle était en contradiction avec notre doctrine ; et la jurisprudence est revenue sur sa première solution ; le texte législatif de 1895 était donc indispensable (2).

Non lieu et acquittement

La réforme est faite en ce qui concerne le condamné reconnu innocent par révision ; elle reste passionnément discutée en ce qui concerne les individus relaxés à la suite d'un non-lieu ou d'un acquittement.

Le préjudice causé, cependant, est le même : la détention a pu exister dans l'un et l'autre cas ; elle a eu pour résultat, non seulement de ravir l'inculpé à sa famille qu'elle a privée de ses soins, mais aussi de le priver de liberté. La flétrissure subsiste : l'opinion publique, plus portée à la malignité qu'à l'indulgence, n'admet pas qu'un homme ait été poursuivi sans bonnes raisons ; la tâche demeure indélébile, les soupçons

(1) Les art. 443 et 447 du C. d'Inst. crim. ont été modifiés une première fois par la loi des 29 juin, 5 juillet 67, qui a étendu le principe de révision aux matières correctionnelles. Sous l'empire de cette loi, l'amende et les frais devaient être restitués au condamné innocent : les juges ne pouvaient pas prononcer d'autre réparation fondée sur le texte.

(2) V. BERLET, *Erreurs judiciaires*. Paris. Thèse, 1896.

DEVEZE, *De la responsabilité civile de l'Etat*. Thèse. Paris, 1897, et les auteurs rapportés.

survivent à l'acquittement. Le préjudice, pour être peut-être moins considérable qu'en cas de révision, n'en est pas moins fort apparent et souvent considérable.

Ce préjudice, en cas de non-lieu, semble peut-être plus grand encore, car la publicité de l'audience et des débats, où a été rendu le jugement d'acquittement, constitue déjà une sorte de réparation morale, que nous ne rencontrons plus en cas de simple ordonnance ou même arrêt de non-lieu (1).

Dans la séance du 30 décembre 1891 devant la Chambre des députés, M. Cliché a soutenu la théorie de la responsabilité de l'Etat en cas de non-lieu ou acquittement.

« J'estime, disait-il, que le rapport sur la loi de révision se renferme dans un cercle trop étroit; il se préoccupe uniquement des innocents condamnés, dont le nombre est, heureusement, fort restreint, et laisse complètement de côté la catégorie, beaucoup plus nombreuse, des innocents qui sont arrêtés, emprisonnés, poursuivis par erreur, et qu'on rend à la liberté à la suite d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement, sans leur accorder aucune indemnité pour le préjudice matériel et moral qui leur est causé.

« Il y a là une criante injustice, qui me paraît en contradiction avec le grand principe d'équité que formule le Code civil : « Tout fait quelque chose de l'homme

(1) Discussion à la Chambre des Députés, 30 décembre 1891 et 6 janvier 1896, *Journal Officiel* p. 2954.

qui cause à autrui un préjudice, engage celui par la faute duquel il arrive, à le réparer. »

« L'application rigoureuse de ce principe nous conduit à cette conséquence que toute personne, qui a subi un préjudice par le fait d'une arrestation, d'une poursuite ou d'une condamnation erronée, a droit à une indemnité.

« Cette indemnité est-il possible de l'obtenir ? Il faut distinguer : Si l'arrestation ou les poursuites ont eu lieu par l'imprudence ou la mauvaise foi du plaignant. Oui. Mais si, au contraire, elle est le résultat soit de circonstances fortuites, soit de la précipitation, de la légèreté ou de la prévention d'un commissaire de police ou d'un juge instructeur : non, ni le magistrat, ni la Société, au nom de laquelle il s'agit, ne sont responsables. »

La question a été discutée à nouveau en 1894 ; le 6 janvier 1894 (1), M. Bovier-Lapierre a présenté la question sous forme d'amendement, consacrant le principe de l'indemnité comme une faculté pour les Tribunaux. M. Antonin Dubost, alors garde des Sceaux, a repoussé la proposition ; la discussion a eu lieu dans la séance du 9 février 1894. M. Béranger a développé longuement cette thèse que « le fait, d'avoir admis la révision en matière d'erreur reconnue entraîne, forcément, la reconnaissance du droit, aussi bien si l'erreur a été constatée avant le jugement, que si elle a éclaté après la condamnation. » Enfin, dans la séance du 12 février, M. Guérin répond à M. Béranger.

(1) *Journal Officiel*, 6 janvier 1896, p. 2954.

Il déclare qu'il ne peut suivre la Commission sur ce terrain. « Je considère, dit-il, comme extrêmement dangereux, tant au point de vue de la bonne administration de la justice qu'au point de vue financier, de s'engager dans la voie où nous sollicite la Commission. Malgré les limitations et les restrictions que je trouve fort sages, je considère qu'il convient de refuser toute indemnité en cas d'acquittallement ou de non-lieu.

« J'aperçois un premier danger à ouvrir ainsi, à toute personne qui aura été l'objet d'une poursuite injuste, le droit de réclamer à l'État de dommages-intérêts. Et ce danger, l'honorable M. Bérenger l'a signalé lui-même dans son rapport : c'est d'inspirer à la poursuite, c'est d'inspirer à l'opinion publique de regrettables hésitations.

« Et l'ordonnance de non-lieu, est-ce qu'elle démontre l'innocence ? Elle n'est même pas une décision judiciaire : elle est si peu une décision, elle a si peu un caractère définitif, que, si des charges nouvelles viennent à se produire, l'instruction peut être reprise contre le prévenu.

« J'admets enfin que le non-lieu ou l'acquittallement établissent que le fait reproché ne constitue ni crime, ni délit : est-ce que vous allez accorder une indemnité, même dans ce cas-là ? Mais il y a une foule de faits qui échappent à la loi pénale, et qui sont des actes répréhensibles qui tombent sous le coup de la loi morale...

« Il y a un côté de la question que je n'ai pas abordé et sur lequel vraisemblablement, M. le Garde des

Sceaux aura à cœur de s'expliquer, c'est le côté financier et budgétaire.

« Il y a eu, en 1892, 2.982 affaires soumises au Jury. Ces 2.982 affaires comprenaient 4.078 accusés, sur lesquels 1.160 ont bénéficié d'un verdict d'acquittement devant les Cours d'assises. Il y a eu devant les Tribunaux correctionnels 209.243 personnes poursuivies à la requête du Ministère public : sur ce nombre, 12.492 ont été acquittées par les Tribunaux correctionnels, 687 l'ont été en appel. Total des acquittements : 14.339.

« Je sais bien que, sur ces 14.339 acquittés, tous n'ont pas été détenus préventivement, et que la Commission fait, de la détention préventive, une condition de dommages-intérêts : mais savez-vous combien ont été détenus préventivement ? 3.152 sur 14.339.

« Je passe aux ordonnances de non-lieu. Il a été rendu, en 1890, 12.219 ordonnances, et sur ces 12.219 prévenus, 4.154 avaient été l'objet d'une arrestation et d'une détention préventive.

« Totalisons : Détenus acquittés, 3.152 ; détenus ayant bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, 4.156 ; total 7.306.

« L'honorable M. Bérenger ne manquera pas de nous dire que ces chiffres ne signifient rien, et qu'il s'agit de savoir combien, parmi ces 7 à 8.000 individus, remplissent les conditions que nous imposons pour obtenir des dommages-intérêts. Mais en tous cas, vous n'empêcherez pas ces 8.000 individus de faire un procès à l'Etat. Quel sera le résultat de ce procès ? Quelles seront les sommes des dommages-intérêts qui

seront accordées ? Personne ne peut le savoir. Mais ce que je puis dire d'ores et déjà, c'est que c'est une perspective de 7 à 8.000 procès par an que votre proposition crée. »

Quoi qu'il en soit, la proposition n'a pas abouti (1) et rien ne saurait aujourd'hui permettre aux juges d'ordonner la publicité des jugements d'acquittement, ou des ordonnances ou arrêts de non-lieu, pas plus qu'aucun texte ne les autorise à allouer, dans ces cas, des dommages-intérêts à la victime de l'erreur.

(1) La question a été présentée autrement : on a proposé de rendre les magistrats personnellement responsables de leurs erreurs. Jusqu'ici ces propositions n'ont pas prévalu et il faut croire qu'il en sera longtemps encore ainsi. V. *Journal Officiel*, Ch. des Députés, 30 décembre 1891 et le projet.

SECTION II

La publicité, mesure de réparation civile

SOMMAIRE

1 La publicité complément de dommages-intérêts. — 2. Les Tribunaux ne peuvent pas l'ordonner d'office, ni sur les conclusions du Ministère public. — 3. Que faut-il entendre par jugement ? — 4. Peut-on dépasser les limites fixées par le jugement ? — 5. Peut-on rendre l'affiche permanente ou perpétuelle. — 6. Quid en cas d'appel. — 7. En cas d'acquiescement.

I. — La publicité ordonnée à titre de complément de dommages-intérêts

Les Tribunaux peuvent, comme réparation d'un préjudice, ordonner l'impression, l'affiche et la publication de leurs jugements c'est un complément de dommages-intérêts (1).

(1) Cf. DEMOLOMBE, t. I, n° 690. — LAROMBIÈRE, *Traité des obligations* sur l'art. 1382, n° 27. — SOURDAT, *De la responsabilité*, t. I, nos 134 et 468. — AUBRY et RAU, t. IV, p. 408. — LAURENT, t. XVI, n° 497. — FUZIER-HERMANN, C. C. annoté sur l'art. 1382, n° 4072. Voyez, en sens contraire, ROUSSET, nos 2308 à 2341.

Aucun texte ne donne formellement ce droit au juge (1), mais aucun ne le lui enlève : il a donc toute liberté de choisir le mode d'indemnité qui lui semble le plus apte à fournir au plaignant la réparation du préjudice subi, et il peut, au criminel comme au civil (2), accorder cette réparation, quand elle lui est demandée, en se fondant sur l'art. 1382 du Code civil, 189, 241, 261 du Code d'instruction criminelle (3).

Cette mesure n'a, disent les auteurs et les arrêts, aucun caractère pénal ; elle est ordonnée comme supplément d'indemnité, souvent très efficace pour réparer le tort subi. Point n'est besoin qu'un texte autorise le Tribunal à ordonner cette mesure : les seuls principes de la responsabilité et de la réparation civile suffisent à cela. Si le dommage causé est, le plus souvent, apprécié en argent, la loi n'a pas interdit tout autre mode de compensation capable de donner satisfaction à la partie lésée (4). Nous trouvons des exem-

(1) V. Cass., 14 novembre 1864: D., 65, 5, 127. Nous verrons cependant que la jurisprudence a longtemps donné à l'art. 1036 C. pr. c., cette interprétation.

(2) Sous la législation de 1791, l'affiche n'était autorisée que pour quelques jugements correctionnels. V. Pandectes V^o Affiche, n^o 307.

(3) Cf. GARRAUD, t. I, n^{os} 367 et suivants. — BLANCHE, t. I, p. 298. — FAUSTIN-HÉLIE, *Procédure criminelle*, t. II, p. 41. — DE GRATTIER, t. I, p. 502. — FABREGUETTES, *Des infractions de la parole*, n^o 579. — BARBIER, *Lois sur la Presse*, t. I, n^o 175.

(4) V. Cass., 9 août 1880. P. 81, 4, 868. — Cf. FUZIER-HERMANN, *loc. cit.*, n^o 1072 et la loi du 15 juillet 1845 et ordonnance du 15 novembre 1846.

ples frappants dans les mesures ordonnées pour contraindre les femmes mariées à réintégrer le domicile conjugal.

Il est juste et souverainement équitable que celui qui a été victime d'une fraude à laquelle sa profession l'expose tous les jours, puisse obtenir à titre de dommages-intérêts, la publication et l'affichage du jugement de condamnation prononcé contre ceux qui usent de cette fraude. La Compagnie des chemins de fer, par exemple, à laquelle des marchandises ont été remises, pour les transporter, avec une fausse indication de leur nature, dans le but d'échapper à l'application du tarif auquel elles étaient soumises, a le plus grand intérêt à obtenir la publicité des jugements rendus en ces matières (1).

C'est, disent les auteurs et les arrêts un complément de dommages-intérêts, soit, mais on ne peut s'empêcher de chercher quelle différence il y aura, pour le condamné, entre la publicité ordonnée à titre de réparation et celle ordonnée à titre de peine.

Les juges auront beau dire au condamné qu'il basent leur décision, non sur le Code pénal mais sur l'article 1382 du Code civil, qu'ils prononcent la publicité, non à titre de peine, mais comme complément de réparation, le résultat n'en sera pas moins le même. Celui, contre lequel cette mesure aura été prononcée, sera, dans un

(1) Aix, 20 mars 1860 : D. 60, 2, 432. — Cass., 16 avril 1860 : S., 61, 2, 305. — Bourges, 20 novembre 1860 : D., 60, 1, 520. — Paris, 7 mai 1890 : D. 90, 2, 32. — Pontoise, 6 octobre 1887 : D. 88, 2, 22.

cas comme dans l'autre, frappé dans sa fortune (il payera les frais occasionnés par la publicité), et, dans son honneur et sa considération, par toutes les peines de la sanction morale que lui attirera la publicité (1).

Il est difficile de concevoir comment une condamnation, une peine peut être prononcée en dehors de textes, par cela seul qu'on la considère comme une réparation, et qu'elle est requise par la partie civile et non le Ministère public (2).

Les explications qu'on a données à ce sujet (3) sont loin d'être satisfaisantes. Il faut, croyons-nous, admettre cette jurisprudence comme une nécessité pratique, mais il faut se saisir de cette idée que la publicité constitue, toujours, une mesure infamante même quand elle est ordonnée comme réparation, pour restreindre le plus possible les modes de publicité qui peuvent avoir le caractère de peine.

Aussi nous ne saurions trop insister sur la sagesse de certaines décisions (4) qui ont parfaitement concilié

(1) V. Cass., 8 décembre 1894 : S., 95, 1, 298.

(2) V. MORIN, *Répertoire général de Droit criminel*, V^o Affiche, n^o 6.

(3) On a dit, ce qui est vrai dans certains cas mais non dans tous, la publicité n'est pas une peine *quand elle est ordonnée par les Tribunaux civils*; on a dit encore, ce qui est répondre par la question ou par une question, fortement discutée : la partie n'a besoin que d'une condamnation aux frais, elle peut publier le jugement, V., *supra*, droit de publication.

(4) V. Bagnères-de-Bigorre, 28 décembre 1878 : D., 79, 3, 88 et 79, 5, 393. Schlotædt, 17 février 1859 : D., 59, 3, 78. Pontoise, 6 octobre, 87 : Sirey, 88, 2, 22.

l'intérêt de la partie lésée, qui veut la réparation du préjudice par tous les modes et spécialement par l'insertion et l'affiche, et l'intérêt du condamné et, en même temps, les principes du Droit pénal, qui s'opposent à ce que cette peine accessoire soit prononcée par le juge, sans qu'un texte formel y autorise : des tribunaux ont accordé au demandeur l'impression et l'affiche du jugement, mais en n'y faisant pas figurer le nom du condamné, ou en l'y désignant par ses seules initiales.

La jurisprudence a une tendance à appliquer cette théorie, surtout lorsque le condamné est de bonne foi. « Lorsque le juge veut à la fois épargner au condamné une augmentation de peine, non justifiée par son degré de culpabilité, et à la fois accorder à la partie lésée une équitable réparation, il peut ordonner que les affiches ne désigneront le nom du condamné que par les initiales » (1).

Pour nous, cette pratique, admise dans certains cas, seulement, par la jurisprudence, devrait être absolument généralisée.

Ainsi les principes du Droit pénal seront respectés : le condamné ne sera plus frappé de cette peine illégale, et la réparation, fournie au demandeur, sera la même dans presque toutes les circonstances ; la publicité anonyme constituera une réparation bien suffisante et elle remplira parfaitement le but cherché. La condamnation sera, alors véritablement, un supplément de dommages intérêts.

(1) *Pandectes*, V^o Affiche, n^o 311. Cf. CHASSAN, t. III, p. 314, FUZIER-HERMANN, sur l'article 1382, n^o 1072.

C'est ainsi que les Compagnies des chemins de fer font journellement afficher et placarder, dans les gares et salles d'attente, les condamnations prononcées contre des individus qui ont contrevenu aux lois, ou règlements sur la police des chemins de fer. Cette publicité a été demandée par la Compagnie à titre de dommages-intérêts : l'affiche ne porte pas le nom du condamné.

D'ailleurs sans obtenir du Tribunal une condamnation, la Compagnie peut fort bien, à ses frais, procéder à cette publicité anonyme ; personne ne saurait s'en plaindre (1), elle ne saurait constituer aucun délit (2).

II. — Les Tribunaux ne peuvent l'ordonner d'office

La publicité des décisions pénales peut donc être ordonnée par les Tribunaux à titre de réparation civile.

Elle est, dans ce cas, un *complément d'indemnité* ; de même que les Tribunaux ne peuvent allouer des dommages-intérêts, s'ils ne leur ont été demandés, et qu'ils ne peuvent dépasser le chiffre qui a été fixé dans

(1) Cass., 16 août 1860 : S., 61, 2, 305, Paris, 7 mai 1890 : D., 91, 2, 33, et le jugement de Pontoise déjà cité.

(2) Cependant, certaines circonstances de fait pourraient faire considérer cette publicité, même anonyme comme une injure ou un outrage, ou donner lieu à une action en dommages-intérêts : lorsque l'affiche, par exemple, a été apposée à la porte du condamné.

les conclusions, de même, ils ne peuvent, sans statuer *ultra petita*, ACCORDER LA PUBLICITÉ QUAND LA PARTIE CIVILE N'Y A PAS CONCLU, DE MÊME ILS NE PEUVENT PRONONCER UNE PUBLICITÉ PLUS ÉTENDUE QUE CELLE DEMANDÉE (1).

LE MINISTÈRE PUBLIC N'A AUCUNE COMPÉTENCE POUR REQUÉRIR CETTE MESURE (2) (quand elle est, bien entendu, uniquement possible à titre de réparation civile et qu'aucun texte n'autorise cette mesure à titre de peine accessoire).

Conséquences de ce principe : Les juges du second degré, lorsqu'ils n'ont été saisis que par l'appel du Ministère public, ne peuvent infirmer la disposition du jugement qui concernait l'impression ou l'affichage de la décision à titre de réparation civile (3).

Si, sur l'appel qui a été interjeté, la Cour réduit aux dépens la condamnation prononcée par les premiers juges à des dommages et intérêts, la publication du jugement ordonnée par le Tribunal comme complément de dommages-intérêts doit être considérée comme refusée par la Cour, alors même qu'elle ne s'est pas expliquée sur ce point : en effet, la publicité n'est qu'un supplément de dommages-intérêts, les dommages-intérêts ont été supprimés, la publicité doit l'être *a fortiori*.

1) V. Cass., 15 avril 1861 : D., 63, 5, 123. — FAUSTIN-HÉLIE, V° Affiches, n° 356. — LAINÉ, n° 428.

(2) Le Ministère public peut conclure dans le même sens que la partie et il peut, à ce titre, demander la publicité, mais il ne pourrait pas le faire si la partie n'y avait pas conclu elle-même.

(3) Cass., 19 mai 1860 : D., 60, 4, 363.

Même si l'arrêt n'a fait que réduire, dans une certaine mesure, les dommages-intérêts, la Cour est présumée avoir supprimé d'abord la publicité, qui n'était qu'un supplément (1).

Ce sont là des déductions raisonnablement faites des principes, mais les circonstances pourront certainement influencer sur l'interprétation de l'arrêt, car, si les Tribunaux ordonnent la publicité comme supplément de dommages-intérêts, qu'est-ce qui pourrait les empêcher de ne prononcer que l'insertion ou l'affichage, sans autre réparation?

Les Tribunaux ne peuvent allouer une publicité plus grande que celle qui leur a été demandée? — Il arrivera rarement aux Tribunaux de statuer ici *ultra petita* : le plus souvent, la demande sera indéterminée (2), les conclusions seront ainsi conçues : « Plaise au Tribunal..... ordonner la publicité de son jugement... » ou bien : « dire que le jugement à intervenir sera publié et affiché aux frais du défendeur. » Cependant, les conclusions peuvent être plus précises et fixer, par exemple, tel ou tel genre de publicité. Les Tribunaux pourront-ils ordonner un mode de publicité autre que celui qui a été demandé? — La question doit être, croyons-nous, résolue par une distinction.

(1) Cass., 24 juillet 1859 : D., 59, 1, 334, et V. LEPELLETIER et DEFERT, *Des Contrefaçons*, n° 328.

(2) Cass., 14 janvier 1845 : D., 45, 1, 115. — FUZIER-HERMANN, n° 363. — FABREGUETTES, t. I, n° 575. — LEGRAVEREND, t. II, p. 312.

a) La partie a-t-elle demandé l'affichage? C'est là, d'après les auteurs et la jurisprudence, le mode de publicité le plus grave (1); le juge pourra donc, sans dépasser la demande, ordonner l'insertion dans les journaux ou circulaires.

Nous avons vu plus haut que, lorsque la loi permet l'affiche, elle est censée permettre au juge d'ordonner la lecture publique; il doit être laissé souverain maître du mode de réparation qui lui semble convenir. Le mieux au préjudice causé, il aura donc le droit d'ordonner la lecture publique du jugement, quand la partie y aura conclu: mais nous ferons bénéficier le condamné du doute émis sur le point de savoir si ce mode de publicité est plus grave que l'affiche, et nous refuserons aux Tribunaux le droit de l'ordonner quand elle n'aura pas été formellement demandée.

b) La partie, au contraire, a-t-elle demandé l'insertion dans les journaux, les Tribunaux n'auront pas le droit d'ordonner une mesure plus grave.

Il y a, toutefois, une exception à apporter à la règle que nous avons posée, à savoir que les Tribunaux peuvent modifier la publicité demandée. Les juges ne pourraient pas, sous prétexte que l'insertion dans les journaux est un mode de publication moins lourd que l'affichage, ordonner un nombre d'insertions tel que les frais dépasseraient de beaucoup les conclusions de la partie.

Mais ordinairement, nous l'avons dit, la demande

(1) V. *supra*, et BARBIER, t. I, p. 175, et le jugement d'Aix cité.

est, sur ce point, indéterminée (1) et laisse aux juges le soin de choisir le mode de publicité, les lieux de la publication, les journaux où seront faites les insertions (2).

La publicité est un complément de dommages-intérêts : le jugement devrait donc fixer le chiffre de cette indemnité. C'est ce qui se fait ordinairement en pratique : le juge ordonne qu'il soit fait tant d'insertions, dans tels et tels journaux, et fixe le coût maximum de chaque insertion. Mais la demande de publicité est une demande indéterminée, les frais occasionnés par cette mesure sont liquidés par la voie de la taxe, le Tribunal peut donc ne pas fixer le coût maximum, laissant au juge taxateur le soin de ne passer que les frais non frustatoires et non exagérés.

Bien souvent les jugements ne s'expliquent pas assez sur ce point, ils ordonnent, par exemple, « l'insertion dans les journaux de la localité » ou « l'affichage dans les lieux accoutumés ». « Le juge, dit Fuzier-Hermann, doit indiquer le nombre d'exemplaires auquel les affiches seront tirées et son jugement pourrait être attaqué de ce chef s'il omettait de le désigner. Mais il n'est point tenu de déterminer la dimension des caractères ou des affiches, de déclarer

(1) V. Cass., 14 janvier 1845 : D., 45, 1, 115.

(2) Lorsque l'insertion et l'affichage du jugement ont été ordonnés, la liquidation de cette dépense doit être poursuivie par la voie de la taxe, suivant les formes du décret du 10 janvier 1807. — V. Lyon, 17 mars 1875 : S., 77, 2, 42. — V. BARBIER, t. I, 175.

le temps qu'elles doivent durer, le lieu d'apposition, les moyens de conservation (4). »

Droit de publication. — Nous avons étudié à la fin de notre première partie le droit qui appartient, à chacun, de publier les jugements et nous en avons fixé les limites. Nous avons vu que chacun peut, sous le couvert de la loi de 1881, livrer, à la publicité, les décisions des Tribunaux de répression, les parties comme tous autres, pourvu que cette publication ne constitue ni un outrage, ni une injure, ni une diffamation, et qu'elle ne renferme aucun abus.

Une question nouvelle peut ici se présenter : si le Tribunal (2) a rejeté les conclusions tendant à l'insertion ou l'affichage du jugement, et que, malgré ce refus, la partie ait publié cette décision, sera-t-elle par ce seul fait passible de dommages-intérêts ?

Le demandeur en publicité ne saurait être privé du droit de publication que nous avons reconnu à tous, il pourra donc, dans les termes de la loi du 29 juillet 1881 et dans les limites que nous avons tracées, publier le jugement malgré le rejet de ses conclusions. Mais il est bien certain que, lorsque le Tribunal, qui a refusé cette publicité, sera saisi de la question de savoir s'il y

(4) FUZIER-HERMANN, V^o Affiche, n^o 368. — Cf. FABREGUETTES, n^o 581. — GRELLET-DUMAZEAU, t. II, n^o 480. — CHASSAN, t. II, n^o 1897. — DE GRATTIER, t. I, p. 502.

Une ancienne jurisprudence voulait que lorsque le jugement ne s'était pas expliqué sur le nombre des affiches, le juge taxateur en passât 100 exemplaires en taxe.

(2) BARBIER, t. II, n^o 750. V. Cour d'Aix, 6 février 1857 : D., 57, 2, 133.

a eu ou non abus de droit dans la publication faite par la partie, les juges seront facilement portés à admettre la preuve qu'on demandera à leur faire de la mauvaise foi et du préjudice : accorder le droit avec de telles restrictions équivaut, d'après nous, à un refus.

Nous retrouvons encore une question que nous avons déjà traitée dans une autre partie et diversement résolue.

III. — Que faut-il entendre par jugement ?

Les conclusions et le jugement s'expliquent ordinairement sur ce qu'ils entendent livrer à la publicité : la décision en entier ou par extraits, les motifs, le dispositif ou les motifs et le dispositif à la fois ; il ne saurait dans ce cas s'élever de difficulté.

La publicité « par extraits » est souvent ordonnée ; l'insertion est alors limitée à l'énonciation de la condamnation prononcée, avec les noms des parties et leurs qualités respectives (1).

Mais si le Tribunal ne s'est pas expliqué et a simplement ordonné l'insertion « du jugement » que faut-il entendre par ce mot ?

Nous n'hésitons pas à répondre ici : la partie qui a obtenu la publicité « du jugement » a le droit de publier le jugement tel qu'il est défini par l'article 141

(1) V. LE PELLETIER, *op. citato*, 333.

du Code de procédure civile (1), c'est-à-dire, tel qu'il est délivré par le greffier, avec les qualités, l'exposé des faits, les motifs et le dispositif.

Les *qualités* sont généralement indispensables pour donner, aux faits du procès, la publicité qui est l'objet de la condamnation.

Les *motifs* et le *dispositif* sont des parties essentielles du jugement qui s'éclairent et se complètent l'une l'autre; des motifs sévères aboutissent souvent à une condamnation légère; une condamnation sévère trouve quelquefois une atténuation dans les motifs. En tous cas, ceux-ci donnent la cause de celui-là, et on ne peut pas plus les séparer qu'on ne peut séparer l'effet de sa cause.

C'est un droit pour la partie de faire publier le jugement en entier; c'est aussi une obligation, en ce sens que la suppression de certaines parties pourrait engager sa responsabilité. Celui qui ne publierait pas le jugement dans son intégralité, qui glisserait volontairement dans les insertions des erreurs ou des omissions, pourrait être passible de dommages-intérêts quand cette publication aurait été la cause d'un préjudice. Un mot sauté ou modifié, une phrase oubliée, peut donner au jugement une tout autre allure que celle qu'il a en réalité.

Le plus souvent ces coupures ou ces altérations seront le résultat de la malveillance, mais ce sera une question de fait laissée à l'appréciation du juge. Il

(1) Cf. FUZIER-HERMANN, V^o Affiche n^o 374. — POUILLET, n^o 4010. — CHASSAN, t. I, n^o 1896. — GRELLET-DUMAZEAU, t. II, n^o 4479. — FABREGUETTES, n^o 583.

pourra, en effet, dire souvent que ces suppressions n'ont pas été faites avec intention de nuire, qu'au contraire, la partie n'a eu qu'un but d'économie dont a profité le condamné. Mais le principe subsiste : quand la mauvaise foi et le préjudice seront établis, les Tribunaux devront condamner.

Ces publications tronquées pourraient même donner ouverture, dans les mêmes circonstances, à l'action pour injure, diffamation et outrage.

Si le juge, au lieu d'ordonner la publication *du jugement*, l'a limitée à certaines parties et que le gagnant dépasse ces limites, la situation est semblable à celle du gagnant qui publie un jugement, alors que le Tribunal a rejeté ses conclusions tendant à cette publicité. Nous n'avons pas à revenir sur la question ; en dépassant les limites qu'avaient tracées le juge, la partie a mis contre elle toutes les présomptions de mauvaise foi, il a donné ouverture à l'action en dommages-intérêts ou injures.

Nous avons vu aussi que le droit de compte rendu est absolument libre, pourvu qu'il soit fidèle et de bonne foi ; la partie gagnante peut, comme chacun, user de ce droit ; mais elle doit se défier d'elle-même, car il lui est difficile de rester dans les conditions de l'art. 39 de la loi de 1881. Il y aura contre elle une quasi-présomption de mauvaise foi. Ce sera, en tous cas, à l'adversaire à en apporter la preuve.

Il n'est donc pas loisible, à la partie qui a obtenu la publicité du jugement, de faire suivre l'insertion de commentaires, de réflexions plus ou moins malveillantes.

Mais la simple annonce du jugement, sans appréciation, devrait être considérée comme un compte rendu, et seuls l'abus de droit et la mauvaise foi pourraient la faire tomber sous le coup d'une condamnation.

Si cette annonce est faite dans des prospectus ou circulaires les juges apprécieront si elle peut être considérée comme un compte rendu ou si elle ne constitue pas une réclame abusive, pouvant donner ouverture à des dommages-intérêts. Il sera d'ailleurs rare que ces prospectus ou circulaires s'en tiennent à l'annonce pure et simple et ne contiennent pas, au moins implicitement, un commentaire et certaines parties du jugement qui feraient rentrer ce cas dans ceux, précédemment étudiés, de publication sans autorisation ou compte-rendu.

IV. — Peut-on dépasser, en matière de publicité, les limites fixées par le jugement ?

Une distinction s'impose entre le cas où la publicité a été autorisée par voie d'insertions et celui où elle l'a été par affiches (1).

1° Le jugement a-t-il ordonné un certain nombre d'insertions ? La partie, qui dépasse ces limites, se trouve dans la même situation que celle qui publie le jugement, alors que cette mesure n'a pas été ordonnée ;

(1) V. FUZIER-HERMANN, V^o Affiche n^{os} 337 et suivants et DALLOZ, V^o Brevet d'invention, n^o 384, et les auteurs déjà cités.

avec cette différence, cependant, que sa situation est sensiblement meilleure. Le Tribunal en limitant le nombre des insertions a pu n'avoir en vue qu'une raison d'économie. En publiant, à ses frais, à un plus grand nombre d'insertions, la partie a difficilement pu commettre un abus de droit (1). Des auteurs estiment même que, dans ce cas, on ne saurait jamais faire abus du droit d'insertion (2). Nous croyons qu'il faut laisser aux Tribunaux le soin d'apprécier.

2° Si le jugement a ordonné l'insertion, la partie ne peut le faire afficher (3) ; elle ne peut, si le jugement a ordonné l'affiche, dépasser le nombre fixé (4). L'affichage nous l'avons dit, est un mode de publicité particulièrement grave, qui a conservé, de nos jours, le caractère de peine infamante qu'elle avait dans notre ancien droit.

« L'affiche constitue pour le condamné une charge, une aggravation qui ne sauraient lui être imposées si le Tribunal ne l'a pas expressément décidé : qu'elle soit ordonnée à titre de peine ou à titre de dommages-intérêts, elle présente toujours une certaine gravité.

(1) V. Cass., 6 février 1857 : D., 57, 2, 133 et la plupart des auteurs cités.

(2) V. PICARD et OLIN, n° 740.

(3) BARBIER, t. I, n° 436. « Commet le délit de diffamation celui qui, ayant obtenu contre un tiers une condamnation correctionnelle, affiche le jugement alors que l'affichage n'a pas été ordonné. »

(4) V. BLANC, *Contrefaçon*, p. 687. — RENDU et DELORME, n° 566.

En conséquence, lorsque les juges n'ont pas usé de la faculté qu'ils ont d'ordonner l'affiche, la partie intéressée ne saurait y suppléer, même à ses frais, sans s'exposer à des dommages-intérêts » (Fuzier-Hermann). La jurisprudence est en ce sens (1) : un arrêt étend même cette solution à l'impression du jugement, à la suite d'un mémoire distribué à un certain nombre d'exemplaires (2). Les auteurs sont unanimes (3), ou à peu près, pour dire que la partie, qui affiche un jugement quand elle n'y a pas été autorisée, ou qui dépasse le nombre d'affiches fixé, se rend passible de dommages-intérêts et peut être poursuivie pour injure ou diffamation.

Si, au contraire, le Tribunal a ordonné l'affichage du jugement, la partie pourra, — à ses frais bien entendu, publier ce jugement dans les journaux en se couvrant sous le droit accordé à chacun, par la loi de 1881, et en se renfermant dans les limites que nous avons fixées plus haut. Cette circonstance que l'affichage a été autorisé aura cependant son importance quand il s'agira pour le Tribunal, d'apprécier si la partie a abusé du droit de publication.

(1) V. Aix, 6 février 1857 : D., 57, 2, 433. — Cour de Paris, 23 février 1839 : D., 39, 2, 85. — Voyez aussi dans un sens opposé DALLOZ, *Supplément*, V^o Brevet d'invention, n^o 371. Cass., 16 juin 1854 : D., 54, 1, 389.

(2) D., 31, 2, 210.

(3) FUZIER-HERMANN, *loco citato*. — CHASSAN, t. II, n^o 1895 — FABREGUETTES, n^o 585. — CARRÉ et CHAUVEAU, n^o 3521 *bis*. BARBIER, t. I, n^o 175. — MERLIN, V^o Affiche, n^o 6. — RENOARD, *loc. cit.*, n^o 262. — CALMELS, *De la contrefaçon*, n^o 673.

Dans ce même ordre d'idées, une question a, assez souvent, été débattue devant les Tribunaux : Le jugement n'a pas fixé la dimension de l'affiche, les caractères de l'impression, ou le lieu de son apposition (1), quelles seront les limites ? Sauf le cas où il sera démontré que l'affiche a été véritablement dénaturée par ces circonstances, qu'elle est devenue par la forme de ses caractères, leur dimension, etc., une véritable injure et constitue un abus préjudiciable, ce seront questions de taxe, qui reviendront devant le Tribunal sur opposition à l'ordonnance du juge.

Le juge taxateur appréciera, il ne passera pas les frais qui lui paraîtront frustatoires et réduira ceux qu'il croira exagérés.

En pratique, les Tribunaux fixent un prix maximum pour le coût de chaque affiche, ou de chaque insertion, ou un prix total pour la publicité ; ils indiquent, de même, les lieux où les affiches doivent être apposées et les journaux où les insertions doivent être faites. Mais, si, sur ces points, le jugement était resté muet, ce seraient des questions d'interprétation et de taxe (2).

V. — Peut-on rendre l'affiche permanente et perpétuelle ?

Quelques précautions qu'ait pris le jugement, il n'a pas pu fixer la durée de l'affiche qu'il a ordonnée : des difficultés se sont élevées.

(1) V. FUZIER-HERMANN, V^o Affiche, n^o 368.

(2) V. Cass., 12 août 1882 : D., 83, 1, 47.

L'affiche est, par nature, d'une durée essentiellement variable : des circonstances nombreuses la vouent à une destruction plus ou moins rapide ; les intempéries des saisons, le crochet du chiffonnier ou la manie du collectionneur hâtent sa disparition, quand elle n'a pas été recouverte par une nouvelle affiche. Les chances de destruction sont tellement nombreuses que le législateur a édicté des mesures spéciales pour protéger les affiches de l'autorité.

Etant donné ce caractère de l'affiche, voici la question que les Tribunaux ont eue à juger :

Une partie avait obtenu l'affichage du jugement ; craignant de voir trop tôt cesser les effets salutaires de cette publicité, elle avait fait coller l'affiche sur un tableau qu'elle protégeait contre les chances de destruction, en l'abritant dans sa devanture, ou en le rentrant tous les soirs et l'exposant tous les matins. La partie condamnée pouvait-elle se plaindre d'un abus de droit ?

Beaucoup d'auteurs (1), et des arrêts ont reconnu à la partie le droit de rendre l'affiche permanente et perpétuelle « Attendu, dit un jugement du Tribunal de la Seine (2), qu'en ordonnant l'affiche d'un jugement et en fixant le nombre des affiches à apposer, le Tribunal n'a pas déterminé le temps pendant lequel durerait chacune d'elles, et qu'il n'a statué ni sur la durée de ce

(1) GRELLET-DUMAZEAU, t. II, n° 1182. — CHASSAN, t. II, n° 4895. — BARBIER, t. I, n° 175. — RENOARD, n° 261. — RENDU et DELORME, n° 566.

(2) Tribunal de la Seine, 25 octobre 1835.

mode de publicité, ni sur les moyens de conservation qu'il est loisible d'employer à la partie qui a obtenu le jugement.

« Attendu que, dans l'espèce, il n'y aurait lieu à la suppression ou à la destruction des affiches que s'il était justifié que le nombre ordonné par le jugement aurait été dépassé, et qu'il n'est fait à cet égard aucune justification... »

Nous pensons, au contraire, (1) qu'il y a dans la langue française une démarcation bien tranchée entre l'affiche et le tableau permanent : l'affiche est essentiellement éphémère, la transformer en tableau ou placard permanent et perpétuel, c'est aggraver singulièrement le caractère de la publicité : l'affiche est une peine, on ne saurait aggraver cette mesure sans y être autorisé par le jugement. « D'ailleurs, disent Picard et Olin dans leur *Traité de la contrefaçon*, dùt-il y avoir un doute sur l'interprétation du sens à donner au mot affiche, ce doute devrait se résoudre dans le sens le plus favorable au condamné et non dans le sens d'une aggravation illégale de la condamnation. »

Après avoir posé le principe, nous ne voyons pas de bonne raison pour refuser aux juges une certaine liberté d'appréciation. En pratique, la question se posera rarement avec cette netteté : l'affiche aura rarement été transformée en tableau perpétuel ou permanent ; mais la partie aura pris certaines mesures

(1) V. en ce sens FUZIER-HERMANN, n^{os} 368 et 371. — PICART et OLIN, n^o 738. — PELLETIER et DEFERT, n^o 337. — POUILLET, 1012. — BLANC, p. 687 et DALLOZ. V^o Brevet d'invention, n^o 384.

pour assurer la conservation de l'affiche, l'aura recouverte d'un avant-toit, l'aura fait placarder dans un emplacement choisi. Il faut laisser aux Tribunaux le soin d'apprécier les circonstances qui ont occasionné ces mesures.

Il est bien certain, par exemple, qu'on ne saurait reprocher à la partie les mesures de conservation qu'elle a prises, en réponse à des manœuvres, faites ou tentées par le condamné, pour détruire ou faire disparaître l'affiche apposée sur l'autorisation du Tribunal (1).

VI. — L'appel est-il recevable contre les jugements ordonnant la publicité ?

Quand la publicité est ordonnée à titre de mesure pénale il ne peut y avoir de doute, l'insertion, l'impression et l'affichage du jugement sont des peines accessoires; la décision qui les a prononcées, est toujours susceptible d'être frappée d'appel (art. 199, Code d'Instruction criminelle pour les jugements correctionnels, et 172 pour ceux de simple police qui prononcent une condamnation à plus de cinq francs d'amende).

Quand la publicité est considérée comme un complément de dommages-intérêts, la question est plus délicate. Suivant la théorie admise par la jurisprudence,

(1) Cass., 11 janvier 1845 : D., 45, 1, 445.

les auteurs enseignent (1) généralement que la demande de la publicité est une demande indéterminée. Les conclusions tendant à l'insertion ou affiche du jugement ne changent en rien la qualité de l'affaire ni le taux de la compétence, et les règles de l'appel restent applicables.

C'est la pratique, il faut l'admettre. Mais nous avons proposé une théorie contraire. Pour nous, la publicité des décisions constitue toujours une aggravation de la condamnation et nous lui avons dans tous les cas attribué un certain caractère pénal. Nous devons déduire de ces principes que, quelque minimes que soient les dépens et les frais de la publicité, l'appel doit toujours être recevable contre le jugement qui l'a prononcée conformément à l'article 172.

Quand l'appel aura été interjeté du jugement qui a prononcé l'insertion ou l'affichage, la partie devra, pour publier, attendre la solution des juges d'appel. La publicité fait partie de l'exécution du jugement : on ne peut y procéder qu'après la signification (2). L'appel est suspensif, dès qu'il a été interjeté, le jugement ne peut recevoir exécution (3). Ce sont les principes.

Mais, si, entre la signification du jugement et l'acte

(1) V. MORIN, V^o Affiche, n^o 7.

(2) V. PELLETIER et DEFERT, n^o 340. ALLART, n^o 725. POUILLET, n^o 1008. V. en sens contraire, DALLOZ, *Sup^a*. V^o Brevet d'invention, n^{os} 371 et suiv.

(3) Il faut mettre bien entendu à part le cas où le jugement a été déclaré exécutoire par provision.

d'appel, le gagnant fait procéder à la publication, qu'arrivera-t-il ?

De deux choses l'une : ou bien la Cour confirmera la décision des premiers juges et alors la publicité effectuée prématurément se trouvera couverte ; ou bien la Cour infirmera le jugement ; la publicité aura été faite indûment. Non seulement tous les frais resteront à la charge de celui qui y a fait procéder, mais encore, il y aura action possible en dommages-intérêts et injure ou diffamation, sauf, dans ce cas, les difficultés pour prouver la mauvaise foi. La partie a commis une faute en n'attendant pas que le jugement soit devenu définitif, mais elle a pu la commettre de bonne foi, pleine de confiance dans la décision des premiers juges.

La solution sera la même quand la partie aura commis la faute, plus grave, de publier le jugement après la signification de l'acte d'appel (1).

Les Tribunaux auront, dans tous les cas, un large pouvoir d'appréciation et ils pourront toujours dire que la publication n'a pas constitué un abus et qu'elle est couverte par le droit accordé à tous par la loi de 1881.

Les juges d'appel, tout en confirmant le jugement dans son ensemble et en maintenant le principe de la publicité, ont pu apporter des modifications, soit dans les motifs ou le dispositif, soit dans les modes de publicité : le jugement ordonnait l'affiche, la Cour l'a, par exemple, remplacée par l'insertion dans les jour-

1) *Pandectes*, V^o Propriété industrielle, n^o 5957.

naux. Ce qui doit être publié c'est l'arrêt tel qu'il est et non le jugement : il doit être publié dans les formes et par les modes ordonnés par la Cour. Si, entre le jugement et l'arrêt, la partie a fait procéder à la publicité telle que l'avaient prononcée les premiers juges, non seulement les frais de cette publication resteront à sa charge, mais elle pourra encore être poursuivie en dommages-intérêts, diffamation ou injure (1).

VII. — « Quid » en cas d'acquiescement ?

Lorsque le Tribunal rejette la demande de la partie civile, il ne peut lui allouer des dommages-intérêts, il ne peut davantage lui allouer ce complément de dommages-intérêts qui consiste en publicité.

Cependant, les articles 41 et 49 de la loi du 5 juillet 1844 sur les contrefaçons, accordent aux Tribunaux le droit, tout en acquittant le prévenu comme n'ayant pas agi sciemment (les vendeurs, receleurs.....) non seulement d'ordonner la confiscation et la remise au plaignant des objets contrefaits, mais aussi de prononcer des dommages-intérêts et l'insertion ou l'affiche de leur jugement.

(1) Si les juges d'appel ont confirmé purement et simplement, c'est la décision des premiers juges qui doit être publiée. Si l'arrêt a infirmé pour la totalité, c'est cet arrêt qui doit être publié. Enfin, si l'arrêt a modifié, sur certains points de détails le jugement, on publiera ce jugement en y ajoutant les modifications apportées par les juges d'appel. V. *Pandectes*, *loc. cit.*, n° 5958.

La bonne foi fait disparaître le délit, mais non le fait dommageable : la publicité ne peut plus être prononcée à titre de peine en vertu de l'article 44, mais elle peut l'être à titre de réparation civile.- « Cette occurrence, dit Pouillet (1), n'est possible, que dans les Tribunaux civils, parce que les Tribunaux correctionnels deviennent absolument incompétents pour statuer sur les intérêts civils des parties, de quelque nature qu'ils soient, dès que le délit a disparu ou que l'absence de délit est constatée.

La question peut d'ailleurs se présenter d'un autre côté : le défendeur acquitté peut, par demande reconventionnelle, se retourner contre son adversaire pour obtenir des dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il lui a causé par son action en justice, et il peut, à titre de complément de réparation, obtenir du Tribunal la publicité du jugement.

L'abus du droit de citation donne ouverture, d'après une jurisprudence constante, à une action en dommages-intérêts (2). Les Tribunaux ont le devoir de se montrer rigoureux envers les plaideurs qui, par légèreté, par imprudence, n'hésitent pas à engager des actions sans fondement, et bien davantage envers ceux de mauvaise foi : le préjudice causé par les pratiques processives doit, d'après cette jurisprudence universellement approuvée, donner ouverture à l'action en dommages-intérêts.

Ce sera une question sans doute fort délicate que

(1) POUILLET, n° 1013.

(2) V. *Pandectes*, V° Propriété littéraire, n° 5972.

de décider si le plaideur a été de mauvaise foi ou téméraire; mais le principe reste absolu. L'acquitté qui a le droit de demander une réparation, peut la demander sous forme de dommages-intérêts ou sous forme de publicité: c'est une application du droit commun (1).

(1) V. DALLOZ, V^o Brevet, n^o 371. — ALLART, n^o 717. — PELLÉ-TIER et DEFERT, n^o 353. — NOUGUIER, n^o 1051.

SECTION III

La Publicité ordonnée par les Tribunaux à titre de Réparation d'ordre public

SOMMAIRE

1. La Publicité mesure d'ordre public. — 2. Que faut-il entendre par impression et affiche du jugement? — 3. Devant quelles juridictions l'article 1036 est-il applicable? — 4. Quelle est la portée de cet article : controverse.
5. Etude historique des dispositions de l'article 1036 et de la liberté de la défense. — Interprétation qu'il faut donner de ce texte; place qu'il doit occuper dans notre législation. — Ses rapports avec l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881.
7. Les Tribunaux peuvent d'office ordonner l'impression et l'affiche de leurs décisions quand ils ont à réprimer les écarts de la défense et qu'ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits et les déclarent calomnieux.

I. — La Publicité mesure d'ordre public

Les Tribunaux peuvent ordonner la publicité de leurs décisions à titre de mesure d'ordre public; ce droit leur est donné par l'article 1036 du Code de procédure civile.

« Les Tribunaux, suivant la gravité des circons-

tances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements. »

Il suffit, dit Colmet-Daage (1), de lire ce texte pour en comprendre le sens et l'application : c'est le seul commentaire qu'il en donne.

Mais si l'on parcourt les décisions de la jurisprudence, on reconnaît bien vite qu'il règne sur ce sujet une grande confusion : les auteurs ne sont pas davantage d'accord sur le sens et la portée de cet article 1036.

Une première difficulté :

II. — Que faut-il entendre par impression et affiche du jugement ?

La question ne saurait nous arrêter après les développements que nous avons donnés plus haut.

Les juges peuvent à leur choix prononcer l'insertion ou l'affiche du jugement : ils ont la faculté de prescrire l'affichage, ils peuvent, à plus forte raison, ordonner l'insertion (2).

Les auteurs estiment généralement (3) que les termes

(1) COLMET-DAAGE, *Leçons de procédure civile*, t. II, p. 648.

(2) Cf. Décret du 30 mars 1808 (art. 10).

(3) Cf. BARBIER, t. II, n° 797. — *Pandectes*, V^o Audience, n° 703 et suivants. — Cass., 14 juin 1854 : D., 54, 1, 589. — ROUSSEL, n° 2317. — V. DALLOZ, V^o Presse-outrage n° 1038. « Pour nous, nous ne croyons pas que la disjonctive dont s'est servi le législateur autorise d'interpréter en ce sens que les Tribunaux peuvent ordonner simultanément. » En sens contraire de GRATIER, t. I, p. 502.

de l'article 1036 signifient que le jugement sera imprimé pour être affiché : cela ne constituerait qu'une seule et même mesure.

Cette interprétation prête au législateur et aux juges, après lui, une naïveté qu'on ne peut leur supposer : il est trop certain que, pour être affiché, le jugement doit être imprimé; il n'était pas nécessaire de le dire.

Les mots impression et affiche ont, dans l'esprit du législateur, voulu comprendre tous les modes de publicité : insertion dans les journaux, dans les circulaires, prospectus, etc... et affichage : en employant le mot impression la loi a pris un terme général et compréhensif. Il appartient aux Tribunaux de choisir entre chacune de ces publicités et de s'expliquer clairement : dans le silence du jugement ou dans le doute, on devra interpréter dans le sens le plus favorable au condamné (1).

III. — Devant quelle juridiction l'article 1036 est-il applicable ?

L'article 1036 est écrit au Code de Procédure civile ; d'aucuns en ont tiré cette conséquence que les mesures édictées par ce texte ne doivent rece-

1) BARBIER, n° 797.

voir leur application que devant les juridictions civiles (1).

La jurisprudence estime au contraire, avec la grande majorité des auteurs (2), que les dispositions de cet article sont des mesures d'ordre, applicables devant tous les Tribunaux civils, criminels ou d'exception, devant les juges de paix (3), devant les Tribunaux de commerce (4) et devant les Tribunaux administratifs (5). En ce qui concerne les Conseils de préfecture,

(1) « L'article 1036 est spécial à la procédure devant les Tribunaux civils, nous pensons qu'il n'est pas applicable à la juridiction correctionnelle, le Code d'Inst. crim. n'ayant aucune disposition analogue » (ALLART, *De la contrefaçon*, n° 718). — V. dans le même sens FOUQUET-ENEY, V° Affiche. — POUILLET, *De la contrefaçon*. — RENOARD, n° 262.

(2) V. ORTOLAN, n° 1546, p. 720. — FABREGUETTES, t. I, n° 237. — FUZIER-HERMANN, V° Affiche, n° 302. — BARBIER, t. I, n° 175. — Cass. 31 mai 1864 : D., 64, 1, 361.

(3) L'article 10 du Code de Procédure civile ne saurait exclure, dans les cas qu'il n'a pas prévus, l'application de notre article. V. BARBIER, t. II, n° 797. — BIOCHE, *Proc. civ.* Comp. du juge de paix, n° 364. — BOURBEAU, *Proc. civ. des just. de paix*, n° 316. — GUILBON, n° 557. — BOST, *Enc. des just. de paix*, V° Affiche, n° 11. — FUZIER-HERMANN, V° Affiche, n° 295. Cass., 31 mai 1864. S. 64, 1, 291 et Conseil d'appel de Saint-Pierre et Miquelon, 25 avril 1896. S. 97, 2, 65.

(4) V. CHASSAN t. I, n° 116. — DE GRATTIER, t. I, n° 232. — NOUGUIER, *Tribunaux de commerce*, t. II, p. 153. — BARBIER, t. I, n° 175. — Voyez aussi en sens contraire, Cour de Lyon, 8 juillet 1893 : D., 94, 2, 257.

(5) PARANT, *Lois sur la presse*, p. 100. — CHAUVEAU et CARRÉ, t. VII, p. 488. — CHAUVEAU, *Code d'Inst. admin.*, 3^e éd. I, n° 215 *quinquies*. — CHASSAN, t. I, n° 115. — DE GRATTIER, *loc. cit.*

leur droit, a été à cet égard, expressément consacré par l'art. 13 de la loi du 21 juin 1865 (D., 65, 4, 63). Cependant, il est à peu près généralement admis que les arbitres forcés ne peuvent faire application des dispositions de notre texte (1).

L'article 1036 réprime, ainsi que nous le verrons par la suite, les écarts de la parole ou de la plume commis devant les Tribunaux, dans l'exercice du droit de défense : il édicte des mesures d'ordre général qui trouvent leur place devant toutes les juridictions : tous les juges peuvent avoir à appliquer les peines qu'il prononce pour assurer la police de leurs audiences, le respect de la justice et maintenir l'ordre et la décence dans leurs réunions.

D'ailleurs les exemples ne sont pas rares de cas où l'on fait, à une juridiction, application de dispositions édictées pour d'autres et au milieu de textes étrangers à sa compétence.

Tout le monde admet que l'article 10 du Code de procédure civile fournit des armes au juge de paix afin de protéger la bonne tenue de l'audience aussi bien quand il siège comme juge de simple police que lorsqu'il est juge civil.

De même encore l'article 172 du Code de procédure civile a toujours été appliqué en matière criminelle.

« Sans doute, dit M. Accarias, il est vrai qu'en

(1) CHASSAN, n° 117. — DE GRATTIER, t. I, n° 115. — DALLOZ *Jur. gén.* V° Conseil d'Etat, n° 332. — V. Cons. d'Etat, 30 janvier 1862 : D., 62, 3, 28. — Conseil d'Etat, 19 janvier 1860 : D., 63, 3, 62.

général, le Code de procédure civile ne régit que les matières civiles. Mais il est vrai aussi que la portée d'une disposition légale se détermine beaucoup moins par la place qu'elle occupe que par les motifs d'où elle procède. L'article 1036 qui a pour objet d'assurer la modération et la convenance des débats judiciaires et de protéger la dignité de la justice et de ses audiences, doit être applicable devant toutes les juridictions (1). »

M. le conseiller Régnier, dans un rapport, s'exprime en termes à peu près analogues (2) :

« Il est vrai que cet article se trouve écrit au nombre des dispositions qui règlent la procédure à suivre devant les Tribunaux civils : mais nos Codes sont souvent appelés à se compléter l'un par l'autre et il arrive plus d'une fois que, dans le silence du Code d'instruction criminelle, les Tribunaux de répression sont obligés de recourir aux règles de la procédure civile. C'est ainsi que vous avez décidé dans plusieurs de vos arrêts, non seulement que les juges en matière correctionnelle et de police peuvent ordonner un transport sur les lieux en vertu de l'art. 41 du Code de procédure civile, mais qu'ils doivent même, à peine de nullité, se conformer aux dispositions de cet article qui prescrit d'y appeler les parties. »

Si l'article 1036 reçoit une application devant toutes les juridictions, il ne saurait, cependant, être étendu

(1) Rapport de M. le conseiller Accarias. — Cass., 8 déc. 1894 : S., 95, 1, 298. — V., dans le même sens, Cass., 28 août 1854 : S., 54, 1, 616, et *Contra*, Cass., 2 juin 1858. P., 1859, 59.

(2) Cass., 16 mai 1873 : D., 73, 1, 441.

en dehors des limites tracées par le texte qui se sert du mot : *Les Tribunaux*.

Voici une espèce ou un Président, statuant en référé, a refusé de faire l'application de notre article :

«... Nous Président, etc... Attendu que M^r G. prétend que ces expressions sont injustes et injurieuses et demande que nous en ordonnions la suppression.

« Attendu que le Président appelé à statuer sur une opposition à la rédaction des qualités d'un jugement a bien le droit d'ordonner la suppression et la rature de toutes les expressions inconvenantes et de tous les détails inutiles, selon son appréciation, qui peuvent se trouver dans les qualités, mais que la loi ne semble pas lui conférer la faculté d'ordonner à lui tout seul la suppression de termes injurieux qui peuvent être écrits dans l'acte d'opposition, acte complètement étranger à la rédaction des qualités elles-mêmes. Que ce droit semble appartenir au Tribunal entier, les articles 1036, Code de Procédure civile, et 23 de la loi du 17 mai n'étant pas rédigés de manière à étendre ce pouvoir au président; — que si le président, quoique saisi de la cause, alors qu'il prononce sur un règlement de qualités, s'attribuait, en pareilles circonstances, le pouvoir du Tribunal pour ordonner la suppression de l'écrit dont s'agit, il en résulterait que ce magistrat se trouverait non seulement autorisé à supprimer le dit écrit, mais encore à le déclarer calomnieux et même à prononcer d'office des injonctions, etc. — Que telle ne paraît pas avoir été l'intention du législateur quand on le voit se servir constam-

ment des expressions *Tribunaux* et *Juges* au pluriel...» (Ord. du Président du Tribunal de Redon, du 1^{er} février 1869 : D., 69, 3, 63.)

IV. — Quelle est la portée de l'article 1036 ?

Posons d'abord la question :

Faut-il lire ainsi le texte de l'article : « Les Tribunaux pourront, suivant la gravité des circonstances, dans les causes dont ils seront saisis... ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements » et donner, par conséquent, à cette disposition une portée générale qui accorderait aux juges le droit d'ordonner, *dans tous les cas*, la publicité de leurs décisions ?

Faut-il, au contraire, relier la dernière proposition du texte aux dispositions qui précèdent et lire : « C'est seulement lorsque les Tribunaux prononcent des injonctions, suppriment des écrits, ou les déclarent calomnieux, qu'ils peuvent, comme conséquence, et en quelque sorte comme complément de leur décision, ordonner l'impression et l'affiche du jugement. »

L'intérêt est apparent :

Toutes les fois que les juges ne seront pas autorisés par un texte spécial et formel à ordonner la publicité à titre de peine ; toutes les fois que la partie civile n'aura pas demandé cette réparation dans ses conclusions et que, cependant, les juges trouveront cette mesure utile ou nécessaire, ils ordonneront la publicité à titre d'ordre public en se fondant sur la généralité

des termes de l'article 1036. C'est en se basant sur ce texte que nous avons vu les Cours et les Tribunaux, avant la loi de 1895 sur les erreurs judiciaires, ordonner la publicité des arrêts de révision.

Un arrêt de la Cour de cassation mérite ici une mention spéciale (1) ; nous avons déjà eu l'occasion de le citer.

Voici l'espèce :

Deux journalistes avaient été traduits devant la juridiction correctionnelle pour avoir fait paraître dans une publication, un écrit interdit, ils avaient été déclarés coupables d'infraction à la disposition de l'article 21 du décret du 17 février 1852. En outre des peines prononcées, la Cour de Nîmes, statuant sur appel, avait ordonné l'affiche de l'arrêt en se basant sur l'article 26 de la loi de 1819.

Les condamnés s'étaient pourvus en cassation, invoquant, comme moyen subsidiaire, que la Cour de Nîmes avait fait une fausse application de l'article 26, de la loi de 1829, qui n'autorisait le juge à ordonner l'affiche de la condamnation que lorsqu'il s'agissait de la répression de crimes ou délits de presse et non d'infraction au décret de 1852.

La Cour de cassation a répondu en substance :

La critique adressée à l'arrêt nous semble bien fondée et c'est à tort que la Cour de Nîmes a ordonné la publicité en se fondant sur la loi du 1819 ; mais en visant l'article 26 de cette loi, les juges ont fait une

(1) Cass., 16 mai 1873 : D., 73, 1, 441.

erreur (1) qui, suivant la disposition de l'article 411 du Code d'instruction criminelle, ne peut être un motif de cassation, s'il existe un autre texte de loi qui autorisait la Cour à ordonner l'affiche de son arrêt; *or*, dit la Cour de cassation, *ce tarticle existe, c'est l'article 1036 du Code de Procédure civile.*

« Cette solution, dit une note de Dalloz insérée sous l'arrêt, nous paraît très contestable ; il ne s'agissait pas ici, en réalité, de la citation d'un texte pénal pour un autre, mais de la prononciation, comme peine accessoire, d'une mesure qui ne pouvait être prononcée qu'à un titre différent. La Cour de cassation a considéré qu'au fond les deux textes accordent au juge la même faculté pour le même objet, la réparation du scandale public. Mais, est-il bien certain que le juge, qui avait ordonné dans l'espèce l'affiche du jugement, en vertu d'un texte spécial de la loi du 27 mai 1819, qu'il croyait applicable, aurait également pensé que la même mesure pouvait être justifiée par le texte général de l'article 1036 de Code procédure civile qui, ne prévoyant pas une infraction aux lois sur la presse, peut paraître supposer généralement des circonstances exceptionnellement plus graves que celles qui seraient prévues par la loi de 1819. »

La question est vivement controversée.

Les auteurs sont divisés : parmi les partisans de l'interprétation large et générale de l'art. 1036 nous pou-

(1) Cf. *Code de procédure civile annoté* sous 1036, nos 15 et suivants et la note sous l'arrêt rapporté dans DALLOZ, 1873, 1, 441.

vons citer Fuzier-Hermann (1), Dalloz (2), Rousset (3), Le Neuf de Neuville (4), Le Poitevin (5), Vallet et Montagnon (6), Allart (7).

Dans l'opinion opposée : Garraud (8), Barbier (9), Blanche (10), Laborde (11), Fouquet (12), Berriat Saint-Prix (13), Eyssautier (14).

La jurisprudence porte les traces de ces discussions

(1) FUZIER-HERMANN, V^o Affiche n^{os} 295 et suivants.

(2) DALLOZ, *Code de procédure civile annoté* sous 1036. n^o 48, et J. G. V^o Peine, n^o 867.

(3) ROUSSET, n^o 52638.

(4) Etude dans la *Revue critique*, 1895, p. 166.

(5) *Dictionnaire des Parquets*. — LE POITEVIN, V^o Affiche, n^o 45.

(6) VALLET et MONTAGNON. n^o 405. « Il appartient au Minist re public d'apprécier la gravité des circonstances et de prendre du chef de la publicité à prescrire telles réquisitions qu'il pensera utiles. »

(7) ALLART, n^o 748. V. en ce sens *Pandectes*, V^o Propriété littéraire, n^o 5972. — POUILLET, n^o 4007. — RENOUARD, n^o 262. — PICARD et OLIN, n^o 735. — PELLETIER et DEFERT, n^o 329.

(8) En sens contraire, GARRAUD, t. I, n^o 368, p. 600.

(9) BARBIER, t. II, n^o 767 et p. 302.

(10) BLANCHE, *Etudes pratiques sur le Droit pénal*, t. I, n^o 55.

(11) LABORDE, *Cours élémentaire de Droit criminel*, n^o 388.

(12) FOUQUET, *Encyclopédie du droit*, V^o Affiche, n^o 44.

(13) BERRIAT, SAINT-PRIX, *Code de procédure civile*, p. 29.

(14) Etude dans la *Revue pratique*, t. VIII, p. 5. V. aussi *Pandectes*. V^o Affiche, n^o 703. — DALLOZ, V^o Affiche, n^o 87. — ROUSSET, *Code général des lois sur la presse*, n^o 2311 et suivants. — FABREGUETTE, S. n^{os} 587 et suivants.

chez les auteurs : elle a plusieurs fois varié sur la question.

Jusqu'en 1870, la Cour de cassation avait, assez généralement, décidé que l'article 1036 devait recevoir une interprétation restrictive.

Nous pouvons citer plusieurs arrêts en ce sens (1), puis la Cour suprême a admis la doctrine opposée (2) et un arrêt de 1873 semblait avoir fixé sa jurisprudence : les auteurs discutaient, quelques jugements de Tribunaux (3) et quelques arrêts de Cours d'appel étaient encore contraires, mais la résistance semblait plutôt théorique.

En 1894, la question a été posée de nouveau devant la Cour de cassation et, se déjugeant pour la seconde fois, elle a, sur un savant rapport de M. le conseiller Accarias, décidé que l'art. 1036 devait recevoir l'interprétation restrictive (4).

(1) Cass., 18 août 1854 : S., 54, 1, 616. — Cass., 7 février 1857 : S., 57, 1, 496. — D., 57, 1, 131. — 16 août 1860 : D., 60, 1, 520. — S., 61, 1, 292. — 25 avril 1862, *Bulletin criminel*, n° 117. — 3 juin 1858, P., 1859, 59. — 24 novembre 1864 : *Bull. crim.*, n° 224. — V. aussi : Cass., 3 juin 1858 : D., 58, 1, 381.

(2) Cass., 28 juillet 1870 : D. 72, 1, 156. — 16 mai 1873. — S., 73, 1, 235. — D., 73, 1, 441, et Rapport de M. Régnier : 23 mai 1874, *Bull. crim.*, n° 144.

(3) Nancy, 27 avril 1875 : D., 76, 2, 20.

(4) Cass., 8 décembre 1894 : S., 95, 1, 298. — Un arrêt plus récent est en sens contraire. Le Conseil d'appel de Saint-Pierre et Miquelon a jugé le 25 avril 1896 (S., 97, 2, 65) que « l'article 1036 accorde d'une manière générale et absolue aux Tribunaux le pouvoir d'ordonner l'insertion et l'affiche de leurs jugements », sans cependant résoudre la question d'une façon très affirmative.

Par les variations de la jurisprudence et les avis partagés des auteurs, on voit que la question mérite d'être étudiée.

Nous allons tout d'abord présenter les deux théories en présence (et nous ne saurions mieux faire que de les puiser dans les arrêts eux-mêmes) et leurs arguments; nous tâcherons ensuite, par une étude historique, de donner à l'article le sens que le législateur a voulu lui attribuer.

A) THÉORIE DE L'INTERPRÉTATION GÉNÉRALE

De 1870 à 1894, la Cour de cassation a jugé que l'art. 1036 doit recevoir une interprétation large et générale :

« Attendu, en droit (1), que la Cour, en statuant ainsi qu'elle l'a fait, s'est conformée littéralement aux termes de l'art. 1036 du Code de proc. civ., seul texte légal visé dans son arrêt, et n'a fait qu'*user du droit absolu et discrétionnaire qui lui est attribué par cet article.*

« Attendu que placé dans le Code de proc. civ. sous la rubrique des dispositions générales, l'article 1036 a édicté un principe qui est lui-même général et absolu : que cet article arme les Tribunaux d'un pouvoir de police souverain, et leur confie le droit, suivant la gravité des circonstances, dans toutes les causes dont ils sont saisis de prononcer, même d'office, des injonctions, de supprimer des écrits et d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements.

« Attendu qu'il n'y a pas lieu de confondre cette

(1) Cass., 18 juillet 1870 : D., 72, 1, 156.

disposition générale avec les principes spéciaux en vertu desquels l'article 23 de la loi du 17 mai 1819, dans l'intérêt de la libre défense des parties, affranchit de l'action en diffamation ou injure, les discours et écrits prononcés ou produits devant les Tribunaux, et qui, à défaut de cette immunité expressément établie par la loi, auraient donné lieu à des poursuites. »

L'arrêt de 1873 (1) est ainsi conçu :

« Attendu que l'article 1036 autorise les Tribunaux à ordonner, suivant la gravité des circonstances, l'impression et l'affiche de leurs jugements, que cet article, *conçu en termes généraux, s'applique à toutes les juridictions*, que la mesure d'intérêt public qu'il permet d'ordonner, même en matière civile, n'est pas prononcée à titre de peine, mais comme réparation du scandale public, produit par le fait de la partie condamnée. »

En ajoutant à ces considérants les développements donnés dans le rapport de M. le conseiller Régnier nous avons la théorie complète.

« Lorsque les Tribunaux usent de la faculté que leur accorde cet article, ce n'est pas une peine qu'ils prononcent, c'est une juste réparation du scandale produit par le fait de la partie condamnée. Aussi, la loi n'a pas, comme en matière pénale, déterminé les cas dans lesquels l'impression et l'affiche pourraient être ordonnées : elle a laissé aux Tribunaux le soin de prescrire cette mesure d'ordre public dans toutes les circonstances où elle leur paraîtrait utile. »

(1) Cass., 16 mai 1873 : D., 73, 1, 441.

Enfin les auteurs présentent encore un argument d'intérêt général :

« Il est à remarquer (1), au surplus, que la publicité des décisions judiciaires n'intéresse pas seulement les parties en cause : elle intéresse encore davantage le public, la société en général : c'est pourquoi les Tribunaux ont été investis du droit d'ordonner d'office la publication de leurs jugements ; quand ils pensent qu'une telle publication présente des avantages, ils la prescrivent, même si les plaideurs ne l'ont pas requise : c'est ce que le législateur a voulu. »

Résumons donc cette théorie :

La société, dit-on, a un intérêt majeur à connaître les décisions de justice, il faut donner en ce sens aux Tribunaux, le pouvoir le plus étendu possible (2).

L'article 1036 est conçu en termes très généraux, il est écrit sous la rubrique « dispositions générales ».

La partie civile, pourrait-on arguer encore (3), a le

1) *Pandectes*, V^o Propriété littéraire, n^o 5972.

(2) Il a même été décidé qu'un Tribunal de simple police avait pu ordonner l'impression et l'affiche de son jugement *dans l'intérêt public* et que dans ce cas l'affiche ne pouvait être considérée que comme une mesure de police. (V. FAUSTIN-HÉLIE, V^o Affiche, n^o 344).

(3) On pourrait être tenté de tirer un argument de la discussion qui s'est élevée devant les Chambres lors du vote de la loi du 29 juin 1867 sur la Révision. Un amendement avait été proposé, demandant l'adjonction d'un article permettant la publicité de l'arrêt (V. *supra*). Le rapporteur fit écarter cette adjonction pour cette raison, qu'il existait dans la législation générale le texte de l'art. 1036 permettant cette mesure. (V. S. 69, 1, 45 — et FAUSTIN-HÉLIE, sur cet article, n^o 345).

droit de demander cette mesure comme réparation du scandale privé qui lui a porté préjudice, pourquoi la société n'aurait-elle pas le droit de le demander et la justice de la prononcer d'office comme réparation du scandale public ? (1).

Et, répondant par avance à l'objection que l'on sent trop bien, on dit : la publicité ainsi ordonnée n'est pas une peine c'est une réparation du scandale public. D'ailleurs, le texte apporte lui-même une limitation à ce droit absolu et discrétionnaire : les juges ne pourront ordonner cette mesure que dans les cas graves : ils apprécieront l'utilité de la publicité et ne devront l'ordonner que lorsque les circonstances leur paraîtront justifier cette rigueur.

Sans doute, le texte dit : « Les Tribunaux pourront, suivant la gravité des circonstances », mais comme le juge est souverain appréciateur de la gravité de ces circonstances, il vaut autant lui reconnaître tout de suite un pouvoir absolu et discrétionnaire. C'est d'ailleurs ce que disent les arrêts et la plupart des auteurs (2), et ce pouvoir discrétionnaire et absolu constitue la seule utilité pratique de ces revendications. On veut, pour les Tribunaux, le pouvoir souverain d'ordonner l'impression et l'affiche du jugement « quand ils pensent qu'elles présentent une utilité, même si aucun texte ne les y autorise et même si les plaideurs ne l'ont pas requise ».

(1) V. FUZIER-HERMANN, V^o Affiche, nos 295 et 15.

(2) V. *Code de procédure civile annoté* sous 1036, nos 15 et 16, et DALLOZ, J. G., V^o Peine, n^o 867.

Cette idée fait de suite pressentir un des plus graves arguments qui s'élèvent contre la théorie. Pourquoi les lois pénales ont-elle fixé les cas limitativement déterminés où les Tribunaux peuvent ordonner la publicité, s'il est loisible aux juges d'ordonner cette mesure dans toutes les circonstances qu'ils jugeront graves, c'est-à-dire à leur bon plaisir ?

B). — INTERPRÉTATION RESTRICTIVE

La théorie de l'interprétation restrictive de l'article 1036 compte parmi les auteurs de nombreux partisans ; elle a été admise en dernier lieu par un arrêt de la Cour de cassation (1).

« Sur le second moyen, tiré de la fausse application de l'article 1036 du Code de procédure civile, en ce que, n'y ayant pas de partie civile en cause, le Tribunal a, néanmoins, ordonné l'insertion de son jugement dans le *Journal officiel* de la colonie aux frais du condamné :

« Attendu que hors les cas où l'impression et l'affichage des jugements sont demandés à titre de dommages et intérêts par la partie civile, les Tribunaux de répression ne peuvent légalement les ordonner qu'autant qu'un texte formel les y autorise ; qu'en droit la vérité de cette règle est démontrée par les nombreuses lois spéciales qui contiennent une autorisation de ce genre et qui ne s'expliqueraient pas sans cela, et que, rationnellement, elle se fonde sur ce que l'impression et l'affiche des jugements, bien que le Code pénal ne les ait pas fait figurer dans l'énumération des peines,

(1) Cass., 8 décembre 1894 : S., 95, 4, 298.

ont, néanmoins, pour effet nécessaire d'aggraver la situation du condamné, qu'elles frappent dans sa fortune et sa considération.

« Attendu que l'insertion, ordonnée par le jugement attaqué, n'est pas justifiée par l'art. 230 relatif au délit relevé contre le demandeur, puisque cet article ne parle pas de l'impression et de l'affiche du jugement; qu'elle ne saurait non plus se justifier par l'art. 1036 du Code de procédure civile.

« Qu'en effet, si cet article, reconnu applicable à toutes les juridictions, permet aux Tribunaux d'ordonner, même d'office, l'impression et l'affiche de leurs jugements, c'est seulement dans les cas où ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux, car alors il y a lieu à une réparation spéciale du scandale que la partie condamnée a causé dans le cours du procès... »

Cet arrêt a été rendu sur le rapport de M. le conseiller Accarias.

Dans ce rapport, M. Accarias commence par rappeler la jurisprudence suivie jusqu'en 1870 par la Cour de cassation; puis il attaque les arrêts de 1870, 1873 et 1874. Le pourvoi s'était efforcé d'atténuer la portée de ces décisions en faisant remarquer, que dans les diverses espèces où elles avaient été rendues, il y avait des parties civiles en cause, ou qu'il s'agissait de délits de presse. M. le conseiller Accarias établit au contraire que ces arrêts ont bien la portée absolue et générale que nous leur avons attribuée: il s'agissait de délits de presse, oui, mais ces délits rentraient dans la catégorie de ceux à raison desquels l'impres-

sion et l'affiche ne sont autorisées par aucun texte; il y avait des parties civiles en cause, oui, mais elles n'avaient pas conclu à la publicité ou bien, elles ne figuraient plus au procès devant la Cour, l'appel du jugement n'ayant été interjeté que par le Ministère public.

Résumons les arguments de cette opinion :

1^o Admettre le pouvoir général, pour les Tribunaux, de prononcer quand ils le veulent la publicité de leurs décisions, c'est rendre inutiles tous les textes dans lesquels le législateur a limitativement autorisé le juge à ordonner cette mesure (1) ;

2^o Un autre argument est tiré des dangers de la théorie opposée :

« Il y a beaucoup de procès, c'est même le plus grand nombre, où l'instruction et les débats ne donnent lieu à aucun incident scandaleux; et cependant les juges auraient, dans tous les cas, le droit d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements. Ce droit appartiendrait même à un Tribunal composé d'un seul juge (2) et statuant sans appel (3) » ;

(1) « Cette considération, dit M. Accarias, n'est peut-être pas tout à fait décisive; de tels textes peuvent, en effet, à la rigueur s'expliquer, s'ils sont antérieurs à 1870, par la jurisprudence alors régnante, et, s'ils sont postérieurs par la crainte d'un retour à cette jurisprudence. »

(2) Il faut rapprocher les mesures que le juge de paix peut ordonner en vertu de l'art. 10 du Code de procédure civile.

(3) Nous avons dit que, pour nous, la publicité constituant une peine, tous les jugements la prononçant pouvaient être frappés d'appel. V., en sens contraire, BARBIER, n^o 797.

3^e L'impression et l'affichage du jugement constituent une peine accessoire: les Tribunaux ne sauraient sans illégalité appliquer une peine dans des cas non prévus par la loi; les textes, qui les autorisent à prononcer cette mesure doivent être restrictivement interprétés comme tous les textes édictant des pénalités.

« Allons au fond des choses, si cette mesure était ordonnée à titre de peine, en quoi consisterait son élément pénal? En ce que le condamné payerait les frais d'impression et d'affichage, et subirait, avec toutes ses conséquences le déshonneur résultant de la publicité. La peine serait donc double, à la fois pécuniaire et morale.

« Eh bien, la publicité est ordonnée, comme dit l'arrêt de 1873, à titre de réparation du scandale public produit par le fait de la partie condamnée, qu'y aura-t-il de changé? N'est-ce pas encore le condamné qui payera l'impression et l'affichage? Ne sera-t-il pas également frappé dans son honneur et dans sa considération? Nous aurons beau lui dire qu'il ne subit pas une peine, mais qu'il répare un scandale, la distinction lui semblera subtile, et le public ne la comprendra pas. »

La Cour a, dans son arrêt, suivi son rapporteur dans cette augmentation.

Pour nous, qui avons attribué le caractère de peine à la publicité, même quand elle est ordonnée comme réparation civile, nous n'hésitons pas à dire, à plus forte raison, qu'ici l'impression et l'affiche de la décision constituent une peine véritable.

D'ailleurs quel autre caractère pourrait avoir cette

mesure ? On nous dit : c'est la réparation du scandale public. Mais quelle différence y a-t-il entre la réparation d'un scandale public et une peine ? Les peines ne sont toutes que des réparations du scandale public produit par le délit ; faire cesser ce trouble et ce scandale, c'est le but de la peine, c'est l'objet du droit pénal.

L'étude que nous allons faire de l'article 1036 du Code de Procédure civile ne laissera pas subsister de doute sur le caractère de la mesure de publicité qu'il autorise.

V. — Etude historique des dispositions de l'article 1036 et de la liberté de la défense

La liberté de la défense est un principe souverain qui a joui de tout temps d'immunités particulières. Il est même curieux de constater la liberté, souvent excessive, qui était accordée sous l'ancienne monarchie aux mémoires et discours prononcés en justice.

Jusqu'au xvi^e siècle, la liberté de prononcer des discours en justice, de même que celle d'écrire et faire distribuer des mémoires judiciaires, était absolue : on pouvait, dans ces écrits qui recevaient souvent une grande publicité, (Loyseau de Mauléon, dans un mémoire pour Madame Duplex contre le chevalier Law, répond, nous dit-il, à un mémoire distribué à *l'Europe entière*) (1), on pouvait propager les accusa-

(1) V. EYSSAUTIER, *Étude sur la liberté de la défense. Revue pratique*, 1859, t. VIII, p. 4 et suiv.

tions les plus injurieuses et les plus diffamatoires sans qu'elles tombassent sous le coup des rigueurs édictées par le droit commun des « libelles diffamatoires ».

L'ordonnance de Montil-les-Tours (avril 1453) défendait dans son article 54 « sous peine de privation de postuler et d'amende arbitraire, que, dorénavant avocats en leurs plaidoiries, procédant par quelconques paroles injurieuses ou contumélieuses, à l'encontre de leurs parties adverses, en quelque forme ou manière que ce soit, ne dire, ne alléguer ou proposer aucune chose qui chée en opprobre d'autrui et qui ne serve ou soit nécessaire aux faits de la cause qu'ils plaident. »

Ces dispositions furent reproduites par l'ordonnance de Blois (novembre 1507), article 122.

Quand furent apportées les premières restrictions aux libertés de la presse, (l'ordonnance de Moulins (1566) défend de publier aucun ouvrage sans le congé et la permission du Roi et lettres de privilège expédiées sous le grand scel) même à cette époque, les mémoires n'avaient pas besoin de privilèges pour être imprimés.

La déclaration du 12 mai 1717 s'exprime ainsi (1) :
« N'entendons comprendre dans la disposition des présentes,..... les mémoires, placets, requêtes, factums et autres écritures servant aux jugements des procès pendants, tant en nos conseils que devant nos cours et juges, qui seront imprimés, pourvu qu'ils soient d'un

(1) Semblable déclaration se trouve dans l'ordonnance du 23 février 1723.

avocat ou d'un procureur, en la manière accoutumée. »

A cette époque, certains mémoires, ceux de Beaumarchais surtout, avaient eu un immense retentissement. On avait expérimenté les abus de cette liberté excessive qui permettait d'imprimer et répandre les écrits les plus libres, les plus injurieux et les plus diffamatoires sous la seule condition d'être couverts du nom de mémoires judiciaires et de porter la signature d'un avocat.

L'arrêt, qui condamna Beaumarchais et ses mémoires, est du 26 février 1774; une déclaration du 18 mars s'exprime ainsi :

« Les abus qui n'ont que trop résulté de l'usage qui s'est établi de faire imprimer des mémoires, consultations et autres écrits, pour l'instruction des contestations qui s'élèvent entre nos sujets ayant été portés à un excès qui n'est pas moins contraire au bien de la justice qu'à la tranquillité des familles et à l'honneur du barreau, nous avons jugé nécessaire de renouveler les dispositions des anciennes ordonnances (1).

« Il ne pourra être imprimé aucuns mémoires, consultations, ou autres écrits que sur les affaires contentieuses et seulement lorsque l'affaire sera devenue contradictoire, à l'effet de quoi l'imprimeur sera tenu de se faire remettre un certificat signé de l'avocat, du procureur ou du greffier contenant qu'il y a contestation en cause. »

La déclaration continue en disant que les avocats

(1) V. Ordonnance du 8 février 1727.

devront conserver la modération et la décence convenables à la noblesse de leur profession, et en conséquence : « Défense est faite aux avocats et procureurs d'user de termes injurieux envers leurs confrères, les parties et tous autres, et d'employer des faits inutiles et étrangers à la cause (art. 6). Il est enjoint à la défense de se renfermer dans des bornes légitimes et raisonnables « à peine de suspension de leur état ou autre plus grand s'il y échet. »

Les arrêts et les auteurs de l'époque distinguent soigneusement entre les libelles diffamatoires (1) et les plaidoyers et écrits présentés en justice. MUYART DE VOUGLANS (2) sépare les « écrits furtifs et anonymes » de « ces écrits injurieux qui se font et se débitent ouvertement dans le cours des procès, comme étant signés par les avocats et par les parties, tels que sont les mémoires, requêtes et imprimés » ; *l'usage est, dans ce dernier cas, d'ordonner la suppression des mémoires et requêtes avec une réparation d'honneur par écrit. On se contente même de la simple suppression, lorsque ces mémoires sont injurieux sans calomnie.* »

(1) Les monuments de législation sont nombreux contre les libelles diffamatoires. Citons les principaux : art. 77 de l'ord. de Moulins; l'édit de 1577 art. 14; l'art. 179 de l'ord. de 1629; l'édit d'août 1686. Déclarations du 10 mai 1728, du 10 avril 1857. DAREAU écrit (t. I, p. 412) : « La peine pouvait anciennement aller jusqu'à la mort, la loi ne mettait presque point de différence entre assassiner quelqu'un et répandre sur sa réputation des placards et libelles. »

2) MUYART DE VOUGLANS. — *Lois crim.*, p. 361.

Jousse (1) émet de semblables idées : « On a coutume d'ordonner que les paroles injurieuses seront rayées des plaidoyers, surtout lorsque le plaidoyer ou factum est imprimé et rendu public pour diffamer la personne injuriée.

« Si toute la pièce même est injurieuse, on ordonne qu'elle sera supprimée, et si les injures étaient considérables et contre une personne élevée en dignité, elle pourrait en demander une réparation plus marquée, comme de faire condamner l'offenseur à déclarer que, témérement et calomnieusement, il a écrit ou fait écrire ces injures dont il se repent..., ordonner aussi que l'écrit injurieux sera déchiré en sa présence. On y joint quelquefois une condamnation d'amende.

Les peines le plus souvent appliquées (2) étaient la radiation et la suppression du mémoire, l'amende honorable, l'aumône, les dommages-intérêts. Quelquefois, on ordonnait que le mémoire serait brûlé et on y ajoutait cette circonstance infamante qu'il serait brûlé en place publique, par la main du bourreau.

Le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV

(1) JOUSSE. — *Just. crim.*, t. III, p. 584.

(2) V. EYSSAUTIER, *loc. cit.* Les mémoires de Beaumarchais contre Goëzmann furent supprimés comme contenant des expressions et imputations téméraires, scandaleuses et injurieuses envers la magistrature en général, et diffamatoires envers différents particuliers. Dans « *Le bûcher littéraire* » ou « *Dictionnaire des livres condamnés au feu, supprimés ou censurés*, » par Peignot, on voit que les Mémoires de Beaumarchais furent condamnés au feu ainsi que ceux de Linget pour le duc d'Aiguillon.

ne contenait aucune disposition sur la matière, mais la jurisprudence avait conservé les traditions (1).

L'Assemblée constituante (9 octobre 1789, art. 21) avait proclamé la liberté absolue du droit de défense : « un des principaux droits de l'homme est de jouir, quand il est soumis à l'épreuve d'une poursuite judiciaire, de toute l'étendue possible de liberté pour sa sûreté et pour sa défense » ; la loi ne devait pas cependant laisser sans répression certaines fautes graves que les parties ou leurs défenseurs peuvent commettre. C'est un devoir pour les plaideurs de n'employer que des moyens honnêtes et loyaux, de n'user ni de chicanes, ni de mensonges, de ne recourir jamais ni à l'injure, ni à la diffamation, ni à la calomnie. *Le plaideur qui méconnaît cette obligation commet un manquement au respect qu'il doit à ses juges et sa faute doit être réprimée.*

Les anciennes ordonnances avaient édicté des mesures ; elles ont été reproduites dans l'art. 1036 du Code de procédure civile et dans l'art. 377 du Code Pénal.

Le texte de l'art. 1036 nous est connu ; les peines sont les mêmes que celles édictées par les ordonnances : seules ont disparu celles qui portaient trop la marque de l'ancien régime : l'impression et l'affichage du jugement ont remplacé l'amende honorable et la destruction par le feu en place publique.

L'art. 377 du Code Pénal était plus explicite : « A l'égard des imputations et des injures qui seraient

1) V. DALLOZ, *Rép.*, V^o Presse, n^o 1170.

contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers, les juges, saisis de la contestation principale, pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures et des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions et statuer sur les dommages-intérêts... »

L'art. 377 a été remplacé par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819; sa disposition finale était contraire aux immunités accordées par la loi, au droit de défense.

« Ne donneront lieu à aucune action en diffamation ou injure, les discours prononcés ou les écrits produits devant les Tribunaux... »; les peines édictées restaient les mêmes: suppression des écrits, injonctions aux parties et aux défenseurs, et même suspension.

La loi de 1819 a été abrogée par la loi du 29 juillet 1881; mais la disposition nouvelle de l'article 41 n'a rien changé à l'ancienne législation (1).

« Nous n'avons rien à dire, déclarait à la Chambre le rapporteur de la loi, des immunités de la défense, l'expérience a prouvé que les dispositions de notre article, que nous empruntons à la loi du 17 mai 1819, concilient dans une juste mesure les droits de la défense avec le respect qui est dû aux intérêts des parties et des tiers. »

(1) V. Cass., 2 mai 1893 : D., 93, 1, 288. — Conseil d'Etat, 29 décembre 1893 : D., 94, 3, 89. — Cour de Poitiers, 11 juillet 1892 : D., 94, 2, 149 et la note. — Conseil d'Etat, 13 janvier 1894 : D., 95, 3, 11.

VI. — VÉRITABLE OBJET DE L'ARTICLE 1036. — Place qu'il doit occuper dans notre législation. — Ses rapports avec l'article 41 de la loi de 1881.

Deux textes répriment donc aujourd'hui les écarts de la défense : l'article 1036 et l'article 41 de la loi de 1881 ; ils découlent tous deux des mêmes sources historiques ; ils poursuivent tous deux le même but. Ils ne doivent pas, cependant, être confondus.

L'ancien article 477 du Code Pénal réglait la répression des délits d'injure et de calomnie commis dans les mémoires judiciaires ; il se trouvait, dans un paragraphe consacré aux « calomnies et injures publiques » : l'article 23 de la loi de 1819 qui l'a remplacé, — et l'article 41 de la loi de 1881, par conséquent, — ne s'est, lui aussi, occupé que des délits d'injure et de diffamation, ces dispositions ne sauraient être applicables en dehors de faits délictueux (1).

L'article 1036 n'exige pas cette condition : il réprime, dans tous les cas, les écarts de défense contenus dans les discours et dans les écrits ; il n'est pas nécessaire que les faits soient reconnus diffamatoires ou injurieux. La plus grande liberté d'appréciation est laissée aux juges : « suivant la gravité des circonstances », dit le texte.

(1) V. BARBIER, t. II, n° 797. — *Pandectes*, V^e Audience, nos 669 et suivants. — Cf. Cass., 14 juin 1854 : S., 54, 1, 614, 6 juillet 1864 : S., 65, 1, 230.

Au contraire, dans le cas de l'article 41, il s'agit de délits ; et il ne nous semble pas juridique de dire que l'appréciation des faits calomnieux, que renferment les écrits, et l'application des peines qui y sont attachées soient dans les limites du pouvoir discrétionnaire des Tribunaux ; la Cour de cassation ne saurait, croyons-nous, être enchaînée par l'appréciation des juges du fond (1).

Il n'est pas, d'ailleurs, nécessaire que l'écrit ait été directement produit en justice, il suffit que le juge en ait eu connaissance à l'occasion du procès et qu'il soit lié à la cause par un rapport direct (2).

La jurisprudence (3) reconnaît aux tiers le droit d'intervenir dans l'instance, pour demander la suppression d'un écrit, ou toute autre mesure, et l'impression et l'affiche du jugement.

Un avocat, qui se prétend injurié ou diffamé par des actes signifiés à la requête d'une des parties, peut intervenir dans l'instance, en son nom personnel, pour demander la suppression et des dommages-intérêts.

Au cours d'un procès (4) avec la commune de Benon, la princesse de Craon, prenant directement à partie l'avocat de l'adversaire, lui a déclaré, par acte

(1) V. DALLOZ, J. G., V^o Presse-outrage, nos 4259 et suivants.

(2) V. sur cette question. EYSSAUTIER, *Revue pratique*, 1859, p. 20 et suivantes, et BARBIER, n^o 797.

(3) V. DALLOZ, *Jur. gén.*, V^o Avocat, n^o 230, 231 et 472, et Cour de Poitiers, 41 juillet 1892 : D. 94, 2, 449. — Conseil d'Etat (18 avril 1866) : D. 69, 3, 63.

(4) Cass., 9 décembre 1874 : D., 75, 4, 225.

extra-judiciaire, » que, dans le but de surprendre la religion des magistrats, M^e Deforge a commandé des plans dans lesquels la situation des lieux a été dénaturée; que ces quatre plans sont frauduleux au premier chef, qu'ils ne sont ni le résultat de l'ignorance, ni celui de l'erreur: qu'ils étaient destinés à passer dans le dossier de la commune sans avoir été vus ni contestés..... et que, faute de renonciation à faire usage de ces plans frauduleux la requérante déclare à M^e Deforge d'inscrire en faux et qu'elle se réserve de poursuivre devant toute juridiction la répression du délit. »

L'auteur de l'outrage était non un membre du Barreau, mais la partie adverse elle-même: l'acte injurieux était renfermé, d'abord dans un exploit, puis dans un dire, inséré à un procès-verbal de constat, et il atteignait un membre du Barreau, ainsi que le maire d'une commune défendue par cet avocat. La suppression des écrits injurieux fut demandée par le maire et par son avocat qui ne bornèrent pas là leurs prétentions. Ils intervinrent personnellement dans l'instance d'appel et obtinrent, non seulement la suppression des écrits injurieux, mais encore la condamnation de leur auteur à des dommages-intérêts. Cette solution est conforme à la jurisprudence.

« Attendu, dit le jugement du Tribunal d'appel, que la jurisprudence reconnaît à l'avocat plaidant dans la cause, qui se considère comme diffamé par un écrit produit au procès, le droit d'intervenir en son nom personnel:

— Attendu que, si le plan général et le plan partiel, que la commune de Benon a fait dresser, renferment des

inexactitudes qui n'ont rien d'authentique ou d'officiel, pouvaient suffisamment être rectifiés dans la discussion ou par des notes et que de pareils documents ne pouvaient, à aucun point de vue, motiver une inscription de faux : — Attendu que rien n'autorisait la dame Craon à faire à M^e Deforge une sommation qui, dans tous les cas, ne pouvait aux termes de l'art. 215, C. pr. civile, être adressée qu'à la commune, partie adverse, par acte d'avoué à avoué ; et à imputer à cet avocat d'avoir commandé des plans dans lesquels la situation des lieux était dénaturée et d'avoir cherché ainsi à surprendre la religion des magistrats, que des imputations de ce genre sont de nature à porter l'atteinte la plus grande à l'honneur et à la considération de celui à qui elles sont adressées et que, quand elles sont consignées dans des écrits produits au cours d'un procès, il appartient aux Tribunaux, d'après l'art. 1036 C. pr. civ., et 23 de la loi du 17 mai 1819, de prononcer la suppression de la partie de ces écrits qu'ils jugent être injurieux et diffamatoires et de condamner leur auteur à des dommages-intérêts..... »

Les dispositions de l'art. 1036 nous apparaissent comme des mesures de répression apportées à certains troubles d'audience : elles ont leur place toute marquée à côté des textes qui répriment les délits d'audience.

« Les Cours et les Tribunaux (1) ont une juridiction exceptionnelle pour les délits d'audience. La dignité de la Justice, autant que l'intérêt de la vérité, exigent que le magistrat, témoin du délit, le réprime : sa com-

(1) FABREGUETTES, *Infractions de la parole*, t. II, p. 407.

pétence est en quelque sorte obligée, il est d'ailleurs le meilleur appréciateur du fait.

« Tout ce qui est relatif aux délits d'audience est réglé par les articles 181, 504 à 508 du Code d'instruction criminelle; 10, 11, 89, 90, 91, 92, 1036 du Code de procédure civile; 41 de la loi du 29 juillet 1881; 103 du décret du 30 mars 1808; 39 du décret du 14 décembre 1810; 16, 19, 43 de l'ordonnance du 20 novembre 1822. »

Nous n'avons ici qu'à renvoyer aux textes et aux commentaires des auteurs (1); un seul article nous retiendra : c'est l'article 10 du Code de procédure civile qui se rattache plus particulièrement à notre sujet. Il est ainsi conçu :

« Les parties seront tenues de s'expliquer avec modération devant le juge et de garder, en tout, le respect qui est dû à la Justice. Si elles y manquent, le juge les y rappellera d'abord par un avertissement : en cas de récidive, elles pourront être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs, *avec affiches du jugement, dont le nombre n'excédera pas celui des communes du canton.*

Les articles 11 et 12 forment le complément de l'art. 10 pour le cas « d'insulte ou d'irrévérence grave envers le juge. »

Les mesures de protection édictées par ces articles, en faveur des juges de paix, marchent de front avec

(1) V. l'historique donné par M. le conseiller Rives sous l'arrêt de Cass., 8 décembre 49 (P. 51, 4, 570). — BOITARD, *Leçons de procédure civile*, n° 227. — CHASSAN, t. II, p. 541. — LEGRAVEREND, t. I, p. 538. — FAUSTIN-HÉLIE, t. III, n° 2922.

les dispositions des articles 181, 504 et 505 du Code d'instr. crim. et 90 du C. pr. civ. ; elles se combinent avec celles de l'art. 1036.

Mais les articles 10 à 19 du C.-pr. civ., ne s'appliquent qu'aux *parties en cause* : si les actes de trouble, de tumulte... etc..., étaient reprochables à des assistants, ce serait l'art. 504 qu'il faudrait invoquer (1).

Bien entendu, si les insultes, ou irrévérrences ont le caractère d'un outrage, le juge de paix, par application des art. 181, et 505 du Code d'instruction criminelle, pourra infliger des peines correctionnelles, en se basant sur l'art. 222 du Code Pénal.

On peut se demander si le juge de paix pourrait, dans ce cas, condamner à l'affiche du jugement. Le raisonnement serait celui-ci : le juge peut, quand il n'a le droit de prononcer qu'une amende de 10 francs au maximum, ordonner cette mesure, il doit avoir ce droit *a fortiori* quand il prononce une plus grave condamnation.

Nous n'hésitons pas à répondre que, du moment où le jugement visera un texte autre que ceux des art. 10 à 12 du C. pr. civ., les seuls qui aient édicté la peine de la publicité du jugement, le juge ne pourra, sans illégalité, ordonner l'affiche de sa décision : les textes

(1) « Ces jugements, dit Fabreguettes, sont, en tous cas exécutoires par provision, ce qui ôte tout intérêt pratique à l'appel, à supposer qu'il puisse être relevé, ce que je ne crois pas.

FABREGUETTES, nos 1555 et suivants et les auteurs rapportés : FAUSTIN-HÉLIE n° 2580. — BERRIAT-SAINT-PRIX, Tribunal de police n° 155. — LOCRÉ, t. XXI, p. 44.

qui prononcent des peines doivent recevoir l'interprétation restrictive.

En résumé, l'art. 1036 est écrit pour assurer la modération et réprimer les écarts de la défense; il a son origine dans les mesures édictées par les ordonnances de l'ancienne législation; les peines sont restées les mêmes, ou à peu près; on les retrouve semblables dans quelques autres textes de loi qui punissent les troubles et délits d'audience. L'art. 1036 a sa place bien marquée entre les articles qui répriment les troubles et délits d'audience et ceux qui punissent les fautes disciplinaires; il marche de front avec l'art. 41 de la loi de 1881, tout en étant d'une application plus facile pour le juge, qui n'a pas à savoir si les faits sont diffamatoires ou injurieux du moment qu'il estime ces faits suffisamment graves pour motiver l'application des mesures édictées.

Cette interprétation de l'art. 1036 est celle que lui donnent beaucoup d'auteurs : « La jurisprudence (1) récente admet que, même quand aucun abus de défense n'a eu lieu au cours du procès, il est loisible aux Tribunaux d'ordonner, dans toute les circonstances où cette mesure leur paraît utile, l'impression et l'affiche de leur jugement. Une telle opinion est en contradiction avec cette idée que la publicité est une forme d'exécution des décisions judiciaires qui a un caractère pénal, et avec ce fait que la loi l'ordonne ou l'autorise, par une disposition expresse, toutes les fois

(1) GARRAUD, I, p. 598. Ce passage est tiré de l'édition de 1888, l'arrêt de 1895 n'avait pas été rendu.

qu'elle juge cette mesure nécessaire ou simplement utile comme complément de pénalité. »

Laborde (1) s'exprime ainsi : « 1036 ne semble pas donner un pouvoir aussi large. Il suppose que les Tribunaux ont à réprimer des abus du droit de défense pour lesquels ils prononcent des injonctions, etc... »

Certaines décisions de la jurisprudence se sont aussi très nettement expliquées sur ce point (2).

« En ce qui concerne la publicité ordonnée par le jugement :

« Attendu que, si l'article 1036 du Code de procédure civile applicable à toutes les juridictions, permet aux Tribunaux, suivant la gravité des circonstances, de prononcer la suppression d'écrits produits devant eux, de les déclarer calomnieux et d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements, *ces mesures ne sont autorisées que pour réprimer les écarts de la défense*, dans les cas où les écrits produits renfermeraient des expressions inconvenantes ou irrévérencieuses pour les magistrats, diffamatoires ou injurieuses envers les parties, il y aurait un scandale à faire cesser, ou un dommage à réparer; que si, en cas de condamnation pour certains délits, la loi pénale donne aux magistrats la faculté d'ordonner l'affiche de leurs jugements et leur insertion dans les journaux, cette mesure, qui n'a

(1) LABORDE, n° 388. V. aussi DALLOZ, V° Presse, Outrage, n° 1265, et *Revue critique*, 1895, p. 166, article de M. Le Neuf de Neuville. — BLANCHE, I, p. 85 — *Pandectes*, V° Propriété littéraire, n° 5972.

(2) Cour de Nancy, 27 avril 1875 : D. 76, 2, 20.

plus pour but de sauvegarder les intérêts protégés par l'art. 1036, mais de donner satisfaction à la vindicte publique, constitue une véritable peine et ne peut, dès lors, être infligée qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi, laquelle n'existe pas pour le délit de destruction d'arbre dont le prévenu s'est rendu coupable. »

VII. — Les Tribunaux peuvent, d'office, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements quand ils ont à réprimer les écarts de défense et qu'ils prononcent des injonctions, etc...

Nous avons étudié l'origine historique des dispositions de l'article 1036, nous lui avons assigné la place qu'il doit occuper dans notre législation et nous avons précisé le sens et la portée que nous lui attribuons : *Assurer la convenance des débats judiciaires, sauvegarder, le cas échéant, l'honneur des parties et des tiers, et la dignité des magistrats, réprimer tous les écarts de la défense*, voilà le but de notre texte.

Etant donnés ces principes, la controverse que nous avons exposée ne saurait avoir le caractère de généralité que lui donnent les auteurs et les arrêts. On ne comprend pas comment la jurisprudence a pu reconnaître aux Tribunaux le droit *général et absolu* d'ordonner, *dans tous les cas*, l'impression et l'affiche de leurs décisions.

Sans doute l'art. 1036, est écrit sous la rubrique : « des dispositions générales », mais ce n'est pas un

argument. La liberté de la défense est un droit absolu, qui s'exerce devant toutes les juridictions, les mesures édictées pour limiter ce droit sont donc « générales » et il est tout naturel qu'elles figurent sous cette rubrique.

La question ramenée dans ses justes limites, se pose ainsi :

Les Tribunaux peuvent-ils, quand ils ont à réprimer les écarts de la défense, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements comme peine principale, le peuvent-ils, seulement comme peine accessoire, quand ils font des injonctions, suppriment des écrits, les déclarent calomnieux ?

L'impression et l'affiche du jugement, prescrites par l'art. 1036, constituent, ainsi que les mesures qui précèdent dans le même article, une peine tendant à réprimer le scandale public produit par une partie ou son défenseur. Quel effet, pourrai-je avoir, à ce point de vue, la publicité donnée au jugement statuant sur le fond ? On ne se représente pas un Tribunal ordonnant, à titre de peine ou de réparation, la publicité d'un jugement qui n'a rien de commun avec le fait à réprimer. Pour ordonner l'impression et l'affiche du jugement, il faut donc que le Tribunal ait, dans ce jugement, fait des injonctions, supprimé des écrits...

D'ailleurs, il est de principe certain, que les Tribunaux peuvent, en vertu de l'art. 1036, prendre ces mesures aussi bien par jugement séparé que par jugement sur le fond de l'affaire. « A la différence de l'art. 41 de la loi de 1881, l'art. 1036 ne prescrit pas aux juges de statuer sur le fond et sur l'incident par

émettrons donc le vœu que l'article 1036 soit ainsi modifié : « quand ils auront à assurer la modération et la convenance des débats et à réprimer les écarts de la défense, les Tribunaux pourront, d'office, suivant la gravité des circonstances : prononcer des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux et, comme complément de peine, ordonner l'impression et l'affiche du jugement qui édicte ces mesures. »

TROISIÈME PARTIE

LA PUBLICITÉ DU CASIER JUDICIAIRE

TROISIÈME PARTIE

La Publicité du Casier judiciaire

SOMMAIRE

1. L'Institution du casier judiciaire. — 2. Publicité. — 3. Caractère pénal de l'inscription de la condamnation au casier judiciaire. — 4. Le projet de réforme.

I. — L'Institution du Casier judiciaire

Nous devons, dans une dernière partie, étudier la publicité des décisions pénales qui résulte de leur inscription au casier judiciaire du condamné.

La réforme du casier judiciaire est une question à l'ordre du jour; les doctes assemblées, les congrès, les sociétés savantes s'en sont occupés (1), les Chambres

(1) V. Compte rendu des séances à l'Académie, 1892, page 686 et suivantes. *Revue pénitentiaire*, années 1888, 1890, 1891, 1893, 1897 et 1898.

en sont saisies. Nous traiterons donc très brièvement cette partie de notre étude, renvoyant pour les développements aux discussions et aux ouvrages nombreux qui ont été écrits sur la matière (1).

Dans son sens matériel, le mot casier judiciaire désigne le meuble à compartiments dans lequel sont conservés, au greffe de chaque arrondissement, les notices relatant les condamnations prononcées contre les individus nés dans l'arrondissement. Par dérivation, l'expression a désigné l'institution, le bulletin fournissant le relevé des notices contenues au casier de chaque individu.

L'institution a son origine dans les articles 600 et suivants, du Code d'instruction criminelle, qui ordonnaient de tenir, aux greffes des Tribunaux, des registres destinés au travail de la statistique. On s'en servit bien vite pour les renseignements à donner aux juges et la constatation de la récidive. Mais l'établissement du casier, tel qu'il fonctionne, aujourd'hui, au greffe de l'arrondissement du lieu de naissance du condamné, remonte à une circulaire du Garde des Sceaux du 6 novembre 1850 (2).

Créée par une simple circulaire ministérielle l'institution du casier judiciaire a subi, par la voie des circu-

(1) V. GARRAUD, *Droit pénal*, édition 1899, t. III, pages 177, n° 107 et suivants. — Jean APPLETON, thèse, *La réforme des Casiers judiciaires*. — Paris 1892, et les auteurs cités.

(2) L'idée a été donnée par M. Bonneville de Marsangy, procureur de la République à Versailles. — (Discours de rentrée prononcé le 5 septembre 1818).

lares, de nombreuses modifications; elle n'a pas jusqu'à ce jour pris place dans notre législation.

Le 24 juillet 1890 une Commission extra-parlementaire a été instituée au Ministère de la Justice, pour étudier la codification des circulaires et les diverses réformes que l'on pourrait apporter à l'institution. Un projet a été déposé sur le bureau du Sénat, le 22 octobre 1894 : la haute Chambre est actuellement saisie de la question. La Commission lui a soumis le texte d'un projet sur lequel s'est établie la discussion (1). Le 8 juillet 1898 le Sénat a abordé la première délibération sur le rapport de M. J. Godin : la discussion a été renvoyée à la session d'octobre, elle a eu lieu les 8 et 9 décembre 1898. Le 8 mars 1899 l'ensemble du projet a été adopté en seconde délibération (sauf réserve de deux amendements).

II. — Publicité

Le casier judiciaire, moyen de constater la récidive, est vite devenu une source de renseignements, non seulement pour les Tribunaux, mais aussi pour les particuliers. Jusqu'en 1876 le casier judiciaire était ouvert à tout le monde : l'institution était, dans la pensée de ses auteurs, destinée à renseigner tous les citoyens : « Nul condamné ne pourra désormais échapper à la responsabilité de ses antécédents. Nul citoyen, une fois

(1) V. GARBAUD, *Droit pénal*, édition de 1889, page 183.

frappé par la justice, ne pourra plus, même en se dépay-sant, cacher ses méfaits sous les dehors d'une fausse honorabilité, ni, par conséquent obtenir de la bonne foi trompée, du pouvoir ou des citoyens, les témoi-gnages d'estime et de confiance qui doivent être réserv-és à l'honnête homme (1). »

D'ailleurs, la circulaire du 6 novembre 1850 est formelle. « En ce qui concerne la délivrance des rensei-gnements contenus aux casiers judiciaires, à d'autres qu'aux magistrats, elle ne pourra jamais avoir lieu qu'après le visa du Procureur de la République. Les bulletins recueillis ne sont, en effet, pour la plupart, que des extraits de procédures criminelles, et il appartient au Ministère public d'examiner dans quel cas ils peuvent être, sans inconvénients, livrés à la publicité. » Et plus loin : « Combien, aussi, de simples particuliers ne tiendront-ils pas à recourir à cette salutaire précaution avant de conclure une affaire importante, de famille ou d'argent, pour éviter les regrets si amers qui les menacent aujourd'hui, faute de pouvoir *se renseigner légalement* sur les anté-cédents de celui avec lequel ils contractent ? »

La circulaire du 30 décembre 1850 s'exprime ainsi : « On m'a demandé dans quel esprit devait s'entendre la communication à faire aux simples particuliers des renseignements contenus aux casiers judiciaires; ma pensée est que la *publicité doit être la règle*, et que la communication doit être accordée chaque fois que le

(1) Discours de M. Bonneville de Marsangy cité plus haut.

Ministère public reconnaît que la demande qui en est faite s'appuie sur des motifs sérieux ou légitimes. »

Depuis longtemps la Chancellerie, pour éviter les abus (1) occasionnés par cette communication du casier judiciaire à tous les citoyens, a restreint aux seuls intéressés la délivrance du bulletin n° 2. Une circulaire du 4 décembre 1884, renouvelant les prescriptions des circulaires des 14 août et 6 décembre 1876, a invité les Parquets à prendre des mesures sérieuses pour s'assurer de l'identité de celui qui demande l'extrait de son casier.

C'est la pratique aujourd'hui suivie : le B² n'est délivré — en dehors des administrations — qu'à l'intéressé lui-même. Mais les tiers arrivent indirectement à connaître les renseignements contenus au casier. Les administrations publiques ou privées, les particuliers, les patrons, au lieu de s'adresser directement au greffe, exigent de l'individu, qui se présente à eux, la communication d'un extrait de son casier judiciaire. Le refus de le produire équivaut à un aveu de condamnation : la publicité du casier judiciaire, pour être indirecte, n'en est pas moins absolue.

« On n'a jamais besoin, dit M. Béranger (2), de son casier judiciaire que pour le présenter à un tiers. A Paris, la production du casier est nécessaire pour les emplois les plus modestes : les compagnies de chemin de fer et les grands magasins ont écrit, dans leurs

(1) V. *Bull. Soc. des prisons*, 1880, p. 651 et suivantes.

(2) V. Discussion au Sénat, 8 décembre 1898.

statuts la nécessité de fournir cette pièce pour être cantonnier ou balayeur il faut produire un casier « néant ».

III. — Caractère pénal de l'inscription de la condamnation au casier judiciaire

Etant donnée la publicité que reçoit le casier judiciaire, l'inscription à ce casier de la décision pénale nous semble constituer une véritable peine accessoire. Sans doute, l'institution dans son origine et son but véritable n'a pas ce caractère : les articles du Code d'instruction criminelle et les circulaires, en établissant les « sommiers judiciaires » au Ministère de la justice et à la Préfecture de police, n'ont pas entendu édicter une peine. La centralisation de ces renseignements, au greffe du chef-lieu d'arrondissement, n'a pas transformé le caractère de cette mesure. Mais, dès que les renseignements contenus au casier judiciaire ont été communiqués, non plus seulement aux magistrats et aux administrations, mais aussi aux particuliers ; dès que le casier judiciaire a été, plus ou moins directement, ouvert à tous, cette publicité, pour ainsi dire posthume, de la décision pénale a eu tous les caractères de la peine que nous avons rencontrés dans les autres parties de cette étude. Ce n'est pas la centralisation des renseignements, ni même la production de ces renseignements à la justice qui constitue la peine, c'est la publicité qui leur est donnée, par la communication indirecte aux particuliers.

« L'inscription au casier est plus cruelle encore que l'affiche de l'article 36 du Code Pénal. Celle-ci ne dure souvent qu'un jour ; le premier vent qui souffle, la première pluie qui tombe, la déchirent et l'emportent en lambeaux. L'inscription au casier, c'est l'affiche permanente, c'est l'affiche qui ne disparaît plus, c'est l'affiche perpétuelle, c'est l'affiche qui dénonce même les plus légères condamnations correctionnelles (1).

Au Sénat (2), M. Bérenger s'est exprimé en ces termes : « Une institution qui arrive à ce résultat de priver un homme, même condamné, des ressources les plus nécessaires, et à lui rendre la vie impossible, est *assurément une aggravation de peine* s'ajoutant à la peine prononcée, *une peine accessoire* souvent plus terrible que la condamnation elle-même... elle est perpétuelle : elle ne cessera qu'avec la vie de l'individu. La peine prononcée n'a été que temporaire, elle peut n'avoir été que d'une simple amende, peu importe ! Quelle que soit l'ancienneté de la condamnation, quelle qu'ait été la conduite des condamnés, la tache subsistera toujours et jusqu'à la mort.

« C'est la marque, une marque plus cruelle que celle qui se faisait avec le fer rouge sur l'épaule, car celle-là, au moins, se cachait sous l'habit, tandis que celle dont je parle, il faut la produire, et c'est celui-là même qui voudrait la cacher qui doit la produire ou renoncer à tout espoir ».

(1) V. Article de M. Léveillé paru dans *Le Temps*, 27 mars 1891.

(2) Discours de M. Bérenger au Sénat, 8 décembre 1898.

La publicité du casier judiciaire est donc une véritable peine accessoire : elle attire au condamné toutes les afflications de la sanction morale, elle le frappe dans son honneur et sa considération. Les regrettables effets de cette publicité ont été particulièrement mis en lumière par les discussions des Congrès et des Sociétés charitables qui s'occupent du reclassement des libérés (1).

Beaucoup de libérés sont vraiment intéressants ; ils ont purgé leur peine, ils veulent sincèrement revenir au bien : ils cherchent du travail avec le désir énergique d'en trouver, mais les malheureux sont paralysés dans leurs efforts, dans leurs démarches, par les indiscrétions fâcheuses du casier judiciaire (2).

On a refusé ce caractère pénal à l'inscription de la condamnation au casier judiciaire de l'individu. A notre avis, dit M. Garraud (3), la peine est dans la condamnation et non dans la publicité restreinte que lui donne le casier judiciaire. Ce qui importe c'est de ne pas détourner l'institution de son but qui est, avant tout, l'application des lois sur la récidive ».

Sans doute, nous l'avons reconnu, si l'institution n'était pas détournée de son but, elle ne saurait avoir aucun caractère pénal, mais dans la pratique, la publi-

(1) V. *Rev. Pénit.*, 1891, p. 149 et 843. — 1894, p. 4121. — 1898, p. 889.

(2) V. articles de M. Léveillé parus dans le *Temps*, 27 mars et 4^{er} avril 1891.

(3) V. aussi le discours de M. Trarieux, *Rev. pén.*, 1891, p. 845 et 851.

cité du casier existe et elle présente tous les caractères, et elle produit tous les effets de la peine : l'analogie avec la publicité des arrêts de condamnation (art. 36 du Code Pénal) nous semble parfaitement juridique, et nous ne voyons aucune bonne raison pour faire une distinction entre les deux cas. Les arguments qu'on a présentés ne sauraient nous arrêter (1).

L'inscription au casier judiciaire n'est, dit-on, une peine que par la publicité qu'elle reçoit : or, cette publicité, c'est l'intéressé lui-même qui la donne, car lui seul a le pouvoir de se faire délivrer un extrait de son casier. Conçoit-on une peine que s'infligerait à soi-même le condamné ? C'est contraire aux principes (2).

Nous avons, dans notre première partie, étudié une peine de l'ancien droit qui se rapproche, par bien des côtés, de celle qui nous occupe : la marque. Rien n'obligeait le condamné à découvrir son épaule pour montrer la trace du fer rouge. Cependant, jamais on a contesté à la marque la qualification de peine infamante.

Tous les honnêtes citoyens peuvent exhiber un casier *néant*, les condamnés seuls ne le peuvent pas : voilà la peine, elle consiste dans la privation, pour le coupable, de jouir de la même faveur que tous les autres.

La pratique organisée par les circulaires, pratique

(1) V. *Bul. Soc. des pris.*, 1894, p. 740.

(2) V. *Bul. Soc. des pris.*, p. 1071.

qui permettait la communication aux particuliers des renseignements du casier judiciaire, pratique qui, aujourd'hui, donne à ces renseignements une publicité presque aussi complète en autorisant cette communication aux intéressés, est donc absolument illégale. C'est infliger au condamné une peine accessoire sans qu'aucun texte ne l'ait prononcée. Les articles 600 et suivants, du C. P., les seuls qui touchent cette matière, sont loin, nous l'avons vu, d'édicter une peine, et personne ne voudrait reconnaître aux circulaires ministérielles le droit de le faire.

En présence de cette illégalité, la nécessité d'un texte législatif nous semble impérieuse ; c'est une raison sérieuse qui vient s'ajouter aux autres pour demander la solution rapide de la « réforme du casier judiciaire ».

IV. — Le Projet de Réforme

Le sort des libérés a, surtout depuis quelques années, profondément ému les esprits. Les criminalistes ont été touchés de la situation des malheureux qui, après avoir à une époque de leur vie subi une condamnation, ont voulu ensuite par de longs et pénibles efforts se ressaisir, et trouvent des obstacles, toujours très difficiles et souvent insurmontables, à la réalisation de leurs bonnes intentions. « Je ne veux, a dit M. Bérenger (1), vous parler, bien entendu, que des con-

(1) Discours de M. Bérenger au Sénat, le 8 décembre 1898. V. aussi les articles de M. Leveillé dans *le Temps* cités plus haut et les discussions de la Société générale des prisons.

damnés qui, par des efforts persévérants et énergiques ont cherché à réagir contre la condamnation dont ils ont été frappés, qui ont cherché à se relever par le travail et la conduite. Suivez-les une fois que, sortis de prison, ils ont à rechercher un emploi. Malheur à eux, s'ils n'ont pas de famille qui puisse venir à leur aide ou s'ils n'ont pas quelques ressources personnelles ! Partout où ils se présenteront on leur dira : « Apportez votre casier judiciaire ou vos services seront refusés... » Ailleurs et partout on lui fait même réponse, partout il se heurte à la même impossibilité.

« Il faut vivre cependant, peut-être faire vivre les siens... Les statistiques annuelles nous apprenent qu'ainsi la plupart se trouvent inévitablement rejetés dans le crime : ils sont fatalement voués à la récidive. »

Le reclassement des libérés est rendu tellement difficile, par la publicité du casier judiciaire, qu'un magistrat a pu dire (1) : « Les Tribunaux mêmes sont singulièrement perplexes lorsqu'il s'agit de condamner les récidivistes, convaincus que sont les juges qu'il leur a été matériellement impossible de vivre honnêtement. »

Laissons de côté l'exagération de ces théories, exagération mise en évidence par les déclarations mêmes des membres de la Société du reclassement des libérés, retenons-en seulement l'idée généreuse qui, avec le besoin d'un texte législatif, a poussé le Gou-

(1) M. Flandrin, vice-président du Tribunal de la Seine, *Bull. Soc. gén. des prisons*, année 1887, p. 491.

vernement à déposer le projet de loi que nous allons étudier.

Une première difficulté était à résoudre : Le casier judiciaire doit-il être ouvert à tous, les renseignements qu'il contient doivent-ils être, au contraire, réservés aux seuls magistrats ? C'est la question de *la publicité ou de la clandestinité du casier judiciaire*.

L'Etat, disent les partisans de la clandestinité, sort de son rôle et du but poursuivi par les articles qui ont institué le casier judiciaire, quand il se fait « agence de renseignements à l'usage des particuliers » (1). Les fondateurs de l'institution n'avaient en vue que la constatation de la récidive (2), c'est par un abus déplorable qu'on a communiqué aux tiers et aux intéressés les renseignements contenus aux notices du casier.

L'enquête personnelle, ajoute-t-on, est bien préférable ; les gens, dont il est le plus utile de connaître le passé, les domestiques, ne sont pas contraints par les maîtres à présenter l'extrait de leur casier.

Les partisans de cette théorie se sont surtout adressés aux sentiments généreux : M. Bérenger s'en est fait le plus chaud défenseur, il a montré partout, avec une grande éloquence, les tristes conséquences de la publicité du casier judiciaire ; il a cité des exemples navrants. Pour nous dans l'état actuel, de notre législation nous avons vu que la publicité du casier judi-

(1) V. APPLETON. Thèse, *loco citato*.

(2) V. *Bull. Soc. des prisons*, année 1887, p. 491 ; année 1891, p. 732.

ciaire doit être absolument repoussée pour un motif tout juridique : la publicité du casier judiciaire est une peine, une peine terrible, aucun texte n'autorise cette mesure, elle est donc absolument illégale tant qu'une loi ne sera pas venue édicter cette peine.

D'ailleurs, si nous donnons cette solution juridique, nous estimons, au contraire en législation, que la publicité du casier judiciaire est dans l'état de nos mœurs une mesure nécessaire.

Non seulement, comme le dit M. Appleton, la théorie de l'État soliveau, de l'État qui ne doit s'ingérer en rien dans la vie des particuliers, est une théorie un peu vieille, mais les faits nous conduisent forcément à cette solution. Si l'on fermait aux particuliers le casier judiciaire, au lieu de demander des renseignements à l'État, on les demanderait à des agences privées : les sources seraient moins sûres, moins claires, le résultat serait le même.

Il faut surtout considérer ici l'intérêt public qui est celui des patrons exposés, si on les privait de ce mode de renseignements, à confier des ateliers de jeunes filles ou d'enfants à des récidivistes, plusieurs fois condamnés pour attentat aux mœurs, à livrer leur caisse à des repris de justice, plusieurs fois poursuivis pour abus de confiance.

« Dans le système de la clandestinité, dit M. Garraud, on se préoccupe d'un seul côté de la question : le reclassement des libérés par la dissimulation de ses antécédents, mais les honnêtes gens sont vraiment plus intéressants que les criminels, et on finira, avec toutes ces mesures émollientes, par livrer la place à

ses ennemis... En donnant des renseignements sur le passé de chacun de nous, l'Etat remplit son rôle de protection : il assure à l'honnête homme, au moyen de la mention « néant » inscrite au casier, la meilleure des recommandations (1). »

Et puis la publicité du casier judiciaire présente de sérieux avantages : elle est essentiellement préventive. Combien de gens, que d'autres considérations laisseraient indifférents et qui sont retenus par la crainte d'avoir un casier. La possibilité d'être obligé de produire son casier, est un puissant agent de moralisation sociale.

Etant donné l'état de nos mœurs et l'habitude enracinée que l'on a, chez nous, de se servir des renseignements du casier judiciaire, le projet de réforme ne pouvait supprimer la publicité.

Se souvenant, d'un autre côté, des abus signalés de 1850 à 1876, le législateur estime que l'institution du casier judiciaire doit rester telle qu'elle fonctionne actuellement dans la pratique. Il ne faut pas que des tiers puissent, dans un but peu honorable, révéler le passé de certains individus : les renseignements du casier judiciaire ne doivent être communiqués qu'aux seuls intéressés : le projet de réforme maintient le principe de la publicité restreinte. C'est une peine accessoire qui vient s'ajouter à toute condamnation.

Partant de cette idée que la divulgation des rensei-

(1) GARRAUD, *Droit pénal*, édition 1899, p. 182 et la note. — Cf. LACOINTA, La réforme du Casier judiciaire (*Rev. pén.*, 1893, p. 302).

gnements fournis par le casier est une peine pour le condamné, le projet voté par le Sénat réduit cette publicité par trois sortes de moyens :

1° Ne seront inscrites au casier judiciaire que les condamnations présentant un certain caractère de gravité ;

2° Les condamnations cesseront de figurer au casier au bout d'un certain nombre d'années ;

3° La réhabilitation est accordée de plein droit après un certain temps.

C'est un compromis entre la réforme radicale que demande M. Béranger (1) (suppression absolue de la publicité) et le maintien du *statu quo* qui a été voté (2) par la Société générale des prisons.

A). — L'EXTRAIT DU CASIER JUDICIAIRE DÉLIVRÉ AUX PARTICULIERS (3) NE MENTIONNERA QUE CERTAINES CONDAMNATIONS.

Aujourd'hui, toutes les condamnations, ou à peu près (4), figurent au bulletin n° 2; les partisans du *statu quo* disent que les condamnations légères pour pêche,

(1) V. Discussion du 8 octobre 1898.

(2) *Bull. de la Soc. des Prisons*, 1891, p. 95.

(3) L'extrait délivré aux particuliers portera le nom de bulletin n° 3, le bulletin n° 2 restant tel qu'aujourd'hui à l'usage des magistrats.

(4) Ne figurent pas actuellement au B² : 1° les condamnations de simple police même à l'emprisonnement ; 2° les jugements d'acquiescement qui envoient les mineurs en correction ; 3° les condamnations effacées par l'amnistie ou celles qui ont bénéficié de la réhabilitation.

chasse ou autres délits qui n'ont rien d'infamant, ne nuisent pas au condamné dans l'esprit des tiers et ne l'empêchent pas de se placer.

On a répondu justement (1) que, dans la pratique, les patrons ne font pas de distinction entre les différentes condamnations infligées : d'ailleurs, « admettons que les patrons soient tous intelligents, comprennent tous la portée des mentions du casier et distinguent entre les peines graves et celles légères, l'inconvénient restera le même : chaque place est sollicitée par un grand nombre d'individus : on procède par élimination : tous ceux qui auront au casier une condamnation, si légère fût-elle, seront tout d'abord écartés ». La moindre faute est une cause d'exclusion en présence de concurrents qui présentent un bulletin portant la mention « néant ».

« La Commission a considéré qu'il y a un intérêt social à laisser dans l'ombre les petites condamnations, qui ne peuvent être la mesure de la moralité des personnes : nous ne pouvons exiger ce discernement des individus auprès desquels se présentent les solliciteurs d'emplois, le législateur le reconnaît lui-même. » A quoi bon inscrire au casier toutes les condamnations sans importance. Est-ce pour les connaître que le patron réclame le casier ? Assurément non, la seule chose qu'il lui importe de connaître c'est si l'homme, qui s'offre à entrer chez lui, est honnête et moral et si, par conséquent, il n'a pas été condamné pour des faits graves d'improbité ou d'atteinte aux mœurs.

3) V. la discussion devant le Sénat.

Cette réforme avait été repoussée par le Garde des Sceaux : « J'aimerais mieux que la faculté de demander le casier judiciaire fût réservée aux autorités judiciaires et aux administrations publiques que d'être exposée à faire délivrer, sous la garantie du gouvernement, des certificats incomplets, inexacts, qui ne produiront que l'un ou l'autre de ces deux effets : ou ils tromperont les particuliers qui voudront s'y rapporter, ou on n'aura plus aucune confiance en eux et on ne s'en préoccupera plus. »

Les partisans de la clandestinité absolue du casier judiciaire ont pactisé et voté cette réforme : les arguments que nous venons de rapporter expliquent leur concession : supprimer certaines condamnations, c'est enlever au casier la plus grande partie de la confiance qu'on a en lui, c'est amener à bref délai la suppression de toute publicité.

B) — PRESCRIPTION DU CASIER JUDICIAIRE

Tout se prescrit : l'action publique, le délit, la peine ; l'inscription au casier judiciaire est, nous l'avons vu, une peine accessoire, elle ne saurait être perpétuelle quand la peine principale est temporaire (1) : elle doit disparaître au bout d'un certain temps.

Ce ne sera pas la prescription automatique et brutale qui intervient quelle qu'ait été la conduite du

(1) Nous reproduisons ici l'argumentation du rapporteur.

condamné par le fait seul de l'expiration du délai prescrit par la loi, mais la prescription méritée par cinq, dix, quinze ans d'épreuves, la prescription récompense de la bonne conduite.

C'est, a dit M. Béranger, pour ainsi dire un complément de la loi de sursis : on ne peut pas, pour les condamnations anciennes, examiner chaque espèce isolément, et voir d'une façon précise quelle était la situation du délinquant lorsqu'il a comparu devant le Tribunal, nous nous attachons simplement à ce critérium que, pendant un délai plus ou moins long, suivant l'importance de la condamnation, il n'en a encouru une autre.

C'est une mesure juste pour le passé, pour l'avenir, elle aura ce bon résultat qu'elle rendra à la loi de sursis son véritable caractère de faveur, justifiée et méritée par les circonstances et les bons renseignements donnés sur le condamné (1).

C). — RÉHABILITATION DE PLEIN DROIT

Une fois entré dans cette voie d'accorder la prescription comme récompense à l'individu anciennement

1) Certains Tribunaux voient dans l'application de la loi de sursis un moyen de soustraire le condamné à la flétrissure de l'inscription au casier judiciaire, et tiennent trop souvent bien peu compte du caractère de faveur toute spéciale de la loi : nous pourrions citer tels jugements qui ont accordé cette faveur à des individus auxquels M. Béranger n'avait certainement pas songé : à des condamnés pour outrages publics à la pudeur ou à une tenancière de maison de tolérance poursuivie pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

condamné, n'est-il pas légitime de lui en offrir une autre plus complète lorsqu'il a justifié par une épreuve plus prolongée l'espoir placé en lui et de lui donner encore un nouveau stimulant à la bonne conduite. Cette seconde faveur, après 10, 15 ou 20 ans sera la réhabilitation de droit.

Ce n'est plus une application de la loi de sursis ; le laps de temps écoulé, non seulement le condamné est délivré de l'exécution de la peine, et de l'inscription au casier, mais est réhabilité de plein droit.

Cette faveur est limitée, bien entendu, aux individus qui ont encouru une seule condamnation, la procédure du Code d'instruction criminelle restant applicable à ceux plusieurs fois condamnés.

Le projet conserve donc le principe de la publicité restreinte du casier judiciaire, mais il en diminue singulièrement les effets :

En n'y faisant figurer que les condamnations présentant un certain caractère de gravité,

En faisant disparaître les autres après un certain laps de temps,

En accordant la réhabilitation de plein droit.

La peine accessoire qui résulte pour le condamné de l'inscription de la condamnation à son casier judiciaire subsistera donc avec le principe de la publicité : elle trouvera une base légale dans un texte législatif.

CONCLUSIONS

La publicité des décisions pénales, de quelque manière qu'elle leur soit donnée, — impression, insertion, lecture, affichage, — est toujours une aggravation de la condamnation qui constitue, dans tous les cas, une véritable peine accessoire.

Les Tribunaux ne peuvent, sans illégalité, ordonner cette mesure pénale en dehors des cas où ils y sont expressément autorisés par la loi; les parties et les tiers ne devraient pouvoir, sans s'exposer à des poursuites, publier les jugements de condamnation.

Une exception est apportée à cette règle par la loi du 29 juillet 1881 sur les libertés de la presse : nous en avons, autant que possible, restreint la portée, tout en reconnaissant que l'exception est, en fait, bien près d'absorber la règle.

La pratique admise par les Tribunaux d'ordonner la publicité de leurs condamnations pénales « à titre de réparation civile » nous semble contraire aux principes. La jurisprudence dit vainement que c'est un complément de dommages-intérêts; la mesure est une

peine pour le condamné, peine illégalement infligée quand les juges n'y sont pas autorisés par un texte.

Nous avons d'ailleurs, pour concilier la rigueur de ces principes avec les nécessités de la pratique, proposé la publicité anonyme qui offrirait à la partie la réparation demandée et indispensable, sans avoir aucun caractère pénal.

L'impression et l'affiche sont édictées par l'article 1036 du Code de procédure civile à titre de peine accessoire : les Tribunaux peuvent, par mesure d'ordre public, ordonner la publicité de leurs jugements quand ils ont eu à réprimer les écarts de la défense, qu'ils ont prononcé des injonctions, supprimé des écrits ou qu'ils les ont déclarés calomnieux.

Enfin, nous avons donné le caractère de peine accessoire à la publicité, — même restreinte, — du casier judiciaire. Cette peine, aujourd'hui appliquée par la pratique des circulaires ministérielles, est absolument illégale tant qu'aucun texte législatif ne sera venu autoriser cette mesure, d'ailleurs justifiée par l'intérêt public.

VU :

Lyon, le 26 mai 1899.

Le Président de la Thèse.

R. GARRAUD.

VU :

Lyon, le 28 mai 1899.

Le Doyen de la Faculté.

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 28 mai 1899.

Le Recteur de l'Académie.

Président du Conseil de l'Université.

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS..... Rapport devant la Cour de Cassation :
S., 95, 1, 298.
- APPLETON (Jean) *La réforme des casiers judiciaires*,
thèse pour le doctorat soutenue devant
la Faculté de droit de Lyon, le 21 nov.
1892.— Paris, Larose et Forcel, 1892.
- BARBIER *Code expliqué de la presse*, t. I, n^o 175
et suiv., t. II, n^o 797 et suiv. et *passim*.
- BENTHAM *Théorie des peines et des récompenses*,
ouvrage extrait des manuscrits de
Bentham, par Dumont, t. I.
- BLANCHE..... *Etudes pratiques sur le Code pénal*,
t. I, p. 85, 205, 298 et suiv.
- CHASSAN..... *Traité des délits et contraventions
de la parole*.
- DEVÈZE..... *De la responsabilité civile de l'Etat
en cas d'erreur judiciaire*, Paris,
1897.
- EYSSAUTIER..... Article sur la Publicité, paru dans la
Revue pratique, 1859, t. VIII, p. 50
et suiv.
- FABREGUETTES..... *Traité des infractions de la parole*,
n^o 227 à 240, 575 et suiv., 1680 et suiv.

- GARRAUD..... Droit pénal français, t. I, p. 258 et suiv.,
et *passim*, — et édition en cours de
publication, t. III, p. 177 et suiv.
- L'ÉVEILLÉ..... Articles parus dans le *Temps*, 27 mars
et 1^{er} avril 1891.
- XXX..... *Bulletin de la Société des prisons*,
années 1888, 1890, 1891, 1893, 1897, 1898
et 1899.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Publicité donnée aux décisions pénales par les faits, les particuliers et la presse.

1. La publicité judiciaire.....	7
2. Le huis clos.....	11
3. La publicité des débats et le droit de compte rendu...	13
4. La lecture publique des jugements et le droit de publi- cation.....	49

DEUXIÈME PARTIE

Publicité ordonnée par les Tribunaux

SECTION I. — <i>De la publicité ordonnée à titre de peine.</i>	39
1. La publicité mesure pénale.....	39
2. Les peines infamantes.....	41
3. Les peines de la sanction morale.....	49
4. L'intimidation et l'exemplarité.....	52
5. Cas où la publicité est obligatoire pour les tribu- naux.....	55
Art. 36, C. P.....	55
Condamnation par contumace.....	57
Contravention en matière d'or et d'argent.....	61
Art. 396 du C. Inst. crim.....	61

	Pages
6. Cas où la publicité est facultative pour le juge..	62
Tromperies sur la qualité et la nature de la chose vendue.....	62
Contrefaçon, marques de fabrique, brevets d'invention.....	67
Port illégal de costumes, décorations ou titres nobiliaires	69
Usure.....	71
Ivresse.....	71
Contravention à la loi du 3 novembre 1892....	72
Enseignement.....	73
Actions disciplinaires	74
7. La publicité considérée comme moyen de réparation du préjudice moral causé par les erreurs judiciaires	77
Revision.....	78
Non-lieu, acquittement.....	82
 SECTION II.— <i>La publicité mesure de réparation civile.</i>	 89
1. La publicité complément de dommages-intérêts ..	89
2. Les tribunaux ne peuvent l'ordonner d'office....	94
3. Que faut-il entendre par jugement?.....	100
4. Peut-on dépasser les limites fixées par le juge? ..	103
5. Peut-on rendre l'affiche permanente ou perpétuelle?.....	106
6. <i>Quid</i> en cas d'appel?.....	109
7. En cas d'acquittement?.....	112
 SECTION III. — <i>La publicité ordonnée par les tribunaux à titre de réparation d'ordre public..</i>	 115
1. La publicité mesure d'ordre public.....	115
2. Que faut-il entendre par impression et affiche du jugement?.....	116
3. Devant quelle juridiction l'art. 1036 est-il applicable?.....	117
4. Quelle est la portée de cet article?.....	122
Controverse.....	121

	Pages
5. Historique	135
6. Interprétation du texte de l'article.....	142
Sa place dans notre législation.....	142
Ses rapports avec l'art. 41 de la loi de 1881.....	142
7. Les Tribunaux peuvent, d'office, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements, quand ils ont à réprimer les écarts de la défense et qu'ils prononcent des injonctions, etc.....	150

TROISIÈME PARTIE

La Publicité du Casier judiciaire

1. L'institution du casier judiciaire.....	157
2. Publicité.....	159
3. Caractère pénal de l'inscription de la condamnation au casier judiciaire.....	162
4. Le projet de réforme.....	166
CONCLUSION.....	177
BIBLIOGRAPHIE.....	179

